

Le défi de Robert Hersant

En rachetant « le Progrès » de Lyon à Jean-Charles Lignel, le patron du « Figaro » et de quelques autres titres bafoue la loi sur le pluralisme et la transparence de la presse et nargue le gouvernement.

L'empire consolidé

par ANDRÉ FONTAINE

« Il faut rendre cette justice au gouvernement de la gauche qu'il y a au moins un domaine dans lequel il a réussi : la consolidation de l'empire Hersant. » On a pu entendre cette constatation déabusée dans la bouche d'un ministre bien avant que le maître de tous les Figaro ait absorbé l'Union de Reims et le Progrès de Lyon. Dieu sait pourtant si le PS avait promis de doter le pays d'un statut de la presse écrite qui garantirait à tout jamais son pluralisme.

Le statut en question a bien été mis en chantier, mais la montagne a accouché d'une souris, le Conseil constitutionnel ayant opportunément rappelé que le droit français exclut la rétroactivité des lois, et Laurent Fabius a écrit en la matière des convictions visiblement moins passionnées que son prédécesseur. Reste que la loi est maintenant en vigueur et que si elle a un sens, c'est d'interdire une opération comme celle qui s'est déroulée vendredi à Lyon.

Robert Hersant aurait pu se donner les gants d'attendre quelques semaines. L'opposition ne s'est jamais cachée de son intention d'abolir une législation à ses yeux sclérosée parce que essentiellement dirigée contre un seul homme. Et l'homme en question disposera, après les élections, d'assez de parlementaires, voire de ministres, pour rappeler à ses amis revenus au pouvoir leurs engagements sur ce point. Pourquoi, dans ces conditions, avoir décidé de violer aussi délibérément la loi ?

Robert Hersant, dans l'éditorial que publie ce samedi le Progrès, ne donne qu'une seule raison : la crise de la presse et leur propre situation financière ne permettraient plus au quotidien de Lyon et au Dauphiné libéré de Grenoble, associés devenus ennemis, de poursuivre un « combat hors d'époque ». C'est la « sagesse » qui vient de l'emporter. Du strict point de vue de la gestion, c'est indiscutable, et M. Lignel, patron du Progrès, qui avait répété sur tous les tons, il y a quelques mois encore, que jamais il ne passerait sous les fourches caudines du Figaro, a dû constater que les repreneurs ne se bousculaient pas au chevet de son journal endetté jusqu'à l'os.

Reste que l'accord intervenu vendredi permet à Robert Hersant de consolider tout à la fois son pouvoir — il étend son empire — et son image : il agit à l'égard du gouvernement, qui a

essayé de le contenir, comme s'il était déjà à terre. Ce n'est pas par hasard que le Figaro Magazine de ce samedi fait dire en première page à Valéry Giscard d'Estaing : « Dans quatre-vingt-dix jours, Mitterrand ne pourra plus rien. »

Dès à présent, il est évident, tant les moyens dont dispose le gouvernement sont dérisoires, que le directeur du Figaro sort vainqueur de la bataille engagée contre lui, bien maledroitement et avec une conviction très inégale suivant les moments. Son poids politique s'en trouvera nécessairement accru. Au point qu'il se pourrait bien que tel ou tel dans l'opposition finisse par trouver un peu encombrant cet allié dont l'appétit, qui ne le sait, est loin de se limiter à l'imprimé.

Cette affaire a un mérite : elle illustre le rôle essentiel que continue de jouer une presse écrite dont trop de gens, dans trop de milieux, avaient un peu vite décidé que l'avènement de l'audiovisuel la marginaliserait nécessairement. Mais la contrepartie, c'est l'établissement d'un monopole de fait de cette presse écrite dans l'une des plus grandes régions de France. Or la démocratie n'est pas compatible avec les monopoles : les États-Unis ont adopté dès 1890 avec le Sherman Act une législation antitrust qui a été appliquée il est vrai avec un bonheur inégal, tant les intérêts engagés sont puissants, et la République fédérale d'Allemagne s'est dotée dès sa constitution d'une loi anticartel. La presse y est soumise comme tout le monde : le groupe Springer en sait quelque chose.

Il ne s'agit pas là de pays touchés en quoi que ce soit par le marxisme. Il n'y a donc rien de scandaleux en soi, quoi qu'en puissent penser les doctrinaires de l'ultra-libéralisme, à ce que la loi contribue à assurer, dans toute la mesure du possible, le pluralisme de la presse et la transparence de ses ressources. Mais c'est rêver que d'attendre de la droite revenue au pouvoir qu'elle légifère plus efficacement contre les concentrations que la gauche. C'est dire que les journaux qui veulent préserver leur indépendance doivent d'abord compter sur eux-mêmes, sur leur capacité à se gérer mieux, à proposer à leurs lecteurs un meilleur produit et, pourquoi pas, à se concerter sur les moyens les plus efficaces pour relever le double défi du mouvement de concentration en cours et de la télévision commerciale.

Deux idées de la liberté de la presse

M. Hersant a pris, le vendredi 3 janvier, le contrôle total de la société Delaroches, éditeur du Progrès de Lyon, organisant ainsi son monopole sur la presse quotidienne de la région Rhône-Alpes.

Bon appétit, Monsieur ! Celui qu'un journaliste appelait naguère le « papivore » (1) mérite plus que jamais ce surnom. L'Union, à Reims, en difficulté ? Le groupe de M. Hersant est candidat. Le Courrier picard, à Amiens, s'essouffé ? M. Audinot, bras droit de M. Hersant, propose ses services. Le Progrès, à Lyon, au bord de la faillite ? L'homme providentiel est là. Dans le même temps, il consolide ses positions dans la presse nationale : le matin

du jour où l'accord avec M. Lignel est rendu public, il change la manchette du Figaro — devenu « premier quotidien national français » — et signe un éditorial en première page : « Être le premier ». Sans compter la mise sur pied d'un réseau de radios locales et des ambitions affichées en matière de télévision : M. Hersant est candidat à l'achat d'une chaîne publique si l'opposition, devenue majoritaire, mettait en œuvre son programme de privatisation.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 6.)

(1) Henri de Guadalupe (Jean-Claude Lattès Ed.).



RENAISSANCE DE L'ÉCONOMIE, RÉÉQUILIBRAGE DE LA DIPLOMATIE

La deuxième indépendance d'Oman

De notre envoyé spécial

Mascate. — L'ancienne cité de Mascate, avec ses remparts médiévaux et ses quelques vieilles maisons traditionnelles qui ont échappé à la rage des bulldozers des promoteurs, a pratiquement cessé d'être la capitale du sultanat d'Oman. Certes, le somptueux palais baroté du sultan Qabus, au style pseudo-indien, demeure toujours niché au fond de la petite baie dominée par les deux forts portugais de Mirani et de Jalali, et continue d'attirer la merveilleuse harmonie du front de mer. Mais la plupart des ministères, administrations et ambassades ont quitté la vieille ville ou sont sur le point de le faire, pour gagner ce

que les urbanistes d'Oman nomment le « district de la capitale », qui s'étire sur une étroite bande côtière d'environ 45 kilomètres de long, du village de pêcheurs de Sibad à l'ouest de Mascate, jusqu'à Sib, l'emplacement du nouvel aéroport international.

Les responsables omanais de la planification urbaine expliquent que l'étalement de la capitale le long de la côte leur a été imposé par la configuration géologique du terrain : les vieilles villes jumelles de Mascate et de Mirani, emboîtées dans une masse de collines rocheuses d'origine volcanique, ne pouvaient s'étendre qu'aux dépens de la montagne, ce qui aurait été extrêmement onéreux. La quasi-totalité

des ministères ont été groupés à Khawair, dans un complexe gouvernemental — situé à mi-chemin entre Mascate et Sib, non loin du quartier où seront rassemblées toutes les ambassades étrangères.

Le district de la capitale s'est ainsi transformé en une ville à l'échelle américaine, où l'on ne peut pratiquement se déplacer qu'en voiture, étant données les distances qui séparent les différentes composantes de la conurbation de Mascate, isolées par des pans entiers de la montagne, qui leur sert en quelque sorte d'écran. C'est d'ailleurs ce relief tourmenté qui donne à l'ensemble un charme indéfinissable, qui contraste avec la désespérante platitude de la plupart des paysages des autres pays du Golfe.

Cette configuration géographique pose cependant de difficiles problèmes de communication, qui ont été résolus avec bonheur grâce à la construction d'un réseau moderne d'autoroutes à quatre voies, qui, telle une toile d'araignée, « recouvre » l'ensemble de l'agglomération. Le développement dans le district de la capitale, spectaculaire et rapide, a parfois été anarchique. Des quartiers entiers construits en hâte, et jugés peu conformes aux normes, ont été impitoyablement détruits pour être reconstruits selon de nouveaux critères qui peuvent se résumer en une seule formule : « toujours plus grand, toujours plus beau ».

La frénésie de dépenser des dirigeants omanais s'explique par le fait que le sultanat, qui n'est pas membre de l'OPEP, a réussi jusqu'à présent à éviter les contre-coups de la récession pétrolière dans le Golfe, en compensant la baisse des prix par une augmentation de sa production. Depuis 1983, celle-ci s'est accrue de 26 %, pour atteindre cette année 500 000 barils/jour, et parfois même dépasser ce chiffre. Les autorités envisagent d'ailleurs avec beaucoup de sang-froid de porter la production à 600 000 barils/jour si les prix continuent à s'effondrer. Il n'empêche que plusieurs centaines de millions de riyals omanais ont été dépensés au cours des douze derniers mois, souvent d'une manière inconsidérée (les grands spectacles au laser organisés par des techniciens américains, la nuit, au fond de la baie de Mascate, entraînant coûté près de 7 millions de dollars), et il faudra d'une manière ou d'une autre combler le trou que ces dépenses ont creusé dans le budget.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

LE NAUFRAGE DE « JET-SERVICES »

Les catamarans, fragiles merveilles

« C'est parti d'un seul coup. C'était tellement brusque que j'ai eu l'impression que le grémien s'arrachait. Le bateau s'est cabré sur l'avant et s'est mis sur le toit en cinq secondes. » Dans un couloir de l'hôpital Juan-Camalejo à La Corogne (Espagne), Jean-Luc Nelias a raconté l'effrayante chute de Jet-Services dans la nuit du 30 au 31 décembre, alors que le maxi-catamaran affrontait une tempête avec des bourrasques à plus de 70 nœuds (près de 130 kilomètres/heure). Il est, avec Patrick Morvan, le skipper, Paul Watine, Marc Guillemot et le Canadien Cyril Benoit, l'un des cinq rescapés recueillis vendredi 3 janvier, après de longues recherches, par la marine espagnole. Un seul d'entre eux, Marc Guillemot, victime de fractures, est sérieusement blessé. En revanche, il n'y a aucun espoir de retrouver vivant

le sixième membre d'équipage, Jean Castenès, trente-cinq ans, disparu au moment du naufrage.

Ce dramatique accident pose à nouveau la question de la fiabilité des multicoques géants, dont Jet-Services, sorti en juin 1985 des chantiers Multiplast, à Vannes, était l'évolution la plus extrême. Commandité pour 6 millions de francs par une société lyonnaise de transport rapide, cette « formule-V » de la mer mesurait 25,90 mètres de long et 14 mètres de large, pour un déplacement de 12 tonnes. Son mât-aile (financé par la Fondation Paribas), de 45 mètres carrés de surface et culminant à 32 mètres, pouvait porter jusqu'à 875 mètres carrés de voiture. Une merveille technologique taillée pour battre les records de vitesse. Mais imaginez-ou la McLaren d'Alain Prost

dans le Paris-Alger-Dakar ? Jet-Services a « cédé » à chacune de ses sorties officielles, alors que chaque fois il était en tête de la course. Barre brisée, puis grande voile déchirée, il abandonnait en août toute chance de remporter la première Course de l'Europe. Quelques semaines plus tard, une rupture du rod de la martingale de la partie avant — un câble d'acier prévu pour résister à des tensions de 55 tonnes ! — le priva de la victoire dans la transatlantique Monaco-New-York. Enfin, courant décembre, Patrick Morvan devait renoncer à sa tentative de battre son propre record de traversée de l'Atlantique, après avoir constaté une usure anormale des haubans.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 8.)

Dates

RENDEZ-VOUS

SPORTS

Dimanche 5 janvier. — Football : Coupe de France (huitième tour) ; cyclocross : Championnat de France à Fourmies (Nord) ; rugby : Championnat de France (sixième tour retour) ; ski alpin : slalom et géant féminins à Maribor (Yougoslavie).

Lundi 6 janvier. — Football : tournoi en salle de Paris-Bercy (se poursuit mardi 7).

Vendredi 10 janvier. — Tennis de table : rencontre Europe-Asie au hall Georges-Carpentier à Paris (se poursuit samedi 11).

Samedi 11 janvier. — Football : Championnat de France (vingt-sixième journée).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wosta.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé

à Paris

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 1 054 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par mandat postal)

1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal

(trois virements) voudront bien joindre en

plusieurs exemplaires de leur chèque postal

à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur de-

mande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi

à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie,

200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,

20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,80 \$;

Chili, 400 \$; Espagne, 100 pes. ; États-Unis,

1,20 \$; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 80 p. ;

Italie, 2.000 L. ; Liban, 0,500 \$;

Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 11 kr. ;

Pays-Bas, 2,50 \$; Portugal, 130 esc. ;

Suisse, 400 F CFA ; Suède, 11 kr. ;

Suisse, 1,20 \$; Yougoslavie, 110 ml.

IL Y A TRENTE ANS, L'INDÉPENDANCE

Le Soudan toujours profondément divisé

De notre envoyé spécial

Khartoum. — Assis en tailleur sur le gazon pelé du parc de la place du Peuple, nous attendions que le moteur du taxi refroidisse. Quand ce genre d'incident advient à Khartoum, cette ville où il fait du 30 degrés à l'ombre même en plein hiver, il n'y a qu'une chose à faire : bavarder pour prendre son mal en patience. Or, notre vieux chauffeur, qui savait par son nez, portier au Grand Hôtel, que nous étions journalistes, était maître dans cet art. Pour s'excuser de cet intermédiaire forcé, il décida de nous offrir comme dédommagement ses vues sur le Soudan.

« Vous savez, dit-il en redressant son imposant turban blanc sous lequel disparaissaient une partie des scarifications tribales, ce pays c'est un peu comme mon taxi. La carrosserie est celle de la Hillman, anglaise d'origine. Cette bouillotte, qui sert éventuellement de radiateur, est tout ce qui reste de la Markovitch d'un expert russe, le moteur est celui d'une Toyota défundue, les pneus ont fait un jour partie d'une jeep, cadeau d'un Américain à l'armée. Les amortisseurs ont soutenu une Nasr (Fiat montée en Égypte), et, enfin, la précieuse essence pour laquelle il faut se battre est soudanaise. »

Le poids de la tradition

Cet aspect de mosaïque hétéroclite s'impose à ce jour, trente ans après la déclaration d'indépendance le 1^{er} janvier 1956. Les influences britanniques d'avant 1956, soviétiques des années 70, soviéto-américaines des années 80 et le voisinage de la puissante Égypte ont marqué le Soudan. Ce pays, qui, comme beaucoup d'États du tiers-monde, n'a pas réussi à amorcer son développement économique, continue à se débattre au milieu de courants aussi divers que contradictoires.

Il y a pour commencer le poids très grand de la tradition. Aucun régime ne peut se permettre de négliger cette constante du paysage sociopolitique soudanais. Déjà, il y a un siècle, le général Gordon, un des premiers gouverneurs du Soudan, a payé de sa vie ses tentatives de briser les Soudanais. Ses réformes modernistes et sa croisade contre l'esclavage lui valurent le surnom de « bien guidé par Dieu », premier héros de l'indépendance soudanaise. En avril dernier, le maréchal Nemeiry fut renversé, lui aussi, pour avoir brusqué les Soudanais, qui se sont vu imposer en moins de deux ans un islam à la soudanaise, une démocratie à la rouennaise, une économie « sauve FMI » incluant la disparition des subventions aux produits de première nécessité. C'en était trop et trop vite.

Les Soudanais, qui, depuis la victoire de Kitchener en 1898, s'étaient lentement pénétrés des traditions anglaises de justice et de démocratie, se sont débarrassés du régime Nemeiry en moins de quarante-huit heures d'émutes.

Mais, une fois de plus, les traditions ont été respectées. Les militaires, qui avaient monopolisé le pouvoir durant vingt-deux ans depuis l'indépendance, ont gardé la haute main malgré un changement de personne. Toutefois, le chef de la junte militaire, le général Seward el Dahab, doit prendre en considération les différentes forces qui se partagent traditionnellement le pays, d'où le gouvernement d'union nationale transitoire. A l'extrême gauche se trouvent les membres de l'officielle Parti communiste soudanais et leurs alliés ouvriers, héri-

Le Soudan, « *Blad al-Sudan* », le « pays des Noirs », une vingtaine de millions d'habitants, dont deux tiers de musulmans et une infime minorité de chrétiens dans le Sud animiste. On parle volontiers d'un sous-continent — cinq fois la superficie de la France — écartelé entre les mondes arabe et noir. On lui prédit parfois l'heureux avenir du « grand grain » du Proche-Orient. Mais, l'an dernier, cet ensemble aux ressources pourtant considérables a été la proie de la famine, avec son cortège de réfugiés, exacerbant les graves problèmes que connaît un pays désertifié et profondément divisé.

Le Soudan n'a pas de raisons de fêter le trentième anniversaire de son indépendance, proclamée le 1^{er} janvier 1956. La démission de l'État y est patente et quinze années de parlementarisme impuissant, puis quinze ans d'une dictature sans ressort, ont laissé le pays exsangue, sans communications, sans unité réelle, en dépit des milliards de dollars investis souvent dans de grands projets de développement sans lendemain. Du temps de Kitchener, le Soudan anglo-égyptien aura pu faire figure de colonie modèle de l'empire britannique. C'est aujourd'hui l'exemple d'une décolonisation manquée.



tiers des unions britanniques, qui dominent les syndicats de travailleurs. Le PC soudanais, qui a connu des jours meilleurs, n'en mesure pas moins une force avec laquelle il faut compter. Prévisiblement, le PCS porte encore le poids de l'échec de l'expérience de socialisation du Soudan au début de l'ère Nemeiry, dont il fut quelque temps l'allié. Mais, malgré son affaiblissement, le Parti communiste soudanais reste influent, notamment dans les milieux ouvriers, toujours prompts à adopter un mot d'ordre de grève générale, cette menace toujours latente.

Militants de base

Au centre gauche, on retrouve le traditionnel Parti Ouma (nation islamique), qui, malgré l'introduction de certaines idées progressistes dans son programme, reste très conservateur. Son chef n'est-il pas Sadek el Mahdi, petit-fils du fondateur du mahdisme, aujourd'hui entré dans la légende soudanaise ? Malgré son diplôme de sciences politiques d'Oxford, le chef de l'Ouma doit prendre en considération les Ansars, ces militants de base du parti qui appartiennent à la secte politico-religieuse des mahdistes. C'est grâce à eux que le Soudan a pu se débarrasser de la domination anglo-égyptienne. Or, qui dit mahdisme dit respect des traditions ancestrales, donc marge de manœuvre limitée.

La Khatmeia, une autre secte politico-religieuse, occupe le centre droit au sein des formations politiques soudanaises. Allié aux Britanniques et aux Égyptiens sous Gordon, la secte est traditionnellement opposée aux mahdistes. Contrairement à ces derniers qui puisent le plus clair de leurs forces en dehors de Khartoum, la Khatmeia est surtout implantée dans la capitale et dans les grandes villes du nord du pays. Affaiblie depuis l'indépendance à cause de son sou-

tien au principe de l'union avec l'Égypte, la Khatmeia connaît aujourd'hui un retour en force. Le général Seward el Dahab, l'homme fort du pays, est en effet un membre éminent de cette secte.

A l'extrême droite règne la puissante confrérie des Frères musulmans. On la connaît pour moribonde après le renversement de Nemeiry et la voici remontant en novembre des élections-test de l'union des étudiants de l'université de Khartoum. En effet, les Frères musulmans ont réussi à se démarquer du maréchal Nemeiry quelques mois seulement avant sa

chute. Ce sont pourtant eux, et leur guide suprême le cheikh Hassan el Tourabi, qui ont poussé Nemeiry sur la pente de l'introduction de la législation islamique en septembre 1983. Aujourd'hui, au moment où le gouvernement soudanais parle révision du Code coranique, ils défendent avec ardeur leurs acquis. Le gouvernement, qui projetait une révision en profondeur, a fait marche arrière. Seules les clauses gelées de facto seront amendées. Le chapitre des mutilations est notamment visé par le projet, qui risque toutefois d'être

long et compliqué. Un dictionnaire arabe affirme, en effet, qu'il est plus facile d'entrer au hammam que d'en sortir, car il faut alors payer la note.

Un autre problème que l'indépendance n'a pas réussi à résoudre est celui du sud du Soudan. La guerre civile, qui a déchiré le pays de 1955 à 1972, a repris en 1983 après l'instauration de la Charia et la division du Sud, animiste et chrétien, en trois provinces. Des mesures que les Sudistes ont considérées comme des violations des accords d'Addis-Abeba signés en février 1972. L'Armée de libération du peuple soudanais (ALPS) a remporté plusieurs victoires significatives sur l'armée régulière depuis 1983.

Au bord de la banqueroute

Conduite par le colonel John Garang, l'ALPS a notamment réussi à interdire les prometteuses prospections pétrolières effectuées par les Américains dans le Sud. Le colonel Garang, soutenu par Addis-Abeba et jusqu'à récemment par la Libye, est par ailleurs parvenu à enrayer les travaux de percement du canal de Jonglei, qui devait augmenter le débit du Nil dans le nord du Soudan et l'Égypte. Malgré la trêve observée depuis deux mois des deux côtés, Khartoum et les rebelles ne sont pas parvenus encore à un accord mettant fin au conflit.

Le Soudan, dont l'économie est au bord de la banqueroute, reste aujourd'hui tributaire de l'aide extérieure, totalisant près de 1 milliard de dollars par an. Les États-Unis et l'Arabie saoudite sont les principaux bailleurs de fonds de Khartoum, qui doit veiller à ne pas les mécontenter malgré ses récentes velléités de rapprochement avec l'URSS et la Libye. Reste enfin l'Égypte, qui, jusqu'en janvier 1986, gouvernait le Soudan avec les Anglais. Le Caire, grâce aux accords de complémentarité économique signés en 1976, garde une forte influence à Khartoum. Le faible gouvernement transitoire soudanais peut difficilement s'opposer contre le puissant ennemi d'hier et le précieux allié d'aujourd'hui.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

CORRESPONDANCE

A propos de la révolte des Kurdes

M. J.-M. Pradier nous écrit à propos des causes profondes de la révolte des Kurdes évoquée dans l'article « Il y a trente ans, Mustafa Kemal impose le chapeau aux Turcs » (Le Monde daté 8-9 décembre).

P. Gentilhomme écrivait dans la Revue de Paris du 15 octobre 1925 : « Les causes profondes qui déclenchèrent la révolte kurde sont d'ordre administratif et religieux. Le mouvement fut la résultante à la fois d'une réaction de la féodalité kurde contre l'État et du conflit entre la Turquie attachée aux vieilles traditions islamiques et la Turquie nouvelle, laïque et progressiste. »

Les Turcs eux-mêmes se gardèrent de simplifier la question. Lors de son réquisitoire, le procureur du tribunal de l'indépendance à Diyarbakir exprima ce que chacun savait : « Certains d'entre vous ont pris pour prétexte de révolte les abus administratifs du gouvernement, d'autres ont invoqué la défense du califat, mais vous étiez tous unis en un point : créer un Kurdistan indépendant. C'est sur le gîte que vous allez payer le prix des foyers ruinés, du sang versé (28 juin 1925). »

Si les Kurdes en « bavèrent des rois de chapeau » — et en bavèrent encore aujourd'hui — c'est que, dans le dépeçage de l'Empire ottoman par les Alliés, à la suite de la première guerre mondiale, aucune des promesses faites ne fut tenue. Le traité de Sévres signé le 10 août 1920 avait envisagé l'indépendance

du Kurdistan. La déconflure des Alliés sur le terrain les contraignit à satisfaire les exigences du « Leup gris » : ce fut le traité de Lausanne (23 juillet 1923). On connaît la suite, si bien énoncée dans ce dictionnaire publié par Vahit le 7 mai 1925 : « Là où se montre la balotterie turque, la question kurde n'existe pas. »

Tischendorf, honnête savant...

Dans son article « Pèlerin-touriste au Sinaï » (Le Monde daté 1^{er} décembre), M. Nicolas Soudry salue « le nommé Tischendorf », ce « coquin », d'avoir « subtilisé » au couvent Sainte-Catherine un des plus anciens manuscrits grecs de la Bible, le Codex sinaiticus. Les faits sont bien différents.

Konstantin Tischendorf (1815-1874) fut un grand savant et un des pionniers de la critique biblique. Il a fait trois séjours au couvent Sainte-Catherine. Au cours du premier, en 1844, il découvrit le précieux manuscrit, presque à l'abandon ; les moines lui firent cadeau de quarante-trois feuilles contenant des

passages de l'Ancien Testament. Au cours du second séjour, en 1853, la partie contenant le Nouveau Testament resta introuvable ; Tischendorf la crut perdue.

Tout à la fin du troisième séjour, en 1859, un des dignitaires du couvent lui apporta le reste du manuscrit enveloppé dans un drap rouge. Le savant l'emporta pour le copier, mais le restitua. C'est dix ans plus tard, en 1869, que les moines en firent cadeau au tsar, protecteur des chrétiens orthodoxes en Orient.

G. WOYTT
(agréé d'histoire).

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

MARIE FRANCE
GARRAUD

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

André PASSERON
et Jacques AMALRIC (Le Monde)
Paul Jacques TRUFFAUT
et Christian MENANTEAU (RTL)

مكتبة الامم المتحدة

Étranger

AU LIBAN

Le président Gemayel s'efforce de vaincre les résistances du camp chrétien à l'égard de l'accord de paix

De notre correspondant

Beyrouth. — Malgré — et à cause de — l'accord intermilices qui a pourtant conforté la pause des armes entre les deux secteurs de Beyrouth, le Liban est, une fois de plus, sur la corde raide, avec les contacts qui ont repris au Sud.

Aussi la Syrie, inquiète d'un torpillage israélien de son œuvre au Liban et de son emprise sur ce pays, se montre-t-elle fort préoccupée des événements du Sud et s'emploie-t-elle, n'ayant pas la maîtrise, à en circonscrire les effets pour en empêcher les répercussions sur la part de territoire sous son contrôle.

SELON LE RÉDACTEUR EN CHEF DE L'AGENCE SIPA

Les otages sont sous contrôle syrien

« L'affaire des otages français au Liban devrait se dénouer rapidement, car les otages sont passés sous le contrôle des Syriens », a déclaré, vendredi 3 janvier, M. Claude Thieriot, rédacteur en chef de l'agence photographique SIPA, qui revient d'un séjour de trois semaines au Liban.

« Les négociations sont maintenant entre les mains du président syrien Hafez el-Assad et du président français Mitterrand », a-t-il ajouté. Ce sont des hezbollahs très proches, selon lui, des services qui lui ont donné ces indications. D'après ces hezbollahs, l'affaire est terminée à 95 % et les 5 % restants sont entre les mains des présidents Assad et Mitterrand », a dit M. Thieriot.

La rencontre au sommet entre les présidents Assad et Gemayel, les 2 et 3 janvier, à Damas, a donc porté sur le Sud et sur l'accord intermilices, dont le chef de l'Etat libanais est la pièce maîtresse de la mise en application. « Cette visite est extrêmement réussie, tous les sujets ont été discutés en profondeur (...), nous enregistrons un bon début avec l'état de guerre, dans la réalité et non seulement sur le papier », a déclaré le président Gemayel dans l'aviation personnel du président Assad qui le ramenait à Damas à la base aérienne de Kofayate dans le nord du Liban sous contrôle syrien. Là, le président Gemayel a inspecté une dizaine de Mirage-3 R, détenus par

l'armée mais remis depuis le début de la guerre en 1975, et en conséquence inutilisables, même durant la période de 1982 et 1983 où l'armée n'a pu utiliser que six vieux Hawker Hunter. De là M. Gemayel a regagné par hélicoptère sa résidence à Bickfaya.

Faisait notamment valoir la pression des événements du Sud, le président syrien a insisté pour la rapide exécution de l'accord intermilices et pour que le président Gemayel, qui l'a accueilli par un « oui mais » joue pleinement et positivement son rôle à cet effet. Le président Gemayel a obtenu un délai pour vaincre dans la mesure du possible les résistances, voire les réticences, qui se manifestent au sein du camp chrétien, dont le chef de file est M. Camille Chamoun, le président Assad se chargeant d'obtenir l'aval de l'autre rattachement notoire, son vicaire M. Sleiman Frangie, qui se rend ce samedi à Damas.

En réalité, le président Gemayel paraît être lui-même au nombre des insatisfaits, la position de son parti, les Phalanges, étant significative à cet égard. Mais sa marge de manœuvre est limitée face à son homologue syrien, à qui il devra rendre compte rapidement, puisque les deux hommes sont convenus de se retrouver, jeudi prochain, en principe à Damas.

Les leaders de la communauté maronite — évêques, députés et ministres — ont tenu une réunion au siège du patriarcat à l'initiative de l'administrateur apostolique, Mgr Hélo, qui relate le patriarcat à l'écart. « Avec l'aide de Dieu, les droits des chrétiens ne seront pas spoliés », a dit un participant, Mgr Harb, commentant le volet politique de l'accord intermilices objet de la concertation.

Les personnalités présentes se sont tout autant préoccupées et

inquiétées des règlements de comptes sanglants du 31 décembre circonscrits à l'intérieur du camp chrétien, mais dont les causes subsistent. Cela étant, il est peu probable que l'épreuve de force intercommunautaire se traduise par une situation incontestable, même si elle risque de se manifester par des troubles ponctuels.

Quant aux événements du Sud, qui risquent de remettre le feu aux poudres, si Beyrouth n'est pas bien stabilisée auparavant, ils comportent deux foyers de tension :

— Dans la zone frontalière, le cycle occupation-attaques-répression va crescendo. Multipliant menaces et bombardements, l'Etat hébreu n'entend pas — officiellement — jusqu'à présent élargir sa « ceinture de sécurité » de 850 kilomètres carrés, ainsi que le lui demande son allié local, le général Lahad, placé par les Israéliens eux-mêmes à la tête de l'Armée du Liban du Sud qu'ils soutiennent. Mais Israël est, là, confronté à un dilemme, les tirs de roquettes commençant à atteindre son territoire, comme au temps des Palestiniens, et la résistance des Libanais, essentiellement des chrétiens, s'accroissant en fonction de la violence de la riposte israélienne, qui prend la forme de bombardements et d'opérations de razzia d'un nombre sans cesse croissant de localités chrétiennes.

— Autour de Safra, où cette fois l'Armée du Liban du Sud pro-irakienne est combattue par des milices musulmanes essentiellement sunnites. La guerre de positions en cours depuis des mois sur ce front s'est accentuée depuis le début de la semaine, et des assauts, pour le moment repoussés, sont menés de part et d'autre, les positions de l'Armée du Liban du Sud commandant notamment l'accès à la localité chrétienne de Jezzine.

LUCIEN GEORGE.

EN BELGIQUE

Le tribunal d'Hasselt ordonne le maintien en détention des trois hommes arrêtés le 30 décembre

De notre correspondant

Bruxelles. — Dany Engels, le propriétaire de la vidéothèque d'Hasselt où a été découvert lundi 30 décembre un arsenal impressionnant, serait-il « le Belge » qui assurerait, selon les journaux italiens, le soutien logistique d'une base terroriste implantée en Italie pour le compte de mouvements arabes ? Les deux Arabes arrêtés lundi en compagnie d'Engels sont-ils des terroristes ou de simples collectionneurs d'armes venus rendre visite à un ami ?

Samedi matin, personne ne pouvait répondre à ces questions tant les informations, distillées déjà avec la plus grande parcimonie, semblaient contradictoires. Notamment entre Bruxelles et Rome, ce qui laisse planer des sérieux doutes quant à la coordination européenne en matière de lutte antiterroriste. Une seule certitude : les trois hommes resteraient en prison encore un mois, la chambre du conseil du tribunal d'Hasselt ayant confirmé leur mandat d'arrêt « pour avoir formé une association dans le but d'attenter aux personnes ou aux biens ». Engels en outre, inculpé de « détention illégale d'armes et de munitions ».

Qui sont ces trois hommes ? Dany Engels, trente ans, a déjà été condamné pour détention d'armes. Sa mère, japonaise, est devenue, dit-on à Hasselt, une remarquable femme d'affaires et dirige maintenant un fructueux commerce d'export-import. Son père, ancien volontaire de l'armée américaine durant la guerre de Corée, est assailli par le principal argument invoqué par Engels pour justifier l'arsenal découvert à son domicile et à l'intérieur de sa vidéothèque : sa passion de collectionneur pour les armes.

Ainsi, certaines seraient « démolitrées », donc inoffensives.

Mais comment justifier dans ces conditions les 11 kilos de dynamite (TNT) originales d'URSS qui constituent la pièce à conviction majeure des enquêteurs ? « Personne, et a fortiori un collectionneur d'armes au courant du danger des explosifs, n'entreposerait ainsi chez lui une telle charge », confiait un armurier d'Hasselt. « Personnage énigmatique que ce Engels, inculpé dans le passé pour détention d'armes et considéré par certains comme proche du VMO, mouvement flamand d'extrême droite », écrivait la Libre Belgique.

Encore plus « énigmatiques » semblent être pour le moment les deux autres personnages. Le premier serait libanais, âgé de trente-neuf ans, et s'appellerait Bassam. Responsable d'une compagnie maritime à Beyrouth, il serait propriétaire d'une villa à Athènes. C'est d'ailleurs, dit-il, au cours d'un séjour en Grèce qu'il se serait lié avec Engels et son épouse. D'où la visite d'amitié qu'il venait lui rendre à Hasselt.

Le troisième homme (vingt-neuf ans) serait d'origine yéménite, fiché sur les ordinateurs de la police belge des frontières comme ayant suivi, il y a environ sept ans, un entraînement dans un camp terroriste au Liban. C'est lui qui a permis aux enquêteurs de remonter la filière jusqu'à Hasselt.

La venue en Belgique, annoncée vendredi soir comme imminente, de Domenico Sica, un substitut du procureur de la République italienne, pourrait permettre de faire avancer l'enquête.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

La deuxième indépendance d'Oman

(Suite de la première page.)

1986 sera, de l'avis de tous les experts, une année maigre, et certains affirment que le troisième plan quinquennal, qui devait être mis en application au début de janvier, devra être ajourné d'un mois au moins.

Le second plan qui vient de s'achever, a surtout favorisé les régions de Mascate et de Salalah, qui sont devenues les deux « vitres » modernes d'Oman. Il suffit cependant de faire un bref séjour en province pour se rendre compte que tout n'est pas aussi idyllique : en certains endroits, la population vit presque comme au Moyen Âge. Ce qui explique d'ailleurs l'exode vers les grandes villes, notamment vers Mascate, où le nombre des habitants a dépassé le seuil des 200 000, alors que la population totale du sultanat est évaluée à environ 1,1 million.

Le troisième plan quinquennal aura donc pour objectif prioritaire de développer l'économie rurale, notamment la pêche et l'agriculture, pour freiner cet exode.

Les « nouveaux gardiens du Golfe »

La renaissance économique du sultanat a, en tout cas, donné naissance à un sentiment de fierté nationale, et l'on peut assurer, sans trop de risque de se tromper, que la magnificence de la réception réservée au début de novembre 1985 par le sultan Qabous à ses partenaires du Conseil de coopération du Golfe (CCG) avait pour but de leur faire savoir qu'Oman avait bel et bien cessé d'être le parent pauvre de la grande famille des monarchies pétrolières, et qu'il était désormais un Etat indépendant et stable ayant son mot à dire dans toutes les affaires concernant le golfe.

C'est ainsi que la nouvelle politique d'équilibre entre les deux belles régions irakienne et irakienne adoptée au sommet de Mascate est due avant tout aux efforts déployés par la diplomatie omanaise. Certes, Oman qui fait partie de la Ligue arabe, ne peut qu'être solidaire de l'Irak, mais il n'a jamais pris part d'une manière concertée à l'effort de guerre irakien, et a toujours entretenu de bonnes relations avec l'Iran, avec lequel il a établi une espèce de modus vivendi.

Les Omanais, qui n'aiment pas l'épithète de « nouveaux gardiens du Golfe », qu'on leur a accolée un

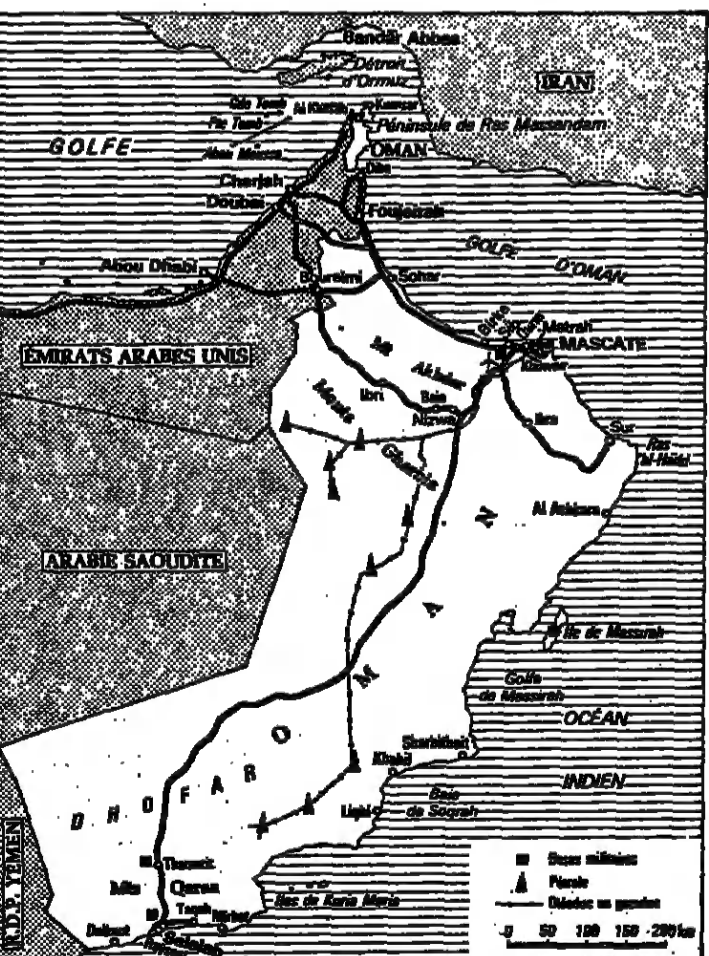
peu trop rapidement, estiment que les Irakiens n'entreprendront aucune action contre la navigation dans le détroit d'Oman que s'ils sont « poussés à bout ». D'où leur proposition — acceptée avec difficulté par le sommet de Mascate — de rassurer Téhéran, en soulignant la « neutralité positive » du CCG dans le conflit.

Une autre manifestation de la nouvelle politique d'indépendance de Mascate a été sa décision d'établir des relations diplomatiques avec Moscou, fin septembre, à la veille du sommet du CCG, et ce malgré l'avis défavorable de l'Arabie saoudite. Interrogés sur les raisons de cette initiative qui a surpris tout le monde à Mascate, les dirigeants du sultanat se montrent peu prolixes, se contentant d'affirmer qu'il s'agit là d'une manifestation éclatante de leur politique de non-alignement et de réajustage de leurs relations internationales.

On sait toutefois que la décision de Mascate a été l'aboutissement de longs et discrets contacts entre le sultanat et l'URSS, par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne, en vue d'apurer définitivement le contentieux existant entre Oman et le Yémen du Sud depuis la fin de la rébellion au Dhofar. « Nous avons remarqué à ce sujet », nous a déclaré M. Rawas, le ministre de l'Information, « un net changement d'attitude de la part de l'Union soviétique, qui non seulement ne s'est pas opposée à notre dialogue avec l'Iran, mais l'a au contraire facilité ».

Désagréablement surpris par la décision du sultan Qabous, les Américains ont fait contre mauvaise fortune bon cœur en affirmant que le sultanat était après tout un « Etat souverain libre d'agir comme bon lui semble ».

De toute manière, l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS ne modifiera en rien la politique étrangère du sultanat, soigneusement axée à l'Ouest. Les deux principaux alliés d'Oman sur le plan international demeurent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Londres lui fournit les cadres de son armée et Washington une couverture stratégique en échange du droit de disposer de facilités sur les bases militaires de Masirah, Thamarit, Salalah, Sib et Khassab (dans la péninsule de Ras-Masoudam), qui ont été modernisées et agrandies grâce à une aide financière et technique américaine



évaluée à près de 350 millions de dollars.

Du côté omanais, on insiste sur le fait que ces bases ne pourront être utilisées par l'aviation américaine qu'en cas d'urgence et seulement à la demande du sultan Qabous, ainsi que le prévoit l'accord militaire conclu en juin 1980 entre Mascate et Washington. Le contenu de ce accord n'a cependant jamais été rendu public dans sa totalité, et il est fort probable que les appareils de la flotte américaine de l'océan Indien qui se ravitaillent régulièrement dans ces bases le font en vertu de certaines clauses demeurent secrètes.

On parle souvent d'une sourde rivalité entre Londres et Washington à propos d'Oman. Rien n'est plus faux : même les diplomates américains en poste à Mascate

admettent en privé que Mascate est la seule capitale au monde où ils ne peuvent espérer faire jeu égal avec la Grande-Bretagne. L'influence de la Grande-Bretagne se fait sentir surtout au sein de l'armée où travaillent environ 1 500 militaires britanniques, « loués » par les agents du sultan, ou « prêtés » par le ministère britannique de la Défense. Il existe aussi à Oman plusieurs centaines de techniciens civils employés par Airwork, une compagnie anglaise qui est chargée de la maintenance des équipements militaires. Plus important encore : la haute hiérarchie du Sultan Armed Forces (SAF) est presque entièrement britannique. Le chef de l'état-major est le général John Warr, le chef de la marine, le contre-amiral Gunning, et le commandant de

l'aviation, le vice-maréchal de l'air Bennett. Depuis novembre 1984, cependant, l'armée de terre est assurée par un général omanais, le major Nassib ben Hamed el Ruwaili. L'influence britannique se fait également sentir dans les services de la police, de l'immigration et de la sécurité, et dans une moindre mesure dans certains ministères, dont l'Information, la Santé et l'Éducation, qui sont truffés de conseillers et d'experts plus ou moins discrets.

Le nombre des Britanniques résidant à Oman est de onze mille, alors qu'on ne compte qu'un millier d'Américains. Il existe aussi et surtout à Mascate près d'une cinquantaine de sociétés de consultants britanniques, ce qui explique que les meilleurs contrats sont souvent décrochés par les firmes anglaises. Ce que l'on appelle ici la « UK Connection » s'est tout récemment encore renforcé par la conclusion avec la British Aerospace d'un contrat d'une valeur de 350 millions de dollars, portant livraison de huit chasseurs Tornado, avant même que ce modèle, contesté par de nombreux techniciens, ait été choisi par l'Arabie saoudite.

Les relations privilégiées qui existent entre le sultanat d'Oman et les firmes britanniques sont le résultat des liens d'amitié historique que le sultanat entretient avec la Grande-Bretagne depuis le dix-neuvième siècle. Ces liens se sont renforcés à la suite du rôle joué par les militaires britanniques dans la lutte contre la rébellion du Dhofar, alors que la plupart des pays arabes, à l'exception de la Jordanie, optaient pour une politique de neutralité entre le régime du sultan Qabous et les rebelles.

C'est d'ailleurs ce manque de solidarité des régimes arabes à l'égard du sultanat qui est en partie à l'origine de la dérive de la politique étrangère d'Oman vers la Grande-Bretagne en particulier et l'Occident en général. Avec la création du CCG cependant, Oman est en train de réintégrer peu à peu le camp arabe. Bien que le sultanat soit le seul pays arabe où les Palestiniens ne sont pas admis — on n'a pas oublié ici que les révolutionnaires du Dhofar étaient entraînés dans des camps palestiniens — le nom de la Palestine revient de plus en plus dans le langage des responsables omanais, et la télévision de Mascate fait désormais la part belle à M. Arafat dans ses journaux télévisés.

Il ne fait pas de doute que les relations privilégiées entre Mascate et Londres prévaudront tant que le sultan Qabous demeurera au pouvoir. « Le sultan se sent très à l'aise avec le mode de vie britannique. Il est totalement maître de ses décisions et ne se laisse influencer par quiconque, mais il a un penchant naturel pour tout ce qui est anglais », nous a déclaré l'un de ses proches conseillers. Le souverain a, en effet, passé une partie importante de sa jeunesse en Angleterre, d'abord dans le Suffolk, où il a fait ses études secondaires, ensuite à l'Académie royale militaire de Sandhurst. Il a servi également dans le régiment écossais de l'armée du Rhin. Selon des membres de son entourage, il a hérité du sens de l'humour des Britanniques et de leur conception du travail sérieusement accompli.

Une succession incertaine

Pour l'instant, nul ne parle ou n'ose parler de l'après-Qabous — tant est grand le prestige du souverain omanais, à qui est attribué le mérite de toutes les réalisations du sultanat au cours des quinze dernières années. Le sultan est cependant de toute évidence, à la fois chef de l'Etat et du gouvernement, il conduit personnellement les affaires de la défense et de la diplomatie. Il est à l'origine de toutes les grandes décisions prises par le gouvernement, et ses thuriféraires affirment qu'il contrôle personnellement l'application de toutes les mesures prises par ses ministres.

Son seul échec, semble-t-il, est de ne pas avoir su préparer dans le pays une force politique capable de prendre sa relève. Le sultan Qabous, qui s'est marié pour une courte période en 1976 avec sa cousine Naoual, n'a pas d'enfant et n'a jusqu'à présent pris aucune mesure pour assurer sa succession. Sa disparition soudaine risquerait donc fort de créer une vacance de pouvoir aux conséquences imprévisibles. Un conseil consultatif de cinquante-cinq membres, représentant les tribus, l'administration et les milieux d'affaires a, certes, été nommé par le souverain, mais il n'a aucun pouvoir réel, sinon celui de suggérer des modifications à certaines des lois décrétées par le palais ou le gouvernement. Il ne saurait en aucun cas gouverner le pays en cas de crise.

JEAN GUEYRAS.

Étranger

LA VISITE A MADRID DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN

Un habile plaidoyer de lord Carrington

De notre correspondant

Madrid. — La campagne en faveur du maintien de l'Espagne dans l'OTAN a cette fois vraiment démarré, deux mois à peine avant le référendum prévu sur ce thème, dont personne ne doute plus maintenant qu'il aura bien lieu. La visite du secrétaire général de l'Alliance atlantique, lord Carrington, a été effectuée à Madrid, du jeudi 2 au samedi 4 janvier, vient d'en donner le véritable coup d'envoi.

L'emploi du temps de lord Carrington était particulièrement chargé, puisqu'il s'est entretenu avec le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. Fernandez Ordóñez et Serra, le chef de l'opposition, M. Fraga, et qu'il devait encore être reçu en audience par le roi samedi avant de quitter Madrid.

M. Gonzalez a profité d'une conférence de presse conjointe avec son hôte pour lever une ambiguïté de taille : si la majorité de la population se prononçait pour le « non » lors du référendum, « le gouvernement ne pourrait pas maintenir l'Espagne dans l'alliance, comme il va de soi dans un régime démocratique », a-t-il affirmé. Pour ajouter aussitôt qu'il avait la conviction qu'une telle hypothèse ne se vérifierait pas !

Ouganda

L'application de l'« accord de paix » paraît compromise

Trois semaines après la signature de l'accord de paix entre les autorités militaires de Kampala et l'Armée nationale de résistance (NRA) de M. Yoweri Museveni (le Monde du 18 décembre), les perspectives de normalisation de la situation semblent toujours éloignées en Ouganda, ravagé par une guerre civile dont la population supporte tout le poids.

Le général Bazilio Olara Okello, commandant en chef de l'armée ougandaise, a annoncé vendredi 3 janvier la création d'un organe de censure, aux pouvoirs aussi larges qu'imprécis, le « comité de sécurité pour la presse ». Il s'agit de museler la presse nationale qui publiait des témoignages sur les atrocités toujours commises par les soldats gouvernementaux, des hommes originaires du Nord, que des haines tribales opposent à la population de Kampala. Malgré l'entrée en vigueur de l'accord de paix, les

Nigéria

Mort accidentelle...

Sept ou huit personnes accusées d'avoir projeté le renversement du président nigérien, le général Ibrahim Babangida, ont été tuées, dans un accident d'avion, a annoncé, vendredi 3 janvier à Lagos, le porte-parole de la présidence nigérienne. Cet avion, un Hawker-Siddeley HS-125, qui, de source officielle, appartenait à la « flotte » présidentielle et effectuait une mission militaire, s'est écrasé entre Makurdi, dans le centre du pays, et Lagos, dans des circonstances non précisées.

Le mois dernier, le gouvernement nigérien avait annoncé la découverte de ce « complot », dans lequel quatorze militaires furent impliqués. Selon des informations publiées par la presse nigérienne, les conjurés, avec la complicité d'officiers supérieurs de l'armée de l'air, avaient l'intention de faire sauter l'avion du président Babangida. Plusieurs d'entre eux étaient en poste à la base aérienne de Makurdi. — (Reuters.)

Côte-d'Ivoire

M. Henri Konan Bédié a été réélu président de l'Assemblée

M. Henri Konan Bédié a été réélu, vendredi 3 janvier, à la présidence de l'Assemblée nationale ivoirienne. Cent cinquante-àix députés sur cent soixante-trois se sont prononcés en sa faveur, huit voix allant à M. Denis Gnassou Ouey, député d'Agboville. Cette élection, qui met fin à une longue période d'incertitude s'agissant de la personnalité du titulaire de ce poste, était le dernier stade d'un processus institutionnel engagé au moment du dernier congrès du PDCI-RDA (parti unique), en octobre dernier, avec la réforme de la Constitution. Aux termes de celle-ci, le président de l'Assemblée nationale est investi de l'intérieur de la présidence de la République — pendant une période allant de quarante-cinq à soixante jours — en cas de vacance du pouvoir. Ce mandat ne signifie pas que le président de l'Assemblée devienne *jussu facto* le successeur du président Houphouët-Boigny, le moment venu, mais lui confère au moins

une « longueur d'avance » sur les candidats à cette succession. M. Philippe Yacé, ancien président de l'Assemblée nationale, longtemps écarté du pouvoir, et qui avait fait un retour remarqué lors du congrès du PDCI-RDA, ne s'est pas présenté à cette élection, ce qui signifie qu'il n'était pas le candidat pressenti par M. Houphouët-Boigny.

Le risque pour M. Konan Bédié est maintenant d'apparaître précieusement comme le « dauphin » institutionnel, ce qui pourrait faire de lui la cible des attaques du personnel politique ivoirien. Pour cette raison, les chances de M. Yacé, qui fut, dans le passé, dans cette position, dementir. Tout comme celles de n'importe quelle autre personnalité qui aurait les faveurs du chef de l'Etat ivoirien, lorsque la question de la succession sera réellement posée.

L. Z.

grée serait respectée. Rappelant que « plusieurs pays de l'alliance maintiennent en son sein une position particulière », il a conclu, dans un style très britannique : « Lorsque dans un restaurant quelqu'un veut manger à la carte au lieu de prendre le menu, c'est toujours possible, même si cela complique parfois la tâche du chef ».

Quant au référendum, le secrétaire général de l'OTAN s'est prudemment contenté d'affirmer qu'il s'agissait là d'une décision souveraine du gouvernement espagnol. Ce n'est pas un hasard si les arguments utilisés par lord Carrington pour convaincre l'opinion publique espagnole des vertus de l'alliance sont précisément ceux que le gouvernement de Madrid entend maintenant utiliser lors de la campagne pour le référendum. Malgré le récent revirement de l'opposition de droite, qui a finalement décidé de recommander l'abstention au lieu du vote positif, les socialistes continuent à s'affirmer confiants dans son résultat. Indéniablement, l'habileté diplomatique démontre à Madrid par lord Carrington n'a pu que jouer en leur faveur.

THIERRY MALINIAK

■ MM. Viot et Morizot ambassadeurs de France. — Le conseil des ministres du vendredi 3 janvier a élevé MM. Jacques Viot et Jacques Morizot, respectivement ambassadeurs à Londres et à Bonn, à la dignité d'ambassadeur de France.

Burkina

D'anciens dirigeants condamnés bénéficient de mesures de clémence

Le président du Burkina, le capitaine Thomas Sankara, a annoncé, vendredi 3 janvier, des mesures de clémence en faveur de plus de quatre-vingts détenus politiques ou de droit commun, dont l'ancien chef de l'Etat togolais, le colonel Seye Zorbo. Président de la République de 1980 à 1982, condamné en 1984 à quinze ans de prison (dont sept avec sursis), le colonel Seye Zorbo, qui était jusqu'à présent incarcéré, est désormais en résidence surveillée à Ouagadougou. M. Gérard Kango Ouédraogo, ancien président de l'Assemblée nationale sous la Troisième République (1978-1980), et le commandant Mahamoudou Ouédraogo, ancien ministre des travaux publics, ont bénéficié de mesures similaires, tandis que M. Paul Ismaël Ouédraogo, ancien ministre des postes et télécommunications, bénéficie d'une remise de sa peine de prison de sept ans, commencée en 1983. M. Jean Bado, ancien ministre de la fonction publique sous le Conseil de salut du peuple (CSP, 1982-1983), et le commandant d'aviation Christophe Klevassier, ancien commandant de la base aérienne sous le CSP, qui étaient en

résidence surveillée, sont désormais libres.

Le président Sankara a annoncé ces mesures au cours d'un meeting de « réconciliation » entre le Mali et le Burkina, qui s'est tenu vendredi soir dans la capitale. A cette occasion, il a également indiqué que les deux prisonniers maliens (un lieutenant et un soldat) capturés lors des affrontements avec les troupes maliennes étaient libres de rentrer à Bamako. Ce rassemblement populaire avait été ouvert par le représentant de la communauté malienne au Burkina, qui a insisté sur l'amitié entre les deux peuples. Le chef de l'Etat burkinabé, pour sa part, a demandé à ses concitoyens de ne pas éprouver « aucune haine envers les frères maliens ».

Le conflit entre les deux pays sera le thème essentiel du prochain sommet de l'ANAD (Accord de non-agression et d'assistance en matière de défense) qui, selon une source proche de la présidence de la République de Côte-d'Ivoire, devrait être organisé « très prochainement » à Abidjan. — (AFP, Reuters.)

EN 1985

La justice ouest-allemande a enregistré 2660 « actes de violence » en RDA

Bonn (AFP). — La justice de RFA a officiellement enregistré deux mille six cent soixante « actes de violence des autorités est-allemandes » au cours de l'année 1985, annonce vendredi 3 janvier l'organisme ouest-allemand chargé de recenser les atteintes aux droits de l'homme en RDA.

Le Centre d'archives judiciaires de Salzgitter (nord de la RFA), chargé de cette comptabilité, a été créé à l'initiative des ministères de la justice des Etats fédérés ouest-allemands, après la construction du mur de Berlin, en octobre 1961. La RDA réclame sa suppression avec insistance depuis 1960, et son existence constitue l'une des pierres de discorde entre les deux Allemagnes.

Ce centre enregistre systématiquement trois types d'« actes de violence » de la RDA : les tirs de gardes-frontière sur les candidats au passage en RFA, les procès politiques et les dénonciations de tentatives de fuite vers la RFA au ministère est-allemand de la sécurité d'Etat (MFS, espionnage et police politique). Au total, trente mille « actes de violence » ont ainsi été enregistrés depuis 1961.

Parmi ceux relevés en 1985 figurent trente-deux cas d'emploi d'armes à feu contre des fuyitifs à la frontière interallemande et deux mille trois cents condamnations politiques.

Le centre de Salzgitter, a expliqué à l'AFP son responsable, le procureur Carl Hermann Rettemeyer, consigne dans ses fichiers les noms des juges est-allemands qui siègent lors de procès politiques, et, dans la

mesure du possible, les identités des gardes-frontière qui tirent sur des fuyitifs, ainsi que celles des Allemands de l'Est qui dénoncent au MFS les projets de fuite de leurs compatriotes.

Lorsqu'un Allemand de l'Est ainsi fiché passe en RFA, il peut être poursuivi devant les tribunaux ouest-allemands, droit que la RDA conteste formellement. Ces condamnations, explique M. Rettemeyer, sont « naturellement rares » : en effet, peu d'Allemands de l'Est susceptibles de telles poursuites s'aventurent en RFA.

URSS

Après M. Grichine le maire de Moscou a été limogé

M. Vladimir Promyslov, qui présidait depuis vingt-deux ans le comité exécutif du soviet de Moscou (un poste équivalent à celui de maire), a été relevé de ses fonctions, vendredi 3 janvier, et mis à la retraite, annonce l'agence Tass. Il a été remplacé par M. Valéri Saikine (quarante-huit ans), qui dirigeait depuis 1982 les usines automobiles Likhatchev (ZIL) de Moscou.

La disgrâce de M. Promyslov était attendue, d'une part, depuis les vives attaques dont le maire de Moscou avait été la cible l'été dernier, d'autre part, après la mise à la retraite de son protecteur, M. Grichine, premier secrétaire du parti à Moscou et membre du Politburo, le

LA RENCONTRE DES PRÉSIDENTS DES ETATS-UNIS ET DU MEXIQUE

La dette et le trafic de drogue ont été

au centre des entretiens entre M. Reagan et M. de La Madrid

Mexicali (AFP, Reuters, UPI). — Le président mexicain Miguel de La Madrid a lancé, vendredi 3 janvier, un appel à l'aide des pays industrialisés pour surmonter la crise en Amérique latine et à réitérer sa position en faveur d'une solution négociée en Amérique centrale, après sa rencontre avec le président Ronald Reagan à Mexicali.

La rencontre s'est achevée vendredi soir sans communiqué commun. Les deux présidents ont eu environ quatre heures d'entretiens, dont une en tête à tête. Quatre thèmes ont été abordés, selon un haut responsable américain : la crise économique régionale, la lutte contre le trafic de drogue, les conflits d'Amérique centrale et le problème du vote mexicain aux Nations unies.

Les économies de nos deux pays sont déjà étroitement liées », a déclaré le président Reagan à son arrivée à Mexicali, et « nous devons étudier de nouveaux moyens pour améliorer le bien-être de nos deux peuples en renforçant les affaires, le commerce et les liens financiers qui nous lient ». Avec plus de 96 milliards de dollars de dette extérieure, le Mexique est, après le Brésil, le pays le plus endetté du tiers-monde, et Mexico tente actuellement d'obtenir au moins 4 milliards de dollars de nouveaux crédits pour faire face aux échéances de sa dette en 1986.

Les Etats-Unis paraissent disposés à appuyer cette requête,

pourvu que le Mexique procède à certaines réformes économiques. « Nous parlons d'encourager des institutions de prêt internationales et privées - à aider le Mexique, à indiquer le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes.

Par ailleurs, M. Reagan a plaidé pour un renforcement de la coopération entre les autorités américaines et mexicaines afin de lutter contre le trafic de drogue, l'un des deux « maux » qui, avec le terrorisme, menacent, selon lui, les Amériques. M. Reagan a souligné le « ferme engagement » pris par les « gens honnêtes et décent » des deux pays « pour lutter contre le fléau de la drogue et de son trafic. Cette bataille continue ». Au cours de la rencontre, les Etats-Unis ont accepté le principe d'une conférence consacrée aux moyens de lutte contre la drogue. Cette conférence dont la date n'a pas été fixée, réunira les ministres de la justice et des responsables de la police de plusieurs pays, dont les Etats-Unis et le Mexique.

Les deux présidents n'ont pu, en revanche, se mettre d'accord sur les problèmes créés par les conflits en Amérique centrale : d'un côté, M. de La Madrid a réaffirmé la position mexicaine en faveur d'une solution négociée de l'autodétermination et de la non-ingérence ; de l'autre, M. Reagan a dénoncé le communisme en réitérant sa défense de la « liberté » et de la « démocratie ».

Les responsables américains avaient souligné à plusieurs reprises que cette rencontre Reagan-de La Madrid ne devait déboucher sur aucun résultat exceptionnel, ajoutant qu'il s'agissait de contacts normaux et réguliers entre chefs d'Etat de pays voisins.

PHILIPPINES

Appel au boycottage de l'élection présidentielle

Manille. — Une organisation de gauche, l'Alliance nationaliste pour la justice, la liberté et la démocratie (NAPJ), a appelé, vendredi 3 janvier, au boycottage de l'élection présidentielle. Estimant que le président Marcos gagnerait les élections grâce au soutien américain en raison de ses positions anticomunistes, l'Alliance en conclut qu'il n'y a pas d'alternative au boycottage. Ce premier appel d'un mouvement de gauche en faveur du boycottage est d'autant plus intéressant que M^{me} Aquino, candidate de l'opposition, a réaffirmé, vendredi, son intention, en cas de victoire, de proposer un cesse-le-feu à la Nouvelle Armée du peuple (NPA, branche armée du PC clandestin) et de libérer les détenus politiques. Mais M^{me} Aquino a également annoncé que sa plate-forme électorale, rendue publique vendredi, prévoit le maintien des bases américaines aux Philippines au moins jusqu'en 1991. Entre-temps, l'armée a indiqué que quarante-quatre militaires impliqués dans la répression, en septembre, d'une manifestation qui avait fait vingt et un morts, ont été relevés de leurs fonctions. — (AFP.)

ANGOLA

M. Savimbi va se rendre à Washington pour demander une aide financière

M. Jonas Savimbi, dirigeant de l'UNITA, mouvement d'opposition armée au régime de Luanda, se rendra à la fin du mois de janvier aux Etats-Unis pour rencontrer les responsables de l'administration américaine, ainsi que les membres du Congrès, dans le but de convaincre ses interlocuteurs de lui apporter une aide financière pour continuer son action de guérilla contre le régime du président Dos Santos, qui est soutenu par l'Union soviétique et Cuba. Ce séjour de M. Savimbi, qui pourrait durer deux semaines, intervient au moment où la question de l'aide à l'UNITA est posée devant le Congrès américain. Début décembre, le président Ronald Reagan avait indiqué qu'il était favorable à une aide de nature officieuse plutôt qu'à l'assistance humanitaire et militaire officielle proposée par certains parlementaires.

Pologne

PERSONNALITÉ CONTROVERSÉE

M. Kociolek quitte son poste d'ambassadeur à Moscou

L'ambassade de Pologne à Moscou a un nouveau titulaire. Un diplomate de carrière, M. Włodzimierz Natoli, précédemment ambassadeur auprès des Nations unies à Genève et à New-York, succède à un ancien haut responsable du parti, M. Stanisław Kociolek, personnalité par ailleurs très controversée et généralement considérée comme un conservateur pur et dur. L'agence officielle PAP, en annonçant ce remplacement, ne fait pas état des nouvelles fonctions qui pourraient être attribuées à M. Kociolek, qui avait été envoyé à Moscou en juin 1982,

alors qu'il était premier secrétaire du parti pour la région de Varsovie. Il avait été nommé à ce poste fort important à l'automne 1980 - au moment où Solidarité prenait son essor et où le parti commençait à être parcouru par des courants réformateurs, et cette nomination avait suscité des remous. M. Kociolek fut d'ailleurs mis en difficulté en 1981, lors du congrès du parti, qui se voulait le congrès du « renouveau ». Son non retour, en effet, lié à la répression sanglante des manifestations ouvrières de Gdansk et de Gdynia, en décembre 1970.

Alors premier secrétaire de la région - et plus jeune membre du bureau politique de l'équipe de Gomulka, au sein de laquelle il côtoyait le général Jaruzelski, - c'est lui qui appela les ouvriers du chantier de Gdynia à reprendre le travail, alors que les abords du chantier avaient été interdits par l'armée. La conséquence de ces appels contradictoires fut un véritable massacre (voir le Monde daté 15-16 décembre 1985), et M. Kociolek, qui n'en fut pourtant vraisemblablement pas le principal responsable, « porta le chapeau » et fut limogé du bureau politique par M. Giersek.

Des rumeurs concernant un remplacement de M. Kociolek à Moscou couraient à Varsovie depuis quelque temps, certaines mettant en cause une vie privée présentée comme passablement agitée, d'autres invoquant une attitude très critique à l'égard de la politique du général Jaruzelski.

J. K.

été
de La Madrid

De l'air, de l'eau et des normes

La pollution est en train de prendre en Pologne les proportions d'une catastrophe nationale. L'argent manque pour atténuer les effets d'une industrialisation hâtive et imprévoyante. Les porte-parole de l'opposition, en particulier de Solidarité, ont sonné l'alarme depuis un certain temps, et des voix officielles commencent à exprimer leur inquiétude, même si d'autres viennent encore des propos légalisants.

Chaque matin, les habitants de Wyzny, un quartier de la ville de Bydgoszcz, ont pris l'habitude de scruter, avant d'ouvrir leur fenêtre, les seize cheminées de l'usine chimique Zamech toute proche. Et cela depuis qu'ils ont eu la surprise de trouver, un beau jour, collé sur les portes d'entrée et les cages d'escalier de leurs immeubles, un avis signé par le général qui depuis quelques années fait office de maire : « Des produits toxiques sont fabriqués dans notre ville. Des paniers imprévisibles peuvent donner lieu à des cas de pollution graves, dangereux pour la vie des habitants. Dans ces conditions, une alerte chimique pourrait être déclenchée même en temps de paix ».

En dix ans, des « paniers imprévisibles » ont eu lieu à onze reprises, la plus importante en 1977, lorsqu'une citerne accidentée a perdu 6 tonnes de chlore au plein centre du quartier.

Le plan de la bataille, petit chef-d'œuvre de l'art militaire, est prêt : « Les services de secours avertissent la population par voie de haut-parleurs installés sur des automobiles. L'évacuation de la population consistera en son déplacement de quelques 500 mètres dans une direction perpendiculaire à celle du vent. Des tampons individuels, impré-

gnés de solution de carbonate de sodium, doivent être prévus par la population. L'administration se chargera de l'évacuation des hôpitaux, des écoles et des crèches ».

Les usines Zamech produisent du chlore, du phénol et de l'aniline. Leurs seize cheminées émettent cinquante substances polluantes. Dans le centre de la ville, la concentration du nitrobenzène atteint 100 microgrammes par mètre cube, la norme admissible étant de 5 microgrammes, alors que le taux d'acidité dépasse la norme maximale de huit fois. L'usine estime que pour stopper la pollution il lui faudrait investir 10 milliards de zlotys. Son budget annuel pour la protection de l'environnement, de 600 millions, permettra donc de le faire dans quatorze ans.

Situation catastrophique

En attendant, les habitants de Wyzny ferment soigneusement leurs fenêtres.

Bydgoszcz est en douzième position sur une liste des quarante-neuf régions de Pologne par l'importance de la pollution. Sur cette liste, la ville de Plock, distante de quelque 100 kilomètres au sud-est, est huitième.

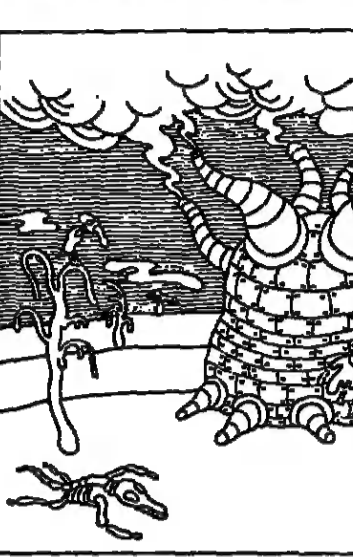
Le danger qui menace Plock, un centre pétrochimique de 100 000 habitants, se nomme benzopyrène, substance aux effets cancérogènes.

Sa découverte dans l'air, le sol et l'eau de Plock est due à un « pur hasard », car les analyses de routine prévues dans le cadre du contrôle des pollutions ne prévoient pas sa détection. « Nous étions si préoccupés par le dioxyde de soufre (norme dépassée de trois fois) et le dioxyde de carbone (cinq fois) que nous avons oublié le benzopyrène. D'ailleurs, sa présence est inexplicable... », déclare le responsable local de l'environnement. En effet, depuis un an, les spécialistes n'ont toujours pas découvert la source de cette pollution. « La situation est tout à fait catastrophique, car les instituts que nous avons consultés ne connaissent aucune méthode de neutralisation. Il faudrait fermer l'usine, mais c'est impossible ».

La concentration du benzopyrène dans l'eau de la Vistule et des robinets de Plock varie selon les jours de 164 à 1 000 nanogrammes par litre, alors que la

norme tolérée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) est de 10 nanogrammes. Le benzopyrène a été détecté également dans le sol de Plock. Dans un rayon de 6 kilomètres de l'usine pétrochimique, 540 microgrammes tombent sur 1 mètre carré.

Certains habitants de Plock se rendent dans les villages voisins pour rapporter de l'eau « au moins pour les enfants ». « S'il n'y a pas encore de panique à Plock, affirment les autorités, c'est que certains jours la norme n'est dépassée que de très peu ».



SERGUI

Hélas ! le centre le plus proche capable de détecter le benzopyrène se trouve à Lodz, distance de

plus de 100 kilomètres. Alors, souvent, les résultats des analyses arrivent un peu tard. Ils apprennent aux habitants de Plock que, la veille, ils n'auraient pas dû ouvrir leurs robinets.

Pénurie d'eau à Cracovie

L'ancienne capitale royale de la Pologne, au sud du pays, est plus simple. La ville - 700 000 habi-

Cracovie est deuxième sur la liste des régions polluées, les émissions des gaz carboniques sont les plus élevées de toutes les villes polonaises.

La Haute-Silésie, elle, est frappée par tous les maux : la fois : air pollué, eau infecte, forêts mortes, sols acides, s'accumulent sur cette région, qui connaît la plus forte concentration d'industries lourdes, de mines de charbon et de centrales thermiques. Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique dépassent six fois la norme, la concentration de gaz carbonique vingt et une fois, celle de composés du plomb cent quatre-vingt-seize fois ! Le taux d'acidité, qui n'est plus communiqué depuis 1975, constitue un des secrets les mieux gardés du pays. L'Académie des sciences a révélé que l'administration locale lui a purement et simplement interdit l'accès aux données.

Effrayants rébus

Les écologistes, à partir d'informations partielles, composent de véritables rébus qui donnent des résultats tellement effrayants qu'ils n'ont même pas à y croire : « Si dans la région de Poczna, dont la superficie est de 8 151 kilomètres carrés, la concentration d'oxyde de soufre est de 82,3 microgrammes de SO₂ par mètre cube d'air (chiffre « volé » par les clandestins de Solidarnosc à la municipalité de la ville), quelle est celle de la région de Katowice, dont la superficie est inférieure de 1 500 kilomètres carrés et les émissions soixante fois plus importantes ? »

Ce résultat signifierait que le « triangle noir de Sokolov », en Tchécoslovaquie, considéré comme celui où les concentrations de l'oxyde de soufre sont les plus fortes en Europe, est un jardin enchanté par rapport à la région de la Haute-Silésie, habitée par plus d'un million de personnes.

Étranger

« Pour voir un paysage lunaire, écrit l'hebdomadaire *Przegląd tygodniowy*, qui dans un long article sur la pollution de la Silésie ne donne pas un seul chiffre, je vous conseille de parcourir la route entre deux villes silésiennes, Zabrze et Ruda Slaska. Pas un seul arbre, un seul arbuste, une seule herbe. Au loin vous verrez quelque chose qui ressemble à une forêt et à un pré. Apparences - car le pré est un marécage plus acide que le jus de citron et la forêt n'a ni feuilles ni écorce. De l'autre côté de la route, vous voyez des montagnes de crassiers fumants et puants. Au pied de ces montagnes coulent des rivières-égouts, qui, on ne sait pourquoi, changent tous les mois leurs lits ».

Des déclarations officielles, loin d'être aussi précises, confirment pourtant l'étendue de la catastrophe.

« Dix millions de Polonais vivent dans des régions où toutes les normes de pollution sont régulièrement dépassées », a ainsi admis dès le printemps dernier le Mouvement patriotique de renaissance nationale, un organisme des plus officiels.

L'Académie des sciences est encore plus explicite : « Dans cinq ans, il n'y aura plus d'eau en Pologne - et 20 % de la flore et 15 % de la faune périront ». « Vingt-sept régions (sur les quarante-neuf que compte la Pologne) sont fortement menacées par les effets de pollution et quatre se trouvent au seuil d'une véritable catastrophe écologique ».

Mais le comité de la protection de l'environnement du Parti communiste, présidé par un membre du bureau politique, Stanislaw Opalko, est beaucoup plus optimiste : « Notre loi sur la protection de l'environnement, votée en 1980 par la Diète (Parlement), n'a d'équivalent dans aucun pays du monde ». La loi, peut-être. Mais la réalité ?

VINCENT WOLSKI.

CHINE

Le Père Noël d'outre-mer

La Chine d'outre-mer - et le cas échéant le conjoint « diable étranger » - sont de mieux en mieux repus en Chine. Ils y arrivent la honte pleine de cadeaux. Notre correspondant à Pékin décrit ces retrouvailles à titre professionnel, certes, mais aussi d'un point de vue... familial.

De notre correspondant

Xinhui. - Tout le monde est aligné le long de la route pour attendre l'arrivée de l'oncle et de la tante venus de l'étranger. Datang est un village de deux mille âmes au cœur du delta de la rivière des Perles, où l'on cultive le riz, la canne à sucre et les mandarines. De là, comme de toute la province de Canton, sont partis depuis le siècle dernier de nombreux membres, la diaspora des Chinois d'outre-mer. Ceux du district de Xinhui - intégré depuis 1983 dans la région administrative de Jiangmen - se sont en grande majorité installés aux États-Unis, où ils avaient été attirés par la construction du chemin de fer.

C'est parfois toute une aventure pour un Chinois d'outre-mer que de partir à la recherche de ses racines. Surtout si elles remontent à plusieurs générations et si, comme c'est le cas pour beaucoup, il ne parle plus la langue de ses ancêtres. D'autant que les liens familiaux, déjà distendus, ont été coupés un temps par la révolution culturelle. Il faut retrouver le nom du canton, du village, celui de l'ancêtre, parti parfois il y a plus de cent ans. Les

familles se sont dispersées, les noms de lieu ont changé. C'est pourquoi il existe depuis plus d'un demi-siècle une administration spéciale chargée de réceptionner ces « parents venus de loin ». Appelée *qiaoban* elle est d'autant plus active aujourd'hui que Pékin cherche par tous les moyens à attirer les investissements étrangers et, en premier lieu, ceux des Chinois d'outre-mer.

Marié à une Chinoise d'outre-mer de la quatrième génération - son arrière-grand-père avait quitté Datang il y a plus de cent ans pour chercher fortune dans les terres du Sud, - je viens d'effectuer avec elle ce retour aux sources. Munis du nom des ancêtres, après être allés aux nouvelles auprès de parents à Hongkong, nous avons pris le bateau qui fait deux fois par jour la navette entre la colonie britannique et Jiangmen, en compagnie de nombreux Chinois venus rendre visite à leur famille.

Epoux « diable étranger »

Dans ce pays, très bureaucratique et compartimenté, il faut passer par l'administration chargée des étrangers avant de présenter une sorte de « demande de recherche de famille » au *qiaoban*. Les Chinois d'outre-mer, bien que de nationalité étrangère, ont comme les Chinois locaux le droit de voyager dans tout le pays sans permis, ce qui n'est pas le cas des autres étrangers. S'il ne m'est pas permis en tant que journaliste de me rendre dans tel endroit - non ouvert -, j'ai pu, en revanche, visiter tel ou tel lieu - fermé - en tant que conjoint de Chinoise d'outre-mer ». Muni des informations nécessaires, le *qiaoban*, de

coup de fil en coup de fil, retrouve en vingt-quatre heures trois parents éloignés, des paysans ordinaires : deux d'entre eux, assez âgés, avaient travaillé un temps à l'étranger pendant leur jeunesse, le troisième avait la trentaine. Gageure s'il en est pour un village où tout le monde porte le même nom et où personne de la famille émigrée n'avait remis les pieds depuis deux générations... Rendez-vous est donc pris pour le lendemain. Après deux heures de route, puis de piste, et le passage d'un bac, nous arrivons à Datang, lieu dit qui ne diffère guère de ses voisins, avec ses maisons alignées devant une mare où paissent quelques cochons noirs et canards, à côté d'un banyan séculaire.

Il ne faut pas s'attendre à beaucoup d'intimité : les fonctionnaires qui ont préparé la rencontre se doivent d'être présents. Ici, pas de télévision, comme chez les paysans riches et la plupart des citadins, seulement quelques chromes au mur. Les parents intimidés par cet envahissement imprévu, ébahis, n'ont, pas plus que les autres villageois, vu d'étrangers depuis longtemps. Ils se souviennent vaguement de cette lointaine parenté.

Quant au « diable étranger » de mari, il fait surtout peur aux enfants et les jeunes filles s'enfuient en rougissant à la vue d'un appareil photographique. Après de longues conversations, c'est enfin le banquet rituel. Faute de restaurant à des lieues de là, on le fait dans la maison de la famille. Mais, noblesse oblige dans une campagne où les hommes tiennent encore le haut du pavé, seuls les chefs de famille sont conviés...

Une expérience de ce type n'est guère originale. Des millions de Chinois d'outre-mer l'ont faite ces dernières années, en grande partie des Sino-Américains qui, après des décennies de coupure, redécouvrent leur « sincérité ». Plus rares sont les « diables d'étrangers » amenés à assister, ou à participer, à ces retrouvailles.

Dans le district de Xinhui, la population est de 800 000 habitants, mais en plus un demi-million de « *huaqiao* » qui en sont originaires vivent de par le monde. Pour la région de Jiangmen, les 5,3 millions d'habitants ont 2 millions de parents à l'étranger. Ces pourcentages sont les plus élevés pour la province de Canton, celle qui a fourni le plus gros contingent des dizaines de millions de Chinois de la diaspora.

« Une fille de la famille »

Un profond attachement sentimental lie cette communauté d'expatriés à ceux qui sont restés au village. Il n'a été ébranlé que pendant la révolution culturelle ; à cette époque, en effet, les Chinois d'outre-mer et leurs parents restés sur place sont devenus d'affreux « réactionnaires », ils ont été maltraités, affublés de pancartes injurieuses, spoliés... Attitude d'autant plus stupide que, par patriotisme et par attachement au terroir, bien des « *huaqiao* », à l'instar de Tan Kah Kee, le mécène qui construisit dans l'entre-deux-guerres l'université de Xiamen (Fujian), sont prêts à aider de manière désintéressée leur pays d'origine.

Depuis, les autorités, qui ont compris cet attachement, s'efforcent de restituer les biens confis-

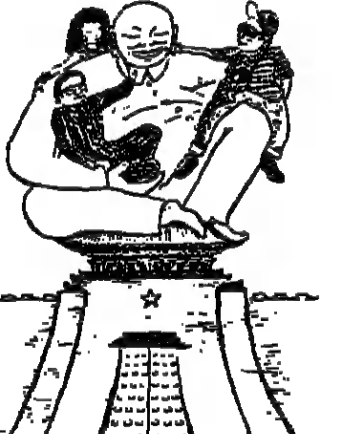
qués, de restaurer des liens sentimentaux et profitables, tout en évitant d'inquiéter ceux qui, en Asie du Sud-Est, voient dans les « *huaqiao* » une « cinquième colonne » de Pékin. Pour le « *qiaoban* » de Canton, les « *huaqiao* » qui rentrent visiter le pays sont accueillis comme des parents. Ma femme est - une fille de la famille mariée au loin - et moi, malgré ma peau blanche, le « gendre »...

L'oncle d'Amérique

Mais les sentiments ne sont pas tout. Le Chinois d'outre-mer est aussi l'« oncle d'Amérique », celui dont on attend des cadeaux. Hier, l'étranger était suspecté de « capitalisme » ; aujourd'hui, ceux qui reviennent au pays sont accueillis comme un Père Noël apportant dans sa hotte téléviseurs, machines à laver, bourses d'études, et même voitures, maisons neuves, usines, hôpitaux, etc. Pas étonnant dans ces conditions que certains « *huaqiao* » hésitent à rentrer au pays de peur de se faire abusivement « taper » par des parents ou des fonctionnaires peu scrupuleux.

On nous montre avec fierté des exemples de ce que les Chinois d'outre-mer avaient offert à la communauté : des milliers d'écoles, de maisons, d'hôpitaux, de dispensaires, de routes, de ponts et de voitures ont ainsi été donnés à la province de Canton par des individus, des organisations, des entreprises dont a vibré la fibre patriotique.

Les Chinois d'outre-mer sont également actifs dans de nombreuses opérations économiques et financières. Selon les responsa-



FRANCINI

sur plus de 1 milliard de dollars de contrats signés entre la province et l'étranger depuis 1979, entre 80 % et 90 % sont le fait de « *huaqiao* » et de « compatriotes de Hongkong et de Macao ». Ils jouent aussi souvent le rôle d'intermédiaires avec des partenaires étrangers.

L'Etat communiste n'ayant pas assez d'argent pour l'éducation, la santé, les transports, etc., fait appel, comme le fit avant lui le Kuomintang, aux capitalistes « *huaqiao* ». Cela peut s'appeler patriotisme, philanthropie, générosité, charité, de la part d'hommes qui n'ont pas la réputation d'être tendres en affaires, mais aussi dans certains cas mendicité ou corruption. Le parti est censé faire la police, vérifier la sincérité et l'honnêteté de ces « contributions volontaires ». Éviter les pressions ou le chantage. Mais tout le monde profite de cette manne venue du ciel, et puis, presque tout le monde a de la famille à l'étranger, du cadre inférieur aux plus élevés... Alors, pourquoi ne pas rêver au Père Noël ?

PATRICE DE BEER.

France

LA PRISE DE CONTROLE DU « PROGRÈS » DE LYON PAR M. HERSANT

La transaction entre M. Robert Hersant et son rival M. Jean-Charles Lignel s'est conclue le 30 décembre dernier. Elle n'a été révélée à des représentants du personnel abasourdi que le vendredi 3 janvier, en préambule à une réunion du comité d'entreprise. La prise de contrôle de la société éditrice des huit titres du groupe Progrès - la société Delaroché - est totale. C'est pour cent des actions ont changé de main. Un nouveau conseil d'administration de Delaroché SA a été constitué : il est présidé par M. Robert Hersant, qui sera entouré de deux membres de son état-major, MM. André Audinot et Jean Cabaret. Le patron du Progrès s'est, dans la foulée, octroyé la présidence de la SA Le Progrès, qui dirige le groupe sous le régime de la location-gérance, tout en maintenant en place « avec des pouvoirs accrues » le directeur général, M. Guy Lescour, ainsi qu'un autre membre de la direction sortante, M. Alfred

Desaut, dans l'équipe des administrateurs. M. Robert Hersant, très discret à sa sortie de la salle de réunions de Charenton, le lieu d'impression des quotidiens lyonnais, s'est refusé à indiquer le montant de la transaction.

Le gouvernement a immédiatement réagi. M. Georges Filloux, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a déclaré, vendredi soir, à la télévision que « les lois de la République doivent s'appliquer, même au citoyen Hersant ». Le secrétaire d'Etat avait rappelé, dans un communiqué, les seuls de diffusion autorisés par la loi du 23 octobre 1984 et précisé que toute transaction qui aboutirait à la fusion de deux titres, que les actes soient ou non et que leurs auteurs soient sanctionnés pénalement.

M. Henri Collinet, président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, a indiqué, de son côté, que M. Robert Hersant ne pouvait pas acquiescer les titres du groupe Progrès sans que sa commission en ait été avisée à l'avance. Celle-ci se réunit jeudi 9 janvier, et aura à statuer sur la location-gérance accordée à M. Philippe Hersant pour l'Union de Reims ; elle statuera aussi le dossier du Progrès, sur lequel, a déclaré M. Collinet, la commission possède déjà des éléments.

C'est donc maintenant à la commission et au gouvernement d'agir, ainsi que le souhaitent divers rivaux, en particulier des organisations de journalistes. La presse quotidienne nationale a commenté, ce samedi 4 janvier, en « une », l'événement. Les commentateurs évoquent les faiblesses de la loi de 1984.

Un PDG au tapis et des salariés « KO debout »

De notre correspondant régional

Lyon. — « L'ennui, avec M. Hersant, c'est que lorsqu'il joue au poker il a la possibilité de « bluffer » indéfiniment : la confiance de M. Jean-Charles Lignel, qu'il a eu à trois reprises, avait une valeur préliminaire. La partie de bras de fer est terminée pour M. Lignel, qui a pris congé du personnel en rédigeant un communiqué : « J'ai dû me résoudre à prendre avec une grande tristesse la décision qui m'imposait et je voulais assurer la survie du Progrès. J'ai longtemps résisté face à l'hostilité déclarée des uns et à la passivité des autres. Aujourd'hui, je me suis résolu à accepter la seule proposition d'achat faite et qui émane du groupe de M. Hersant ».

« La bataille » n'a pas pu résister à la guerre d'usure imposée par son puissant rival. Finies les fureurs : le 5 septembre dernier encore, dans une interview au *Matin de Paris*, M. Lignel affirmait que « jamais » M. Hersant ne rachèterait le Progrès, qu'il était « le seul à lutter contre Hersant » et que « le grand train des derniers jours. Beaucoup de noms circulaient. Ceux de MM. Jean-Luc Lagardère (Matra-Hachette), Bruno Berez (AGEFI-Tribune de l'économie) ou de M. Paul Dini, ancien directeur du *Dauphiné libéré* et patron d'un puissant groupe de médias, le COMAR, qui était abondamment plus méritable par un homme seul, avec des pertes accumulées estimées à un minimum de 120 millions de francs. Mais M. Lignel perd aussi toutes les participations de la société Delaroché dans d'autres secteurs, dont le moindre n'est pas le *Journal de l'Industrie*, dont il détient 40 % des parts et qui tombent dans l'écrou.

Les titres du « Progrès »

Le groupe du Progrès est constitué de quatre quotidiens : le Progrès et son édition hebdomadaire ; le Progrès-Hebdo, dont la diffusion en 1984 est de 287 208 exemplaires, ce qui en fait le cinquième quotidien régional français ; les quotidiens *l'Espoir*, à Saint-Etienne (16 310 exemplaires), les *Dépêches*, à Dijon (36 874) ; il comprend aussi les journaux du « septième jour » : le Progrès-Dimanche et Centre-Dimanche (376 000), les *Dépêches-Dimanche* (28 500), ainsi que le trihebdomadaire *l'Indépendant de Louhans* (8 310).

Le Progrès et les autres quotidiens du groupe représentent trente-huit éditions et couvrent les départements de la Côte-d'Or (trois éditions), du Rhône (deux éditions), de Saône-et-Loire (deux éditions), de l'Ain (une édition), de l'Allier (une édition), de la Loire (trois éditions), de la Loire et de la Haute-Loire (trois éditions). Le Progrès possède sa propre imprimerie, une agence de publicité (la Maison de la petite annonce), une régie publicitaire interne (S2P), un centre serveur télématique (Médias Progrès) et une radio locale privée (Radio Lyon).

Le groupe compte 1 260 salariés (250 journalistes, 800 employés, 120 techniciens et 280 ouvriers du Livre). La répartition de son chiffre d'affaires - dont le montant est tenu secret - est la suivante : 54,4 % provient de la vente en kiosque, 9,4 % des abonnements et 36,2 % de la publicité.

La société Delaroché possède aussi une participation de 40 % dans l'hebdomadaire parisien *le Journal du dimanche* ; M. Hersant entre aussi dans cette publication.

celle du patron du Progrès. Il reste à M. Lignel, une société immobilière - le SOLI - qui possède une part des installations de presse de Charenton.

La cession règle d'une seule traite les litiges entre les sociétés Delaroché et Dauphiné libéré : on voit mal M. Hersant se faire des procès à lui-même ! Elle met un terme à l'interminable litige qui opposait les deux groupes à propos de la possession des titres dominicaux du Progrès. C'est en gagnant l'ensemble de la procédure judiciaire - M. Lignel s'était refusé à faire reculer les échéances - que M. Hersant l'a emporté : le Progrès-Dimanche était bien le maillon faible du groupe Lignel. Deux cent quinze salariés, héritiers d'une société à l'autre un rythme des décisions de justice, commentent aujourd'hui le nom de leur employeur.

La clause de conscience

Les salariés sont « KO debout ». C'est la seule expression qui peut résumer l'atmosphère du siège du journal, où les rumeurs se succèdent à grand train ces derniers jours. Beaucoup de noms circulaient. Ceux de MM. Jean-Luc Lagardère (Matra-Hachette), Bruno Berez (AGEFI-Tribune de l'économie) ou de M. Paul Dini, ancien directeur du *Dauphiné libéré* et patron d'un puissant groupe de médias, le COMAR, qui était abondamment plus méritable par un homme seul, avec des pertes accumulées estimées à un minimum de 120 millions de francs. Mais M. Lignel perd aussi toutes les participations de la société Delaroché dans d'autres secteurs, dont le moindre n'est pas le *Journal de l'Industrie*, dont il détient 40 % des parts et qui tombent dans l'écrou.

Face au personnel, M. Hersant a eu le triomphe modeste. Il s'est même déclaré « étonné » d'être là. Mais il a donné déjà quelques indications importantes. A propos du montage financier, il a indiqué que la SOCPRESSE resterait actionnaire unique du Progrès jusqu'en 20 février. Après cette date, d'autres actionnaires pourraient être appelés à entrer dans le capital, dont des banquiers créanciers. De plus, M. Hersant a laissé entendre que après examen du dossier - il devait être de nouveau à Lyon lundi - il pourrait envisager des solutions industrielles et commerciales évitant la poursuite d'une concurrence qui a rendu exsangues les trésoreries des deux groupes de presse rhône-alpins.

Sans entrer dans le détail des mesures, qui n'est pas encore connu, on peut s'attendre à des « harmonisations » au niveau des imprimeries.

■ M. Georges Suffert au « Progrès Magazine ». — Georges Suffert qui vient de quitter l'hebdomadaire *le Point*, dont il fut, en 1972, l'un des fondateurs, entre au *Progrès Magazine*, le supplément hebdomadaire du quotidien de M. Robert Hersant. Il y sera chargé des problèmes de société. Ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* dans les années 50, journaliste à *France-Observateur* pendant la guerre d'Algérie, il fut aussi pendant huit ans, le secrétaire général du Club Jean-Moulin, proche de la Convention des institutions républicaines de M. François Mitterrand. Après un passage à l'Express en 1963, il quitte l'hebdomadaire pour créer le *Point*.

et surtout des services publicitaires et de diffusion.

M. Hersant se serait engagé à maintenir l'indépendance rédactionnelle du Progrès. Ce n'est pas son premier engagement du genre après une transaction financière. Les critiques sont bien sûr très vives quant à la possibilité de maintenir, à Lyon même, de trois équipes rédactionnelles concurrentes pour rédiger trois titres (*le Progrès*, *Lyon-Matin* et le *Journal quotidien Rhône-Alpes*). La clause de conscience sera ouverte pour les journalistes : « Je décline le rôle d'homme à la demande », a indiqué M. Hersant, qui, à l'évidence, souhaite à la fois se débarrasser des contestataires et réaliser des économies sur la masse salariale.

Apparemment indifférent aux réactions, sans doute insensible aux affirmations répétées d'un Raymond Barre, qui nous avait déclaré il y a quelques semaines son attachement au « maintien de plusieurs titres » (dans la région lyonnaise), M. Hersant a voulu marquer d'entrée sa prise de pouvoir en signant un éditorial dans les éditions du Progrès, datées de ce samedi 4 janvier : « La crise générale et la crise spécifique profonde qui pèse sur la presse écrite interpellent deux des entreprises engagées (le Progrès mais aussi le *Dauphiné libéré*, ce qui est un aveu intéressant pour une entreprise dont le déficit serait au moins égal à celui de son ex-concurrent) de poursuivre un combat d'« époque », écrit-il. « La sagesse vient de l'empirisme, de nouvelles accords permettront à l'avenir de retrouver une gestion saine, seule garante du pluralisme ».

M. Hersant annonce que « pendant le temps nécessaire à l'indispensable reconstruction », il assumera « la responsabilité de la gestion de l'ensemble ». Quant à M. Lignel, il se voit attribuer un lot de consolation bien dérisoire : « Les titres du Progrès avec M. Jean-Charles Lignel ne sont pas rompus, conclut M. Hersant. Il continuera d'assurer le suivi de la vie politique régionale ».

Que veut dire M. Hersant par cette phrase sibylline ? S'agit-il de laisser M. Lignel, qui a été un éprouvé président du Parti radical de Rhône, à avoir à Lyon un destin politique ? Mais, dans la région, la concurrence est vive.

CLAUDE RÉGENT.

Deux idées de la liberté de la presse

(Suite de la première page.)

Le coup vient de loin, et M. Hersant a pu, pierre après pierre, construire son empire, en rachetant des titres, au mépris de la législation de la Libération, la fameuse ordonnance du 26 octobre 1944, jamais appliquée. L'ancienne majorité avait vu le danger. En 1978, M. Raymond Barre, alors premier ministre, demandait au Conseil économique et social un rapport sur la gestion des entreprises de presse : le rapporteur, le doyen Georges Vedel (aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel), préconisait des mesures pour lutter contre ces concentrations de journaux.

Le gouvernement de M. Pierre Mauroy relançait l'affaire à l'automne de 1983. Ce fut une belle bataille. L'opposition guerroyait sans relâche contre le texte de loi, promulgué finalement le 23 octobre 1984 (mais sans effet rétroactif). On ne pouvait aller élargissant plus loin que les situations acquises, ou devenir propriétaire à la fois de plus de 10 % de la presse quotidienne nationale et 10 % des quotidiens de province.

Pauvre loi de 1984... Trois jours exactement après que la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ait jugé l'opération de l'Union illégale, M. Hersant achète le cinquième journal quotidien français. Quel pied de nez ! La fragile digue de la loi se rompt et s'effondre sous les coups de boutoir d'un homme qui considère sans doute, à deux mois et demi des élections législatives, qu'il peut agir en toute impunité.

Et il ne manque pas d'attentes lorsqu'une occasion se présente (il en a eu deux) de se lancer à un choc frontal entre deux conceptions de la liberté de la presse. Pour les uns, le pluralisme de l'information est nécessaire à la vie démocratique et doit refléter l'éventail politique. Aussi doit-on appliquer à la presse une législation particulière, bien que dans les autres secteurs de la vie économique la loi de 1977 existait, déjà les entreprises ou les activités dans la communication, sont plus préoccupées aujourd'hui par le développement de l'audiovisuel. D'autre part, la puissance de son groupe lui permet

de faire des propositions financières généralement meilleures que d'autres ; les administrateurs judiciaires et autres syndics en tiennent compte, les propriétaires aussi. En outre, M. Robert Hersant a la réputation, justifiée, de savoir composer avec le puissant Syndicat du Livre.

Ainsi, dans le cas de l'Union, le tribunal de commerce de Reims a jugé les propositions de M. Philippe Hersant (fil de M. Robert Hersant) plus « crédibles » que celles d'autres éventuels représentants. Pour le Progrès, M. Jean-Charles Lignel, excessivement endetté, était le point de souffrance la plus grande bataille judiciaire où il a perdu à chaque étape contre le *Dauphiné libéré* de M. Robert Hersant ; la vente du titre met un terme à d'innombrables difficultés. Les actions en justice s'éteignent, les dettes de M. Lignel au *Dauphiné libéré* sont apurées.

Et M. Robert Hersant reconstruit un monopole régional que M. Lignel avait lui-même cassé en octobre 1979, six mois après avoir pris le contrôle total du Progrès à l'issue de son différend avec la famille Brémond, autre héritière de la SA Delaroché. L'agence AIGLES (Agence d'Informations générales, locales, économiques et sportives) avait été le symbole, pendant des années, d'une concentration de presse peu compatible avec le pluralisme de l'information.

Le gouvernement au pied du mur

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, derrière ces lèpreuses batailles d'indépendance. L'on assiste à un choc frontal entre deux conceptions de la liberté de la presse. Pour les uns, le pluralisme de l'information est nécessaire à la vie démocratique et doit refléter l'éventail politique. Aussi doit-on appliquer à la presse une législation particulière, bien que dans les autres secteurs de la vie économique la loi de 1977 existait, déjà les entreprises ou les activités dans la communication, sont plus préoccupées aujourd'hui par le développement de l'audiovisuel. D'autre part, la puissance de son groupe lui permet

journaux financièrement viables. Résultat, c'est le plus fort qui gagne ! Cette deuxième conception a inspiré toute l'opposition lors du débat sur la presse ; elle sous-tend la proposition de loi votée en décembre par les députés, abrogeant l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984. En cas de victoire de la droite aux élections, celle-ci a promis de voter un texte analogue.

La législation en vigueur est ouvertement battue aujourd'hui par l'un de ceux qui l'ont combattue hier. Et avec quel cynisme ! M. Robert Hersant n'a même pas pris la peine de soumettre sa proposition de reprise du Progrès à la commission Cavellat... Il s'installe à Lyon et signe, dès ce samedi 4 janvier, un éditorial dans ce journal où il affirme : « La sagesse vient de l'empirisme ». Il est pourtant passible d'une condamnation, tout comme le sera son fils Philippe s'il prend le contrôle de l'Union.

Le gouvernement est donc au pied du mur et pourrait connaître un échec cuisant. Sa première réaction - un communiqué du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication - est ferme. Mais jusqu'où est-il prêt à s'engager dans cette période pré-électorale ? S'il n'agit pas en justice, il reconnaît implicitement que la loi qu'il a fait voter est sans valeur. Mais on observe que le ministre de la justice n'a pas déposé le projet pour faire aboutir le procès contre M. Robert Hersant et dix-sept autres personnes inculpées au titre de l'ordonnance de 1944 après la plainte, en 1977, des organisations de journalistes. L'instruction est pourtant close par M. Claude Grellier, juge d'instruction, depuis deux ans.

On savait que le secteur communication - audiovisuel et presse - allait être un point de friction entre la gauche et la droite. Mais la bataille, si elle a lieu, quitte le terrain de la théorie pour celui de la pratique. Les citoyens-lecteurs, droits et gauche confondus, pourraient bien se retrouver d'un peu avec un Moloch de l'information capable de dicter sa propre loi. Qui, en dehors de M. Hersant, pourra prétendre y gagner ?

YVES AGNÈS.

Une « galaxie » de dix-neuf quotidiens et d'une vingtaine de périodiques

Le groupe Hersant comprend déjà en France dix-neuf quotidiens et plus d'une vingtaine de périodiques (1). Cette « galaxie » représente une diffusion cumulée de l'ordre de plus de 800 000 exemplaires pour les quotidiens nationaux (soit 38 % de l'ensemble de la diffusion quotidienne nationale) et de plus d'un million d'exemplaires pour les quotidiens de province (soit 19,2 % de la diffusion quotidienne régionale), selon la commission Collinet.

A Paris, il faut ajouter au *Figaro* 368 172 exemplaires diffusés en 1984 avec l'Aurore, et à France-Sol (406 338 exemplaires) le quotidien spécialisé *Paris-Turf* (124 043), ainsi que les suppléments magazine le *Figaro Magazine*, dont la diffusion est comparativement celle du quotidien, comme le *Figaro Madame* et *France-Sol Magazine*.

En province, le groupe Hersant contrôle le groupe Dauphiné libéré - le *Dauphiné libéré* (361 623 exemplaires), *Lyon-Matin*, *Loire-Matin*, le *Journal Rhône-Alpes*, *Vaucluse-Matin*, *Nord-Eclair* (52 237 exemplaires), *Nord-Matin* (73 738), *Presses Océan* (32 517), le *Liberté du Morbihan* (10 567),

l'Éclair (20 230), *Paris-Normandie* (131 180) qui contrôle les bihebdomadaires *le Pays d'Auge*, le *Journal d'Elbeuf*, les *Nouvelles de Falaise*, le *Renaissance du Basain*, le *Voix de Bocage*, le *Courrier de l'Eure*, ainsi que *Centre-Presse-Politique* et le *Havre-Presse*. Le groupe Hersant détient en outre 49 % du quotidien *le Havre libre* et 10 % du *Nord-Eclair*.

Les périodiques possédés ou contrôlés par le groupe Hersant représentent une diffusion cumulée de trois millions d'exemplaires. Il s'agit de l'Auto-Journal, le premier journal de la « galaxie » (306 000 exemplaires), *l'Ami des jardins*, la *Revue nationale* de la chasse, *Bateau*, le *Pêche et les Poissons*, *Sports-Auto*, la *Bonne Cuisine*, *l'Indicateur Bertrand*, *Voiture tract*, *Cheveux et Caviar*, *Carrés et emplois*, *France-Amérique* (diffusé aux Etats-Unis, 25 000 exemplaires), etc.

Le groupe Hersant contrôle aussi plus de trente radios locales par l'intermédiaire de ses journaux ou de l'Agence française de communication. Il prépare aussi une chaîne de télévision à l'échelle européenne (TVE). Il comprend une

agence de presse, l'Agence générale de presse et d'information, qui est chargée des services parisiens de différents quotidiens, une agence de publicité (Publinter), un réseau d'imprimeries important à Paris (Paris-Print) et en province (Caen, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Poitiers, Roubaix, Toulouse), qui impriment notamment les quotidiens nationaux du groupe par fax-aimé.

Le groupe Hersant comporte un certain nombre de sociétés qui ne sont pas toutes liées entre elles. La plus importante est la SOCPRESSE, qui édite le *Figaro*, *Centre-Presse-Politique*, le *Liberté du Morbihan*, *l'Auto-Journal*, *Bateau*. Ses quatre filiales éditent certains quotidiens dans le Nord, au Havre, dans la région Rhône-Alpes. Cinq autres sociétés détiennent majoritairement une dizaine de titres, dont le quotidien *France-Antilles* et le nouvel hebdomadaire, lancé début décembre, *France-Antilles-Hebdo*.

Les membres de la famille Hersant sont impliqués dans la SOCPRESSE ou dirigent la publication de différents titres : *l'Éclair*, à Nantes (M^{me} Hélène Hersant) ; *France-Sol* (M. Jacques Hersant)

ou en sont gérants : *France-Antilles* et le *Havre libre* (M. Philippe Hersant). Parmi les partenaires du groupe figurent M. Marcel Fournier (magazine *Carrefour*) et sa famille, qui participent au capital de l'Aurore, de Paris-Normandie et des bihebdomadaires qu'il contrôle.

En 1982, le chiffre d'affaires du groupe Hersant était déjà estimé à 4 milliards de francs. Il employait plus de dix mille personnes à temps complet.

Plusieurs personnalités du groupe Hersant occupent des fonctions politiques. M. André Audinot est député (non inscrit) de la Somme. M. Robert Hersant est député européen ; plusieurs autres membres du groupe sont candidats sur des listes de l'opposition aux prochaines élections (Le Monde daté 8-9 décembre 1985).

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Le groupe Hersant a pris le contrôle, fin 1984, de trois journaux belges : *le Rapport* (Charleroi), *l'Echo du Centre* (La Louvière) et *la Province* (Mons). M. Hersant est aussi administrateur du quotidien bruxellois *le Soir*.

LA PRISE DE CONTROLE DU «PROGRÈS» DE LYON PAR M. HERSANT

Les guerres des deux géants

L'histoire de la presse dans la région Rhône-Alpes, depuis quarante ans, pourrait se résumer en une longue querelle entre les deux grands groupes rivaux, le Progrès à Lyon et le Dauphiné libéré à Grenoble, entrecoupées d'une trêve, 1946-1979 - pendant laquelle les deux géants sont unis.

C'est en 1966, un an, que se constitue l'Agence AIGLES et d'autres sociétés de service (impression, publicité, diffusion) : le groupe acquiert rapidement un monopole de l'information dans la région. Mais un conflit ne tarde pas à surgir au sein même du Progrès, entre les divers héritiers de Lyon Delaroché, qui se sont partagé la société anonyme Delaroché, éditrice du titre : M. Jean-Charles Lignel et la famille Belmond, les cousins ennemis. Le 19 mars 1979, M. Lignel, directeur unique propriétaire de la société Delaroché, Il est élu le 6 avril PDG et annonce son intention de faire du Progrès le « Washington Post français ».

Dès octobre 1979, il ouvre les hostilités avec le Dauphiné libéré et dénonce les accords constitutifs de l'Agence AIGLES. Le groupe éclate le 14 janvier 1980. S'ouvre une suite d'actions en justice, postures de mouvements du personnel.

M. Lignel perd les procès, il doit payer des sommes importantes qu'il conteste, et commence à s'écarter.

Le 31 mai 1983, M. Robert Hersant prend le contrôle du Dauphiné libéré, qui a connu lui-même des difficultés. La guerre commerciale et judiciaire avec le rival lyonnais reprend de plus belle. Dernier épisode : en août 1985, la justice attribue au groupe du Dauphiné libéré les titres dominicaux de Progrès. Aux nouveaux déboires financiers de M. Lignel, s'ajoute la perte de confiance des salariés - en particulier des journalistes - envers le patron du titre lyonnais, accusé de n'avoir pas tenu ses promesses de 1979.

● PARTI SOCIALISTE : « non conforme à la loi ».

M. Jean-Jack Querry, porte-parole du Parti socialiste, député du Rhône, qui fut le rapporteur de la loi du 23 octobre 1984, estime que « l'achat du journal le Progrès de Lyon par le groupe Hersant n'est pas conforme à la loi, qui a pour objet de limiter les concentrations excessives afin de garantir le pluralisme de la presse. (...) La commission Caillaud, qui doit être saisie de tout projet de presse, ne peut autoriser une telle vente. Il restera au propriétaire du Progrès à rechercher un autre acquiescent en respectant les dispositions légales. »

La droite, dans son programme, propose de supprimer la loi de 1984. Elle ne se soucie ni du pluralisme de l'information ni de l'expression des idées. Son prétendu réalisme n'est que la couverture hypocrite de la liberté d'action qu'elle entend accorder aux grands intérêts financiers au détriment de la démocratie », conclut M. Jean-Jack Querry.

● SOCIÉTÉS DES JOURNALISTES : « un choix simple et cruel ».

La Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) estime que « le gouvernement et les Français sont devant un choix simple et cruel : ou bien ils laissent s'accomplir le coup de force de Robert Hersant et se résignent à un monopole dans la presse, ou ils se rassemblent, au-delà des clivages politiques, pour faire échec à cette politique grâce à une application rigoureuse et immédiate de la loi. Le gouvernement est au pied du mur : il doit défendre la loi et la liberté de la presse sous peine de se discréditer. »

● SNJ : « un défi ».

Le Syndicat national des journalistes rappelle que, depuis 1977, « il a déposé plainte contre M. Robert Hersant pour infraction à l'ordonnance de 1944 sur la presse française ». « La prise de pouvoir au Progrès par M. Hersant semble opposer sinon un démenti, au moins un défi à la loi », poursuit le SNJ, qui précise qu'il « suivra avec le plus grand intérêt la manière dont le gouvernement, à travers la commission Caillaud, réagira à ce coup de force de Lyon ».

● L'HUMANITÉ : le gouvernement laisse faire. « L'Humanité, organe du PCF, titre en première page : « Hersant bon pied bon œil ». Claude Lecomte écrit par ailleurs : « Sur de l'impunité, jonglant de rachat en rachat, mettant en place ses candidats pour les prochaines élections, Robert Hersant poursuit ce qui devrait être une irrésistible ascension. Il suffirait d'appliquer la loi ! Il suffirait, sans doute, aussi de vérifier l'origine des fonds qui permettent à un seul homme de s'emparer en un tour de main de titres valant des millions de francs. Et, pourtant, le gouvernement laisse faire. »

LA SITUATION A «L'UNION» DE REIMS

Les journalistes SNJ déposeront plainte contre M. Philippe Hersant

De notre correspondant

Reims. - Les réactions affluent à la suite du jugement du tribunal de commerce de Reims autorisant l'administration provisoire de l'Union à conclure une convention de location-gérance de six mois avec M. Philippe Hersant, gérant de la société France-Antilles (le Monde du 4 janvier).

Les journalistes SNJ affichent leur hostilité et s'écarteront de cette décision du tribunal qui va à l'encontre de l'avis rendu par la commission Caillaud. Le SNJ « ne peut admettre que les dispositions légales soient bafouées et ne pourra dans les plus brefs délais que saisir les autorités judiciaires compétentes ». Il envisage de déposer très prochainement une plainte contre M. Hersant.

Le syndicat FO de l'Union redoute que la location-gérance retarde la mise en place « effective » du plan de relance de l'Union. Les journalistes CGC « saluent » en revanche « avec satisfaction » ce jugement qui « permet d'éviter la liquidation de biens » et n'entraîne « aucune plainte contre le patron de presse désigné ».

M. Pascal Sellier, rédacteur en chef de l'Union, signe d'autre part, samedi 4 janvier, un éditorial dans lequel il dénonce « le nouveau coup de force du Livre CGT, un procédé usuel », après que ce dernier a imposé, dans l'édition du 3, la parution à la une « d'un communiqué ».

● LE QUOTIDIEN DE PARIS : « une affaire de presse ».

Après avoir noté que M. Hersant donne les signes d'un « état psychotique avancé » et de « mégalomanie », M. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, écrit notamment : « Il s'agit d'un phénomène de pluralisme progressivement en place. Son aboutissement est dans une sorte de journal unique (ou quelque chose qui lui ressemble), c'est-à-dire le contraire de la liberté. Il faut s'opposer à ce mouvement, en tout cas le freiner. Ni par le pré-chèque moralisateur. Ni par la loi inquisitoriale. Mais par des comportements lucides et courageux. Chacun est concerné. (...) Il ne s'agit pas de mener un combat contre Robert Hersant. Il s'agit d'opposer à son pouvoir d'influence exorbitant des contre-pouvoirs d'influence forts et de donner à ceux-ci les moyens d'agir ».

● LE MATIN DE PARIS : et la gauche ?

M. Max Gallo, directeur général du Matin et ancien porte-parole du gouvernement, écrit : « Pourquoi les sensibilités de gauche n'ont-elles pas su, jusqu'à présent, s'opposer à ce mouvement ? (...) La gauche de gauche ne peut pas avoir poussé la plainte plus loin. »

Le Figaro de ce samedi 4 janvier publie l'éditorial de M. Hersant dans le Progrès. Les trois quotidiens du groupe paraissant à Lyon (le Progrès, le Journal quotidien Rhône-Alpes et Lyon-Matin) annoncent brièvement la nouvelle, sans commentaires.

● LE QUOTIDIEN DE PARIS : « une affaire de presse ».

Après avoir noté que M. Hersant donne les signes d'un « état psychotique avancé » et de « mégalomanie », M. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, écrit notamment : « Il s'agit d'un phénomène de pluralisme progressivement en place. Son aboutissement est dans une sorte de journal unique (ou quelque chose qui lui ressemble), c'est-à-dire le contraire de la liberté. Il faut s'opposer à ce mouvement, en tout cas le freiner. Ni par le pré-chèque moralisateur. Ni par la loi inquisitoriale. Mais par des comportements lucides et courageux. Chacun est concerné. (...) Il ne s'agit pas de mener un combat contre Robert Hersant. Il s'agit d'opposer à son pouvoir d'influence exorbitant des contre-pouvoirs d'influence forts et de donner à ceux-ci les moyens d'agir ».

● LE MATIN DE PARIS : et la gauche ?

M. Max Gallo, directeur général du Matin et ancien porte-parole du gouvernement, écrit : « Pourquoi les sensibilités de gauche n'ont-elles pas su, jusqu'à présent, s'opposer à ce mouvement ? (...) La gauche de gauche ne peut pas avoir poussé la plainte plus loin. »

Le Figaro de ce samedi 4 janvier publie l'éditorial de M. Hersant dans le Progrès. Les trois quotidiens du groupe paraissant à Lyon (le Progrès, le Journal quotidien Rhône-Alpes et Lyon-Matin) annoncent brièvement la nouvelle, sans commentaires.

Les sanctions prévues par la loi

Le titre IV de la loi du 23 octobre 1984 prévoit diverses sanctions pénales pour les personnes qui se mettent en infraction. Dans le cas du rachat du Progrès, M. Robert Hersant est visé par les articles 32, 34 et 36 de la loi.

Il est passible d'une amende de 100 000 francs à 1 million de francs pour l'acquisition ou le contrôle d'une publication en violation des seuils prévus aux articles 10, 11 et 12 de la loi (art. 32). Il est passible d'une amende de 100 000 francs à 500 000 francs pour avoir pas effectué la déclaration à la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (art. 34). S'il est condamné pour l'un de ces deux articles, le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction de diriger ou d'administrer une publication ou une entreprise de presse (un an au moins, dix ans au plus) ; en cas de récidive, l'interdiction peut être définitive.

C'est la Commission pour la transparence et le pluralisme (que préside M. Henri Caillaud, ancien ministre, ancien sénateur) qui apprécie dans un avis les infractions au pluralisme, comme elle l'a fait récemment dans le cas de l'Union à Reims.

● CHRS :

Sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie, le conseil des ministres a adopté un projet de décret fixant le niveau de la rémunération doit peuvent bénéficier, après leur titularisation dans le corps des ingénieurs de recherche, les contractuels exerçant les fonctions de conseiller technique et de chef de département au Centre national de la recherche scientifique.

● ÉCONOMES D'ÉNERGIE :

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, le conseil des ministres a adopté des projets de décret relatifs aux économies d'énergie.

Ces textes prorogent, jusqu'au 31 décembre 1990, les dispositions en vigueur concernant la publicité relative aux produits énergétiques et l'affichage des consommations en énergie des appareils, matériels et équipements.

● RELATIONS ENTRE LES PTT ET LES USAGERS :

Des services diversifiés et de meilleure qualité : des usagers mieux accueillis et mieux informés.

Le ministre des PTT a présenté au conseil des ministres une communication sur l'amélioration des relations entre les services des PTT et les usagers.

La politique menée dans ce domaine s'ordonne autour de trois axes :

1) La recherche constante de la qualité du service offert aux usagers.

Des résultats notables ont déjà été obtenus en ce sens : disparition presque complète des points noirs dans l'acheminement du courrier (en 1985, 96 % des lettres ont été distribuées en deux jours, dont 81 % en un jour) ; réduction des délais de raccordement téléphonique (en août 1985, 78 % des demandes étaient satisfaites en moins de quinze jours contre 30 % en 1981).

Au cours des prochains mois, l'accent sera mis sur l'amélioration

La législation sur la presse à l'étranger

● Aux Etats-Unis, les entreprises de presse sont soumises à la loi antitrust. Les partages géographiques du marché sont notamment interdits.

● En République fédérale d'Allemagne, la loi de 1957 sur les cartels s'applique aussi à la presse. Les projets de fusion ou d'achat entre groupes de presse ou organes de la presse doivent être soumis pour examen et autorisation à l'Office fédéral des cartels. Celui-ci a ainsi interdit récemment l'achat du Donau Kurier par la Süddeutsche Zeitung, la prise de participation de 51 % dans le groupe Springer du groupe Burda d'Offenburg et empêché le groupe Springer de contrôler le Münchener Merkur.

L'office peut aussi frapper d'amendes pécuniaires très lourdes les ententes sur les prix. Il a donc les moyens de limiter la puissance des groupes.

● En Grande-Bretagne, une Commission des monopoles et des fusions existe depuis 1965. Mais la législation est sommaire et incomplète : elle devrait ainsi rendre impossible l'acquisition d'une entreprise de presse par une autre dont les publications dépassent un tirage total de 500 000 mille exemplaires, mais le gouvernement peut s'abstenir de consulter la commission et faire exception au principe, notamment quand un titre est menacé de disparition. Cette entorse permet une concentration « extrême » : trois groupes possèdent dix journaux

● En Espagne, la loi de 1968 (loi Fraga, qui date de l'époque franquiste) n'aborde que très indirectement le problème de la concentration de journaux, et elle est tombée en désuétude. Le gouvernement prépare une loi concernant la presse qui rendrait caduque la loi Fraga, mais n'envisage pas de réglementer la concentration de la propriété. En Espagne, le problème de la concentration de la presse est particulier : ce sont les liens entre les banques et les entreprises de presse qui sont en cause.

● En France, la loi de 1984 prévoit diverses sanctions pénales pour les personnes qui se mettent en infraction. Dans le cas du rachat du Progrès, M. Robert Hersant est visé par les articles 32, 34 et 36 de la loi.

Il est passible d'une amende de 100 000 francs à 1 million de francs pour l'acquisition ou le contrôle d'une publication en violation des seuils prévus aux articles 10, 11 et 12 de la loi (art. 32). Il est passible d'une amende de 100 000 francs à 500 000 francs pour avoir pas effectué la déclaration à la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (art. 34). S'il est condamné pour l'un de ces deux articles, le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction de diriger ou d'administrer une publication ou une entreprise de presse (un an au moins, dix ans au plus) ; en cas de récidive, l'interdiction peut être définitive.

C'est la Commission pour la transparence et le pluralisme (que préside M. Henri Caillaud, ancien ministre, ancien sénateur) qui apprécie dans un avis les infractions au pluralisme, comme elle l'a fait récemment dans le cas de l'Union à Reims.

● En France, la loi de 1984 prévoit diverses sanctions pénales pour les personnes qui se mettent en infraction. Dans le cas du rachat du Progrès, M. Robert Hersant est visé par les articles 32, 34 et 36 de la loi.

Il est passible d'une amende de 100 000 francs à 1 million de francs pour l'acquisition ou le contrôle d'une publication en violation des seuils prévus aux articles 10, 11 et 12 de la loi (art. 32). Il est passible d'une amende de 100 000 francs à 500 000 francs pour avoir pas effectué la déclaration à la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (art. 34). S'il est condamné pour l'un de ces deux articles, le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction de diriger ou d'administrer une publication ou une entreprise de presse (un an au moins, dix ans au plus) ; en cas de récidive, l'interdiction peut être définitive.

C'est la Commission pour la transparence et le pluralisme (que préside M. Henri Caillaud, ancien ministre, ancien sénateur) qui apprécie dans un avis les infractions au pluralisme, comme elle l'a fait récemment dans le cas de l'Union à Reims.

5) La modernisation de l'action des services grâce aux nouvelles technologies. - Les crédits affectés au développement de l'informatique dans l'administration augmentent de 12 % en 1986. La formation des personnels en ce domaine sera amplifiée, afin de mettre les nouvelles technologies au service des usagers. Un programme interministériel de diffusion de la culture informatique a été élaboré : les premiers centres de formation fonctionneront dès le début de l'année 1986.

● PREVENTION DES CATASTROPHES

Des règles claires sont fixées pour l'organisation de la prévention des catastrophes, qui sera assurée au niveau des six grandes zones de défense.

Le secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs a présenté au conseil des ministres une communication sur la prévention des catastrophes.

La prévention des catastrophes de grande ampleur nécessite la mise en œuvre de moyens d'intervention et de coordination à un échelon plus large que celui du département, dans le cadre duquel est actuellement organisé le plan ORSEC. C'est le niveau des zones de défense qui est apparu, à cet égard, le plus approprié.

Les commissaires de la République en fonctions au chef-lieu de chacune de ces zones exerceront les responsabilités correspondantes :

- animer et coordonner les initiatives locales et départementales en matière de prévention et de prévention ;
- sensibiliser le public en temps ordinaire et participer à la collecte et à la diffusion de l'information en temps de crise ;
- organiser la formation de personnel, compte tenu notamment des risques spécifiques encourus dans la zone ;
- mobiliser, le cas échéant, les moyens disponibles et les mettre à la disposition de représentants de l'Etat dans le département, chargé, conformément à la loi du 2 mars 1982, de l'emploi de tous les moyens de secours.

Enfin, la sécurité étant l'affaire de tous, il importe qu'à côté des représentants de l'Etat et des élus interviennent les associations qualifiées. Celles-ci seront associées à l'effort de prévention.

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE M. PERROT

Affaires de famille

L'enquête de la brigade criminelle sur l'assassinat, à Paris, le 27 décembre 1985, de M. Jacques Perrot a mis au jour les relations complexes et tendues de la victime avec la famille de son épouse, Marie Boutbou, la célèbre femme jockey. En instance de divorce, M. Perrot menait ses propres investigations sur sa belle-famille. Ayant retrouvé à Paris son beau-père dont on lui avait tou-

jours dit qu'il était décédé, il avait découvert la radiation du bureau de Paris de sa belle-mère, coupable de faux actes judiciaires qui lui avaient - apparemment - permis d'acquiescer au décès fort naïf, les Missions étrangères de Paris.

A la veille de sa mort, M. Perrot s'apprêtait à valider ses découvertes comme

moyen de pression sur sa belle-mère afin de pouvoir librement rencontrer son fils, Adrien, âgé de trois ans et demi, qu'elle gardait jalousement.

Toutefois l'enquête policière n'a encore établi aucun lien direct entre ces sombres affaires de famille et l'assassinat de l'avocat.

M. Guillaume Marjais, associé de Jacques Perrot : « Si Jacques a été assassiné, c'est parce qu'il jouait les Rouletables. Un enquêteur de la police judiciaire : « Si ça continue comme ça, on va bientôt tomber sur la loge P.2. » Entre ces deux phrases, le labyrinthe dévot par la mort d'un homme aimé de ses amis, apprécié de ses confrères, enjôlé et séduisant. Un homme, selon tous les témoignages, « l'impide et trompeur », sans doute d'ombre ni de lumière, mais mystérieux autres que ses nombreuses conquêtes féminines, son amour du cheval et sa passion pour son fils.

Étonnante enquête qui, une semaine après le crime, s'écroulait, tel un roman policier dont l'auteur voudrait égarer le lecteur en l'acablant de révélations inattendues, sans pour autant élucider le meurtre lui-même. Ici, la vérité pléine et pro-

ses dossiers qui puisse l'imbriquer, de près ou de loin, aux trafics financiers d'un univers où ils sont monnaie courante. Ses associés sont catégoriques : « Sa spécialité ? Le droit de la construction. Autrement dit, peu de pénal. » Le cabinet lui-même est plus connu pour sa compétence en matière prud'homale. « Les avocats des patrons », dit la rumeur judiciaire - que pour des affaires criminelles aux ramifications multiples.

Toutefois, les policiers continuent de chercher dans cette direction. Bien malgré eux : « De ce côté-là, il semble propre, très propre. » Marie Boutbou, « la » jockey aux trois succès victorieux, leur a certes fait quelques confidences sur les combats hippiques, mais aucune ne se rapporte aux activités de son époux. « Out, il est arrivé qu'on me demande de retarder mon cheval

de mariage, le père est décédé - dans un accident d'avion, lui dit-on - dont la mère est avocate en Suisse et qui aurait eu un frère aîné, décédé lui aussi dans un accident de voiture, lui précise-t-on. Or, par hasard, il apprend, au mois d'août dernier, que ce beau-père défunt est bien vivant et qu'il habite Paris, où il exerce la profession de médecin. Il se met en chasse et, à l'aide du minitel, découvre l'adresse du docteur Robert Boutbou, pied-noir d'origine juive tunisienne, âgé de soixante-trois ans, dans le XVII^e arrondissement de Paris.

14 millions de francs d'honoraires

Les deux hommes se rencontrent et l'enquêteur amateur continue à chercher. Il croit deviner que le frère aîné disparu n'a peut-être

vit très aisément en Suisse et à Paris, avenue Henri-Martin, n'est aucunement avocate, pour la simple raison qu'elle a été radiée du bureau parisien en novembre 1981. Depuis 1968, avocate des Missions étrangères de Paris, accusées par la famille d'un industriel implanté à Hongkong de l'avoir escroqué, elle produit deux jugements et un pourvoi devant la Cour de cassation. Or, ces actes judiciaires sont faux, fabriqués par elle-même. L'escroquerie est découverte, le conseil de l'Ordre sanctionne, mais le client ne porte pas plainte, alors qu'il a versé au total à l'avocate 14 millions de francs d'honoraires, une somme peu courante !

Les Missions protestent aujourd'hui de leur naïveté, mais sont bien discrètes sur leur faible désir de revanche. Pourquoi n'ont-elles pas voulu récupérer cette somme ? « Pour mettre un point final à une affaire pénible », répondent-elles. Grande magnanimité qui ne convainc pas. Elle permet d'envisager l'hypothèse, avancée par le *Journal de Paris* du 3 janvier, client et avocat n'étant pas de même, la combine visant au transfert en Suisse de capitaux du Vatican ? Se profile alors la fantôme de Roberto Calvi, patron italien de la Banque Ambrosiano, trouvé pendu sous un pont de Londres en juin 1982. Un personnage au cœur des mystérieuses finances vaticanes et membre de la sombre loge P.2.

M. Cons-Boutbou laisse dire. Elle ne dément pas et ne peut être jointe à son domicile parisien : comme son mari, supposé défunt, qui a déserté son domicile après avoir été entendu par la brigade criminelle. Une audition qui n'aurait guère apporté de lumière sur l'étonnant fonctionnement de ce couple. Un fait est sûr : M. Perrot n'avait rien confié de ses découvertes à son épouse, ne sachant pas ce qu'elle savait, si elle lui avait menti ou était de bonne foi, et craignant, disent les proches, l'influence de ces révélations sur « l'équilibre de Marie ».

Jacques n'en faisait pas mystère, résume l'un de ses associés, M. Georges Jourde. Il faisait des recherches précises pour faire pression sur sa belle-mère. Il était sûr que ce serait réglé avant la fin de l'année. Sa mort survient au moment même où il voulait s'expliquer avec sa belle-mère. Mais l'avocat n'oublie pas son métier : « Rien ne prouve pourtant, matériellement, qu'il est mort pour ça. » Dernière note : les proches assurent que, le soir même du meurtre, M. Perrot devait dîner avec M. Cons-Boutbou pour, enfin, s'expliquer. Rendez-vous annulé à la dernière minute par cette énigmatique belle-mère.

EDWY PLENEL

Les Missions étrangères de Paris plaident pour... la naïveté

« Naïveté, crédulité, bêtise » : le Père Jean-Paul Bayzelon, supérieur général des Missions étrangères de Paris, bat aujourd'hui trois fois sa coupe.

Comment expliquer autrement que par l'excès de confiance cette énorme escroquerie dont a été victime la plus ancienne société missionnaire de France, créée au dix-septième siècle, qui a offert certains des plus belles pages d'évangélisation en Asie ? Jean-Paul il lui avait rendu un hommage éloquent en allant canoniser à Séoul, le 3 mai 1984, dix de ses missionnaires martyrisés en Corée il y a cent ans.

« Je n'ai rien à cacher, dit le Père Bayzelon. Nous avons été tout simplement victimes d'un abus de confiance de la part de M. Elisabeth Boutbou qui nous avait été recommandé comme évêque dans les années 60-65. Il s'agissait alors de défendre la mémoire d'un ancien supérieur, le Père Rouet de Jouvenel, décédé en 1966, contre les allégations d'une famille de plaignants étrangers, l'accusant d'avoir procédé à Hongkong à un détournement de fonds à leur préjudice.

La supérieure des MEP s'étonne que la plainte déposée par ses soins en 1981 et qui a abouti à la radiation du bureau, par le conseil de l'Ordre des avocats, de la fraudeuse ait été rendue publique. Il ne confirme pas la somme de 14 millions de francs, montant avancé de l'escroquerie, mais convient qu'il s'agit d'un acte de grande fraude de la victime.

On est en droit de s'interroger sur le temps qu'il a fallu pour découvrir le pot aux roses, notamment les procès-verbaux montés de 1970 à 1978 par M. Boutbou. Ce sont la longueur des procédures, les honoraires et surtout les frais de déplacement, de séjour et d'enquête à l'étranger qui expliquent, selon les MEP, l'importance des sommes déboursées.

On peut s'étonner que, après la radiation de M. Boutbou, la société missionnaire ait renoncé à la procédure pénale : « Après près de quinze ans de querelles procédurales, répond le Père Bayzelon, nous étions las. Aussi douloureux cela soit-il et incompréhensible pour une toute autre société que la nôtre, nous avons

alors estimé que la vocation des MEP n'était pas de multiplier les chicanes. »

Il s'élève avec vigueur contre les insinuations du *Quotidien de Paris*, faisant le rapprochement avec le suicide de Roberto Calvi, patron du Banco Ambrosiano, banque proche du Vatican, mais avec laquelle la société des missions étrangères de Paris n'a jamais eu affaire ni de près ni de loin. La plupart des membres de cette société travaillent comme missionnaires dans des Églises à l'étranger dont ils dépendent financièrement.

Les MEP comptent cinq cent trente prêtres installés aujourd'hui dans quinze pays d'Asie (Corée, Japon, Taiwan, Indonésie, Singapour, etc.) ainsi qu'au Brésil. Les Pères Camille et Gourio, qui ont connu pendant deux ans les geôles de la dictature brésilienne avant d'être libérés, l'année dernière faute de preuves, appartenant à cette société missionnaire, dont l'action est connue et reconnue dans l'Église de France, mais surtout dans ces pays d'Extrême-Orient d'implantation chrétienne récente.

H. T.

grasse tout à la fois. Le meurtrier n'a encore le visage d'aucun suspect, mais très vite les mobiles abondent. L'avocat sans histoire en avait une, comme de ses proches, une réalité plus incroyable que toute fiction. Une histoire qui ne lui appartenait pas en propre, mais l'obsédait depuis ce mois d'août où il avait commencé à la découvrir : celle de sa belle-famille.

« Retenir mon cheval »

Résumé des épisodes précédents. Le 27 décembre, dans la soirée, la brigade criminelle est appelée à intervenir à un crime parfait. Trois balles de 22 long rifle tirées à courte distance dans la cage d'escalier de l'immeuble où M. Perrot et ses associés tiennent leur cabinet et où résident ses parents chez qui il habitait depuis sa séparation d'avec son épouse, deux mois auparavant. Aucun indice matériel ou témoignage qui permette de se faire une idée du criminel ; rien qui, dans l'immédiat, autorise à remonter directement du crime à son auteur ou à ses commanditaires.

Dans ces cas-là, il n'est d'autre choix policier que la chasse au mobile. Les motivations criminelles ou politiques sont rapidement écartées. Pas de vol, la victime n'a pas été fouillée. Quant aux liens, très étroits, de M. Perrot et de M. Laurent Fabius, ils n'avaient rien à voir avec un quelconque engagement politique. Cette amitié était, pour les deux hommes, une sorte de jargon secret jalousement préservé, une complicité dant de l'enfance, M. Perrot - la gouaille cultivée et un côté « tidi parisien » en plus - ayant de nombreux points communs avec son ami premier ministre.

Il ne reste alors que des hypothèses : la piste professionnelle ou la vie privée. On pense immédiatement au monde des courses. M. Perrot possédait en association un cheval, concourait comme « gentleman rider » (jockey amateur), avait quelques clients appartenant aux milieux hippiques. Mais rien dans

dans certaines courses », leur a-t-elle dit, croyant dévoiler un grand secret à des concurrents bleds qui, sur ce milieu, ne se font guère d'illusions.

Les policiers ont donc ouvert très rapidement le chapitre vie privée. Indiscrets par obligation professionnelle, ils ont appris que M. Perrot, « grand séducteur, homme à femmes », menait de front, au moment de sa mort, trois relations sentimentales. Mais ils ont surtout mis au jour un roman familial. « On s'intéresse à la belle-famille, la belle-mère surtout », confiaient-ils dès les premiers jours de l'enquête. C'est ainsi que l'affaire Perrot est brusquement devenue l'affaire Boutbou.

Le couple Jacques-Daric a très rapidement battu de l'aile. Dès le lendemain de leur mariage, en avril 1982 - elle a vingt-trois ans, lui trente-trois. Une passion commune pour leur enfant, Adrien, mais deux personnalités opposées : « Un vieux garçon marseillais, rigoureux, confie un ami, un homme d'intérieur malgré l'apparence qu'il se donnait, aimant lire et même écrire, préférant les soirées télé aux sorties en boîte. Elle, au contraire, très passionnée et jalouse, le faisant suivre, absolument possessive. » Avant leur récente séparation et leur procédure de divorce, le couple avait déjà failli échanger une dizaine de fois.

An cœur du drame, un enjeu : l'enfant. M. Perrot, qui accroche aux murs de son bureau plusieurs photos de son fils, ne parvient guère à le voir : deux fois - peu de temps - ces deux derniers mois. Adrien est retenu par la belle-famille, et, en fait, plus précisément par la belle-mère qui veut, elle aussi, une passion à son petit-fils. L'avocat ne supporte pas cette séparation, il veut faire céder M^{me} Elisabeth Cons-Boutbou. Et, bien sûr, il ne cache pas à ses proches qu'il a fait de surprenantes découvertes.

Théoriquement, M. Perrot a épousé une femme dont, selon l'acte

jamais existé. Deux semaines avant sa mort, il découvre que sa belle-mère, qui, bien que ne payant que 300 F d'impôts par mois en France,

Sports

Les catamarans fragiles merveilles

(Suite de la première page.)

C'est en regagnant le port de Concarneau que le bateau s'est « planté » dans une vague de plus de 10 mètres de hauteur.

Symbole des recherches menées depuis plusieurs années par les architectes navals pour améliorer les performances des bateaux de course, *Jet-Services* n'est toutefois pas le seul à avoir eu des déboires au cours de la saison. En fait, aucun des grands multicoques n'a terminé l'année sans avoir subi des avaries plus ou moins graves et répétitives. La course de l'Europe a provoqué, l'été dernier, une véritable hécatombe parmi les maxi-catamarans alignés au départ. *Formule-Ten* du Canadien Michel Bédard, *Région-Cat* d'Eric Loezou et *Région Nord-Pas-de-Calais* (ex *El-Aquitaine*) d'Alain Comyn ont démis dès la première étape. L'abandon de la moitié des vingt-deux concurrents et les victoires au cours de l'année 1985 de « petit » trimaran comme *Ker-Cadélor* de François Bouchet (18,28 m) ont fait réfléchir à la fois les commanditaires et les organisateurs de courses open.

Ces derniers, réunis à l'initiative de M. Jean-Louis Monneron, président de la Fédération française de voile, ont décidé à l'automne dernier de limiter la taille des bateaux à 22,80 mètres. Application le 1^{er} janvier 1987. Sans attendre d'y être contraint, Philippe Poupin, vainqueur de la course du *Figaro* en monocoque, a d'ores et déjà choisi de remplacer son maxi-catamaran *Fléury-Michon VII* de 25,90 m par un trimaran de 22 m.

Le dramatique accident de *Jet-Services* devrait accélérer cette tendance au retour à des bateaux de taille plus modeste. Sur son lit d'hôpital, Patrick Morvan reconnaissait : « On a peut-être voulu aller trop vite. Il faut remettre tout à zéro et imposer certaines choses aux architectes. Ce n'est pas bon ce qu'ils ont fait. On ne contrôle rien de la mer. »

Phénomène purement français, cette escalade technologique vers des « bêtes de course » de plus en plus rapides a sans doute vécu. Ironie du sort, le navigateur disparu dans le naufrage de *Jet-Services*, Jean Castonnet, était avant tout un spécialiste des monocoques. Il avait participé aux deux derniers défilés français dans l'*America's Cup* en 1980 et 1983, et n'était venu que récemment aux multicoques, dont il essayait de promouvoir la formule, aux États-Unis.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Carnet

Naissances

M. et M^{me} Claude FINZI sont heureux d'annoncer la naissance de

Benjamin, Clément, Elie, Isy-les-Moulineaux, 30-12-1985.

Brune GIBON, et Anne-Cécile ROUGNON, ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis Solal,

le 1^{er} janvier 1986 à Châtigny-Malabry.

Décès

Isy-les-Moulineaux.

M^{me} CADENNES, née Marie Migon, ancienne déportée à Ravensbrück, officier de la Légion d'honneur,

a quitté les siens le 3 janvier 1986, âgée de quatre-vingt-deux ans.

Le service religieux aura lieu à la chapelle de Notre-Dame-de-Sion, 11, rue Jules-Guesde, à Isy-les-Moulineaux, le mardi 6 janvier, à 9 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière de Gisors (Eure), vers 12 heures.

131, boulevard Pommaré, 51100 Reims, 12, allée de l'Yonne, 21000 Dijon, 5, rue de l'Isle, 27200 Gisors.

Sa femme, M^{me} Odette Fizezon, Sa fille, Véronique Fizezon, Ses frères et belle-sœur, et toute sa famille, ont le deuil de faire part du décès de

Adrien FIZEZON.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 janvier 1986, à 9 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs, ni couronnes.

M^{me} Célestine Viorot, sa mère,

M^{me} Claude Gay-Arroux, Ses sept enfants et neuf petits-enfants, M^{me} Falcot-Gay, sa sœur,

Ses compagnons de route, ont le deuil de faire part du décès survenu le 18 décembre 1985, à l'âge de cinquante-sept ans, de

François GAY, chirurgien-dentiste à Lambilly, professeur agrégé en ophtalmologie, thérapeute, sculpteur, peintre, poète et écrivain.

Le service religieux sera célébré le 3 janvier 1986 en l'église Saint-Médard, 141, rue Montfaucon, 75005 Paris, à 13 h 30.

Incinération au cimetière de Paris-Lachaise, à 15 h 30, selon la volonté du défunt.

Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, rue Combar, 75005 Paris.

Jean-David Guod, Emmanuel et Bernard Blanc et leurs enfants, M^{me} veuve Maurice Attali et ses enfants, M^{me} veuve Paul Sebba et ses enfants, Les familles Guod, Backouche, Bury, Naciri, Cohen, Guillaud, Et sa fidèle gouvernante Marie-Josée, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Yves GUEDJ, avocat au barreau de Marseille,

survenu le 31 décembre 1985.

1, Rue de Brignolles, 13006 Marseille, 39, rue de l'Amiral-Mouchet, 75013 Paris.

M^{me} Pierre Jaquet, ainsi que les familles parents et alliés ont le deuil de faire part du décès de

M. Pierre JAQUET.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 janvier 1986 à 14 h 30 au temple Saint-Jean de Mulhouse.

68100 Mulhouse, 7a, avenue Auguste-Wicky.

M. Jacques Lhent, son épouse, Rosanna et Valérie, ses enfants, M^{me} veuve Angèle Castagnol, sa grand-mère, M. et M^{me} Etienne Jean Castagnol, ses parents, M. et M^{me} Robert Lhent, ses beaux-parents,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Marcelle CHENEL, née Rasse,

remerciant très sincèrement tous ceux qui se sont manifestés et lui ont témoigné toute leur sympathie lors de l'annonce de son décès.

Elle repose la famille, M. et M^{me} Albert Machado.

2, rue des Capucins, 92190 Mondou.

Remerciements

M. et M^{me} Guy Cheneil, leurs enfants, ainsi que toute la famille de

M^{me} Marcelle CHENEL, née Rasse,

remerciant très sincèrement tous ceux qui se sont manifestés et lui ont témoigné toute leur sympathie lors de l'annonce de son décès.

Elle repose la famille, M. et M^{me} Albert Machado.

2, rue des Capucins, 92190 Mondou.

Anniversaires

Le 5 janvier 1986 nous quitte

M^{me} Lucie CHANROUX, née Marie Michèle.

Ayons pour elle une prière ou une pensée affectueuse.

M. et M^{me} Xavier Fricout, son beau-frère et sa sœur, M. Jean Bernard Lhez, son beau-frère, font part du décès accidentel, dans sa trentième année, de

Michèle LHEZ, née Castagnol,

survenue le 1^{er} janvier 1986 à Moutiers (Savoie).

Le service religieux sera célébré le mardi 7 janvier à 13 h 45, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 5, boulevard d'Aurelle-de-Paladine, 75017 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Passy.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Jean-André Nespo, son épouse,

M. et M^{me} Claude Nespo, M. et M^{me} Ange Scoffoni, M. et M^{me} François Battisti, M. et M^{me} Daniel Maillet, M. Jean-François Nespo, M. et M^{me} Yvanick Grondillon, M^{me} Chantal Nespo, ses enfants,

Jean-Paul, Dominique, Olivier, Florence, Pierre-Paul, Carole, Sophie, Amélie, Sarah-Jane, Elise et Julien, ses petits-enfants, et son arrière-petit-fils, Pierre-Jean, ainsi que ses frères, sœurs, parents et alliés,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Jean-André NESPO,

survenu le 29 décembre 1985, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux aura lieu le 31 décembre, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois de Fontenay-sous-Bois, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontenay-sous-Bois.

27, rue Bourdier-Lafare, 92600 Asnières.

M. Louis Pelorson, M. et M^{me} Jean Dinklaupier et leurs enfants

et les familles Belinout, Berna, Charrier, Delenne, Hirsch, Stock, Webb,

M^{me} Dominique Gharial, sa fidèle amie,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Andrée PELOLSON, née Hirsch,

agente de l'Université,

survenue le 29 décembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

10, avenue Railla, 06000 Antibes,

34, avenue Jean-Landy, 13001 Marseille,

42, rue de Chevalier, 96000 Polynésie.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Charles Gabriel THOMAS, ancien inspecteur des finances, directeur honoraire à la SNCF, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 2 janvier 1986 à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, muni des sacrements de l'Église.

Le service religieux sera célébré le lundi 6 janvier 1986 à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Bellevue, sa paroisse, avenue du Général-Gallieni, à Mondou. Réunion à l'église. L'inhumation aura lieu au cimetière de Passy, à Paris (16^e), vers 15 h 30.

De la part de : M^{me} Charles Gabriel Thomas, son épouse,

M^{me} Béatrice Thomas-Monneron, sa fille,

M^{me} Jean Thomas, sa belle-fille,

M^{me} Maurice Coustot, sa sœur,

Stéphane, Valérie et Fabienne Thomas, ses petits-enfants.

Ses sœurs, alliés, ses cousins, cousins.

Et toute la famille, M. et M^{me} Albert Machado.

2, rue des Capucins, 92190 Mondou.

Remerciements

M. et M^{me} Guy Cheneil, leurs enfants, ainsi que toute la famille de

M^{me} Marcelle CHENEL, née Rasse,

remerciant très sincèrement tous ceux qui se sont manifestés et lui ont témoigné toute leur sympathie lors de l'annonce de son décès.

Elle repose la famille, M. et M^{me} Albert Machado.

2, rue des Capucins, 92190 Mondou.

Anniversaires

Le 5 janvier 1986 nous quitte

M^{me} Lucie CHANROUX, née Marie Michèle.

Ayons pour elle une prière ou une pensée affectueuse.

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la détection de pericharactères pratiquée depuis 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM

« QUE RESTE-T-IL DE NOS PÉPLUMS ? » à l'Olympic

Les héros invincibles

A raison de deux par jour, l'Olympic Entrepris réunit treize films sous un titre bien nostalgique : « Que reste-t-il de nos péplums ? »

Que reste-t-il en effet de ce genre cinématographique italien, né dans la période fasciste pour exalter le souvenir de la puissance romaine (*la Couronne de fer*) mais qui a continué à se développer jusqu'au début des années 60, parce qu'il était bon de donner un peu de *glamour* à la rude histoire de notre civilisation. D'autres cinéastes, d'autres temps ont eu eux aussi leurs courses de chars, leurs héros tout en muscles. Mais le péplum, le vrai, ce n'est pas Ramon Novarro dans *Ben Hur*, ni la Bible revivante par Cecil B. de Mille, ni même le très idéologique américain *Spartacus* avec Kirk Douglas. Le péplum, le nôtre, c'est *Cinco*, les déesses de colonnes blanches, les palais aux piliers et la Méditerranée. C'est seulement ce charme, mélange de virtuosité et de bricolage.

Les films de l'Olympic sont cinéastes, y compris *Antinea*, qui n'est pas tout à fait un péplum, mais l'œuvre de Verdi, commentée par Eve Ruggieri dans la manière qui a fait sa gloire : le bavardage tasse de thé. La bande son est vieille, les extérieurs - trois palmiers dans un peu de sable - ont les couleurs ahurissantes d'une opérette de Francis Lopez, ou bien d'une publicité pour *boisson fruitée*. *Sophia Loren*, esclavie éthyopienne, passe au ton de nuit - ce n'est pas elle qui chante - porte les robes qui conviennent : drapé découvrant une épaule, soulignant le buste. Le pharaon - il ne chante pas non plus - a les joues pleines, le regard atone, et sous les plus croisés de la jupette, les cuisses gélées du parfait jeune premier de péplum.

Entre *Maciste*, *Hercule*, *Cléopâtre*, les derniers jours de Pompéi et ceux d'*Héroclitus*, le programme de l'Olympic ouvre la somme des thèmes : romanesque historique, mythologie, et carrément *féerie*.

Dans les péplums, l'amour même toute action, l'action est toute aventure : performances de cascadeurs sous forme de chevances, jeux du cirque, bagarres sans parler des exploits bion des invincibles héros qui, sans effort ou très peu, retiennent

une galère en tirant sur une grosse chaîne, s'enlacent à des lions, maintiennent de gros murs en train de s'écrouler, le temps de laisser fuir leurs protégés. Ils sont supérieurs, mais bons.

Les hommes, quels qu'ils soient, font preuve de courage, y compris les truies reconnaissables à leurs sourcils touffus, les notables ventripotents, jousseurs, dépossés mais dignes. Les femmes sont belles. Les malfaisances sont généralement brunes, lourdement maquillées à l'eye liner extrême-oriental, coiffées crépé ou tiré pour mettre en valeur le creux des pommettes, bardées de

foule des civils. Dans l'un et l'autre cas, ils n'ont rien d'autre à faire qu'à courir partout dans une pagaille italienne - le public des cirques, vu de loin, est peint sur toiles. Ils tombent, terrassés par l'éruption du Vésuve ou par les poings des invincibles héros. On voit alors que, sous les tuniques au-dessus du genou pour les militaires et au mollet pour les simples citoyens, ils gardent leur « Eminence », alors que les invincibles héros portent des slips assortis à des mini-tuniquettes qui, au moindre mouvement, dégagent l'aroudi de la fesse.

Com kilos de chair ferme et des cheveux bouclés : tel est le héros



Antinea et le chape (Hercule à la conquête de l'Atlantide)

bijoux géants sur des fourreaux sifflants. Les douces, en revanche, sont forcément blondes, rondes, fraîches. Elles dévotent des bribes de leurs corps par inadvertance, dans un envol de voile fluide.

Toutes les variantes de la mode tunisienne et toge sont admises, plus une grande fantaisie dans l'armement, dans les cuirasses ornées de clous, haubert et ceintures, qui passent d'un film à l'autre avec de légères modifications et un redoré bûit des casques gréco-égypto-romains couvrant le visage, donc réservés aux figurants. Ainsi, les mêmes représentent l'armée et la

invincible avec qui le metteur en scène doit donner du rêve aux spectatrices et spectateurs. Vittorio Cottafavi, le baroque, envoie *Hercule* (Reg Park, immensément massif) à la conquête de l'Atlantide. Il affronte d'abord Protée sous plusieurs métamorphoses, puis une Antinea aux yeux diaboliques, juchée sur des cothurnes. Elle pratique la sorcellerie, jette des malheurs dans un camp où leur diocèse une sorte de lèpre, s'entoure d'une armée de clones ondules blond albinos (Hitler-Antinea, même combat). *Hercule*, fils de Zeus, aidé par des visions prémonitrices, ne sau-

combera pas. On s'en doutait, mais on suit sans rien perdre, car Vittorio Cottafavi est un maître.

Ricardo Freda aussi, qui emmène *Maciste* dans un enfer de carton-pâte, néanmoins superbe, où des damnés verdâtres gémissent et se tortent. Là, dans une flaque d'eau, le héros invincible revêt son passé, c'est-à-dire les scènes-choc de ses films précédents. Peu importe si, depuis, l'acteur a changé. Un plan de coupe du nouveau *Maciste* intercalé de temps en temps fait l'affaire.

Au grand Freda rien d'impossible, alors que Victor Tourjanski fait de *Cléopâtre*, une reine pour *César* (Pascale Petit en soutien-gorge baleiné) une comédie d'intrigue et de pouvoir dans des intérieurs de palais arabe, et que Sergio Leone se traite avec ses *Derniers Jours de Pompeii*. Il fait de la seconde main sur un genre déjà, non pas parodique, mais hétéroclite, qui doit faire croire à un jeu aux règles simples et aux ficelles énormes.

Le péplum est la version animée d'un art que les Italiens ont poussé au plus haut point de raffinement : le roman-photo. Bien que le public soviétique, à cause du *glamour* frénétique, lui ait attribué un second degré glorieux, il est fait pour un public qui prend le temps de lire les bulles, de contempler les mimiques, de soupirer sur les chastes étreintes. Le péplum aussi prend son temps. La caméra s'attarde sur un biceps, un mollet, l'échancrure d'un décolleté, une ceinture, un rictus.

Alors, la génération pressée du *baby boom* n'a pas marché. Aux héros invincibles, propres débuts comme dedans, elle a préféré les cow-boys pervers et mal rasés des westerns spaghetti, la sauvagerie nerveuse des karaté-films, la noire beauté des motos rugissantes qui dérapent sur l'arc-en-ciel d'une flaque d'huile.

Que reste-t-il de nos péplums ? Une grande tendresse, des souvenirs et, surtout de l'Olympic... le dos douloureux et les pieds gelés pour avoir passé quelques heures sur des fauteuils durs, dans une salle polaire, devant une copie rayée, loquante, le voir pour 30 francs la séance.

COLETTE GODARD.

PORTRAIT

MARTIN SEGAL, PRÉSIDENT DU LINCOLN CENTER DE NEW-YORK

L'homme de la liberté

« Il y a deux ans, mon père, qui était alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, est tombé malade en Floride. C'était la première fois qu'il était malade. Je suis allé le voir et nous avons évoqué ses souvenirs. Se rappeler-il son arrivée aux États-Unis ?

— Et toi ? m'a-t-il dit.

— Beaucoup de bruit, il faisait froid, il pleuvait (on était en février). Le ciel était rempli de nuages. La statue de la Liberté disparaissait dans les brumes. Notre oncle nous attendait sur le quai... Mais toi ? ai-je insisté à mon tour ?

— C'est à peu près ça, sauf que nous ne sommes pas arrivés à New-York mais à Boston, et il n'y avait donc pas de statue de la Liberté, même dans les brumes.

— Pourquoi m'a-tu laissé rêver ainsi cette arrivée ?

— Si c'est ainsi que tu préfères t'en souvenir, c'est très bien.

C'est vrai, j'avais vraiment adopté ce symbole, la Liberté était devenue une part de ma vie.

Le Lincoln Center devient ainsi une plaque tournante de la culture largement ouverte sur l'extérieur, en particulier vers la France. Yves Montand en 1982, les Ballets Roland Petit et le *Carmen*, de Peter Brook, en 1983. Une fois la machine en route, Martin Segal s'efface : « Le rôle d'un homme d'affaires, même s'il pense avoir du talent, ce n'est pas de décider quelle musique doit être jouée. » Ainsi a-t-il mis sur pied la Film Society du Lincoln Center, mais n'a jamais, dit-il, voulu depuis dix ans se rendre à une réunion du comité de sélection ni même voir un film retenu avant le public.

« Aux États-Unis, dit Martin Segal, plus on abat de travail, plus on vous en donne pour vous récompenser. » Plus on s'en donne, devrait-il ajouter. Et 1986 lui permet d'associer ses deux passions, la liberté, la France. On fête, en effet, en octobre, le centenaire de l'installation de la statue de la Liberté dans l'île de Bedloe, à New-York. Et c'est la France qui l'offre aux États-Unis, sans d'ailleurs que ce volumineux cadeau soit aussitôt accepté avec l'enthousiasme et la reconnaissance espérés.

Le président du Lincoln Center cependant répara largement les hésitations du passé en organisant à partir de l'été prochain le *Festival de la Liberté* sous le label « France salutes New-York ». (La France salue New-York). Le Festival aura lieu alors qu'on inaugure la statue de Bartholdi, renouée avec la collaboration d'entreprises et d'ouvriers français (*le Monde* Aujourd'hui, daté 11-12 août). Martin Segal tend d'ailleurs à donner raison à notre ministre de la Culture, et tient des propos carrément « anti-imperialistes » : « Nous devons reconnaître davantage, dit-il, le rôle du reste du monde dans le domaine des arts. » Il ajoute : « New-York et Paris sont des alliés naturels. » Et il le prouve.

Revenu à New-York, il va, en 1974, présider la commission de la Ville sur les affaires culturelles, et entrer au conseil d'administration du Lincoln Center pour le performing arts, dont il devient président en 1981. En présidence, cela veut bien dire président, pas directeur artistique. Il doit faire vivre et gérer le Centre. Comme il faut, par exemple, « arranger les finances et trouver pour cela quelque chose d'excitant », il va chercher Chaplin à Londres et lui fait présider un premier grand gala. Puis ce sera Fred Astaire, Hitchcock, Truffaut...

Martin Segal, qui raconte cette anecdote, a cinq ans lorsqu'il arrive aux États-Unis, en 1921. Il est aujourd'hui président du Lincoln Center, colossale institution new-yorkaise dont le budget annuel s'élève à 170 millions de dollars, soit à peu près le double du budget des affaires culturelles de la Ville de Paris. Au Lincoln Center, Martin Segal a pour charge la gestion d'institutions aussi prestigieuses que le Metropolitan Opera, Le New York City Ballet, le New York Philharmonic Orchestra, le Théâtre Vivien-Baumont, etc. Un vrai rêve américain puisque le petit Martin né en 1916, à Vittebet, en Russie, a émigré avec sa famille, sans le sou. Il a à peine onze ans et son frère aîné lorsqu'ils doivent commencer à la faire vivre. Avec tardif du père : « Beaucoup d'entre vous doivent se demander pourquoi j'ai arrêté de travailler à quarante ans. Parce que j'avais deux fils très, très, très ambitieux. Les conquérants commencent tôt. »

Jusqu'à quinze ans, Martin Segal ne travaille qu'à mi-temps, l'autre part de sa vie étant tout de même consacrée aux études. Mais il abandonne tout à fait l'école pour entrer dans les assurances. Et plancher quelques années sur l'espérance de vie des futurs retraités... A dix-neuf ans, il se lance dans la distribution de films : *Potentilla*, *Naissance d'une nation*, *M. le Maï*... : « Un épouvantable échec financier », avoue-t-il. Mais l'apprentissage passe aussi par les échecs.

Autre échec, dont il parle avec autant de distance et de malice, celui de ses ambitions picturales : « Je voulais être peintre, dit-il, heureusement que j'y suis pas parvenu. » Pour juger sur pièces, il faudrait fouiller dans les

archives de la Grande Chaumière, à Montparnasse. C'est à Paris, en 1936, que Martin Segal, homme d'affaires reconnu, décide d'abandonner la plupart de ses activités au profit des arts. Il habite alors à l'Hôtel Raphaël (pas précisément un atelier de rapin fuché), et se rend tous les matins dans le célèbre atelier de Montparnasse...

FRÉDÉRIC EDELMANN.

EXPOSITION

Marcello Dudovich affichiste et triestin

Ah ! Fitala... Depuis novembre dernier, Paris célèbre la ville de Trieste, et ce jusqu'en mai 1986. De la Concorde à Beaubourg, il n'est question que de cette ville portuaire de l'Adriatique qui, un temps aux mains des Habsbourg, fut aux confins de l'Italie comme une seconde Vienne. Inutile d'en remettre, tout a été dit sur les bénéfices de ce brassage cosmopolite. Même le Théâtre de l'Odéon rendra les honneurs à Italo Svevo, l'écrivain par excellence de cette cité frontalière. Sujet épuisé alors ? Eh bien, non, le Musée de l'Affiche offre ses cimaises à l'œuvre d'un inconnu en terre de France, Marcello Dudovich (1878-1962), l'un des premiers maîtres de l'affiche italienne. Période choisie : 1900-1930. A voir ainsi une fraction de cette production prolifique qui s'étend sur soixante ans, on demande bien pourquoi tout cela a été ignoré. Minutieusement organisée, l'exposition accorde une large place aux travaux effectués pour le compte de deux grands magasins de vêtements, les établissements Mele (Naples) entre 1907 et 1914 et la Rinascente (Milan) de 1921 à 1927. Désormais ces deux séries démentiront les critiques toujours prêts à présenter Dudovich comme le père des petites femmes légères. Non, les créations qui déambulent fiévreusement habillées sur les placards publicitaires de Mele offrent une image très concentrée de l'élégance. En quelques années, ces élégantes s'émancipent du style *liberty* (art nouveau) de leurs débuts pour s'afficher avec plus d'aisance et moins de fioritures dans des compositions aux tons très contrastés. Le côté décoratif s'estompé au profit d'une mise en scène où la présentation du produit donne lieu à de véritables trouvailles. Voici les solutions les plus surprenantes.

On multiplie les références, deux lignes plutôt qu'une pour les robes. Tri. Soit on miniaturise : l'oiseau au long cou des alcoolisés Carpano s'échine à boire dans un verre

minuscule. Soit encore l'inverse : la « malheureuse » collection du dentifrice *Trybol* tombe dans un verre à dents gigantesque. Enfin, ultime métaphore, Billy, le chien bondissant des pellicules Agfa, n'attend qu'un ordre pour passer à l'action.

Rien donc de compassé, l'humour s'accorde d'une sorte d'allégorie. Dudovich vit, il utilise les techniques pour la faire savoir. Un détail, certes, mais qu'il répète à plusieurs occasions. Le fondard du bonhomme Michelin claque au vent, celui de la bonne femme Pirelli enveloppe la conductrice. M^{me} Agfa a la turban géométrique, etc. Mince histoire que ce bon de tissu pour la décoration des emballages. L'écrit s'écrit à la façon de l'incroyable santé commerciale des imprimeries de l'époque. Elles fournissaient défilants, étiquettes, invitations, menus, bref tous les documents nécessaires au développement de l'activité industrielle, peuplant ainsi une demande accrue de typographes et de lithographes. L'entreprise Modiano à Trieste, par exemple, exportait son papier à cigarettes sur les marchés internationaux et faisait travailler ses propres employés à la décoration des emballages. C'est dans une maison similaire - chez Ricordi à Milan, le spécialiste de la partition musicale, qui possédait un atelier de dessin tous azimuts - que Dudovich réalisera ses affiches pour Mele.

Voilà donc le contexte, encore faut-il que l'œuvre soit pertinente. Le tour de ce lieu, il se nomme Fernando Salco : sans lui il n'y aurait rien ou presque rien. Comptable de son état, il entreprit de collectionner tout ce qui sortait des presses. A sa mort, il avait amassé quelque 24 000 affiches, dont 656 signées par Dudovich. Chapeau bas, la collection Salco est entrée dans la légende, et Dudovich à Paris.

BERTRAND-RAISON.

* Musée de l'Affiche et de la publicité, 18, rue de Paradis, 75010 Paris, jusqu'au 6 janvier.

« LES LOUPS ENTRE EUX », de José Giovanni

Travail d'équipe

Lorsqu'on a des loups dans les jambes, une seule solution : leur lâcher un chacal dans les pattes. A ce niveau de stratégie, élaborée par un monstre froid et cultivé, le docteur Strain, le discours suit. Premièrement, les causes sont justes ou non, mais les moyens pour les défendre sont les mêmes. Deuxièmement, les méchants se l'emportent pas au paradis, cependant, Dieu reconnaîtra les siens. Chez José Giovanni, on a beau être une brute, on n'en est pas moins homme, avec sentiments et petites faiblesses.

Les terroristes veulent détruire l'Occident. C'est simple. L'Occident se paie une barbouze en chef (Claude Brasseur) pour libérer le général de l'OTAN séquestré par l'ennemi. C'est le film. La force-reuse des rouges est défendue par une faiblesse à pic sur la mer, et une caméra ultraperfectioennée. Ce sera un travail d'équipe.

Il sont dix, puis neuf, puis pas grand-chose à la fin. Il y a l'étranger impulsif qui met sa susceptibilité dans sa moustache ; le tireur d'élite qui craque quand sa victime le regarde dans les yeux ; le tailleur malade qui a couché un enfant Noir sur son testament ; le Giton ami des chiens qui ne se séparera pas de sa gourmette, cadeau de sa maman. Il y a encore le bûbleur gaffeur, mais aucune porte ne lui résiste ; le gamin trop nerveux, mais il veut casser du preneur d'otages, et il sera utile. Bernard-Pierre Donnadieu, Gérard Darnon, Jean-Hugues Anglade, Daniel Duval et les autres sont très bien dans la peau de ces gens, fréquentables uniquement à l'écran.

Tous sont des nœuds, à l'exception de l'apaisante qui œuvre pieds et mains nues. Tous vendent très

cher leurs compétences. Ils ont été sélectionnés par Claude Brasseur en fonction de leur passé, qui émerge petit à petit dans l'histoire.

La réalisation se souvient qu'il a travaillé avec Jacques Becker sur *le Trou*. La constitution de l'équipe, l'entraînement avant le grand jour, sont autant de bons moments astucieusement agencés. On en restera à la volonte, entre blagues et chamailleries de mauvais goût, entre gadgets et prouesses. Un vrai mouvement parcourt l'ensemble, avec un sens des espaces et des décors qui dépayse. Malheureusement, il faut bien passer à l'attaque.

La psychologie de chambre va mieux à Giovanni que l'action de commando. La faiblesse est escaladée, la caméra et les chiens neutralisés, les godeliers mitraillés. La confession écrite du pauvre général (arrachée à force d'humiliation) est rattrapée à temps. On s'en doute, car il y a encore du chemin avant de boucler les deux heures du film, on s'enlise dans le massacre, on ne compte même plus les corps.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films nouveaux.

CHAI LOT THEATRE NATIONAL
LUCRECE BORGIA
VICTOR HUGO - ANTOINE VITEZ
DERNIERES
GRAND THEATRE 47 27 81 15

LE CARRÉ
SILVIA MONFORT
interrompt les représentations de «BAJAZET» de Jean Racine, pour cause de tournage, jusqu'au 7 JANVIER 1986 inclus.
LA LOCATION RESTE OUVERTE

prolongation jusqu'au 18 janvier à 20 h 45 et 12 à 15 h
LE SAPERLEAU
DE GILDAS BOURDET AVEC FRANÇOISE BENEJAM CHRISTIAN DRILLAUD AGNES MALLET GUY PERROT
AU THEATRE DE L'ESCALIER D'OR
18 RUE D'ENGHEN - 10°
LOC. 42 74 22 77

LE 8 JANVIER VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC ORIANE

Bravo Boujenah !

Il n'y a pas de quoi pour lui en parler ! On l'a vu à Noël parmi les raconteurs d'histoires ; on le verra dimanche dans un one-man-show époustouflant. Son premier film, *... et un couffin*, est un triomphe, alors... ? Suivant, *Voyage à Paimpol*, vient de sortir. Ne ? Tulus ? à trois ? est juif, donc humoriste... Michel Boujenah.

Son spectacle les *Magnifiques* a été filmé par FR 3 en 1984 : c'est un développement de premières années. Alibert, en 1981, qui a engendré la galerie d'œuvres, tous interprétés

Boujenah. Il y a d'abord les trois frères, Gugliu le colérique, Julo le pacifique et Maxo le lent... se retrouvent le samedi pour une interminable partie de poker commencent il y a vingt-cinq ans. Interviennent... Simone Boutbou, qui donne qui aurait voulu... trépidante, Victor, son fils, qui cite dans le... l'amoureux italien... Simone, sans... le petit dernier qui... des questions impossibles à... sur l'amour, le... de la vie, l'origine du vent...

Une performance du Bouje-
FAL. D'une...

Il s'agit en fait des **révolutions** du **cinéma** évoque l'émotion de l'exil sur une **musique** facile ou encore plaide pour la transmission de père en fils de la mémoire et de la culture nord-africaines, se **transforme** en tour pitre, comédien et **même** prophète qui n'hésite pas à apostropher l'Éternel... tout cela dans une cadence étourdissante !

ALAIN WOODROW.

■ **Les Magnifiques**, de Michel Boujenah, dimanche 5 janvier, 20 h 35, FR 3.

SITUATION LEA-31-86 A O h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 5-01-86 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 janvier à 19 heures et le dimanche 5 janvier 1996 à minuit.

Une perturbation va traverser le pays amenant de l'air océanique plus doux.

Dimanche matin, le ciel sera couvert de la Bretagne, au Nord, à la Champagne, au Massif Central et à l'Aquitaine. Sur ces régions, des averse précédées de pluies verglaçantes ou de neige, se produiront. Sur le reste du pays, le ciel sera d'abord nuageux, avec des brumes et de brouillards girants se formeront dans le Nord-Est, la Lorraine et l'Est du Massif Central. Au cours de journée, la zone de temps couvert et pluvieux se décalera vers l'Est pour être située le soir de la Bretagne, de la Normandie, de la Picardie, de la Champagne et du Sud-Est. Il y aura sur les reliefs au-dessus de 1 000 à 1 200 mètres. A l'arrière, le ciel restera très nuageux

accompa-
Bretagne
Nord-Est
renforcés
la Manche

Les te-
hauses à
3 degrés
ailleurs,
avec des
dans l'Est
la Méditer-
raée fran-
Sud, de l'

Tempé-
rature
journe
de la Bre-
tagne (4
vier) : à
10 ; et 7
1 ; Bre-
tagne

de de fréquentes avaries de la
la Haute-Normandie et au
Nord-Ouest de la France.
sur les côtes atlantiques et le
Nord-Ouest de la France.

opérations minimales seront en
la moitié nord-ouest, de 6 à
Bretagne, de 3 à 5 degrés
baisse sur une moitié sud-est
de 3 à 4 degrés négatifs
de 0 à 2 degrés près de
arrivées. Dans l'après-midi,
de 8 à 12 degrés du Nord au
8 degrés dans le Nord-Est.

Températures (le premier chiffre
maximum enregistré dans la
3 janvier, le second le mini-
mum) : 10 à 12 ; Paris, 10 à
10, 10 ; 10 à 10 ; Biarritz,
10, 10 ; 10 à 10 ; Brest, 10
et 10 ; Cannes, 10 et 5 ;

Cherbourg, 6 et 1 ; Clermont-Ferrand,
et 1 ; Dijon, 8 et 3 ; Dinard,
et 1 ; 10 à 10 ; 10 à 10 ;
M.-H., 9 et 1 ; Grenoble-St-Geoirs,
10 ; La Rochelle, 9 et 2 ; Lille, 5 et
10 ; Limoges, 6 et 1 ; Lorient, 7 et 3 ;
Lyon, 10 et 2 ; Marseille-Magnan, 10
et 3 ; Nancy, 8 et 2 ; Nantes, 6 et
10 ; 10 à 10 ; 5 ; Paris-Montsouris,
10 ; Pau, 10 et 1 ; Pau, 10 et 1 ;
Perpignan, 13 et 7 ; Rennes, 6 et 3 ;
Rouen, 8 et 3 ; Saint-Etienne, 10
et 1 ; Strasbourg, 9 à 0 ; Toulouse, 11
5 ; Tours, 6 et 1.

Températures relevées à l'étranger
Alger, 17 et 10 ; Genève, 8 et 2 ; Li-
bonne, 13 et 7 ; Londres, 9 et 4 ;
Madrid, 12 et 1 ; Rome, 11 et 10 ; Stock-
holm, 2 et 2.

(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

PROBLÈME N° 4133

[illegible]

- pièce s. - 11. Démarre en charge
 qui ont fait sur eux la tête
 ailleurs. - 12. Est à la tête de
 nombreux bouquins. Pour en lire
 quelque chose, il ne faut pas hésiter
 à le frapper. - 13. Réserve d'eau
 pour donner, le juste
 envie de gagner le large. - 14. On
 aiguille. - 15. La place de la
 porte garde plus que
 son âge. - 15. Il doit exister
 prolongé. Ne perd
 tête. Avec elles, on
 pas mettre de la
 plaque.

Solution du problème n° 4102

Horizontalement
 I. Casanière. - II. Oculistes. -
 III. Uiles. - IV. Lieu. User. -
 V. IV. Muettes. - VI. Sitars. Up.
 VII. SS. G.I. - VIII. Auteute.
 IX. Néc. Aérés. - X. Nullité.
 XI. Emua. Lee.

Verticalement
 1. Couilissante. - 2. Activiste. -
 3. Ténu. - 4. Allumage. Us. -
 5. Nic. Urinal. - 6. Tell. -
 7. Et. St. - 8. Revêtu. -
 9. Réponse.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL—

~~Les~~ publiés au *Journal officiel*.
du vendredi 3 janvier :

DES DÉCRETS

● N° 22-1499 du 30 décembre 1985 portant création de commissions départementales de l'information historique pour la paix.

● N° 22-1499 du 31 décembre 1985 relatif aux modalités d'application de l'article 21 de la loi n° 83-1017 du 11 novembre 1985 (dépenses d'équipements immobiliers).

● **Pluri** du 23 décembre 1981 : portant nominations et promotions dans les grades des officiers de

UNE LOI
■ N° 85-1496 du 31 décembre
1985 relative à l'aménagement fon-
cier rural.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est certainement pas eux
qui démentiront le proverbe « le

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 5 JANVIER

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, répond aux questions des journalistes, à 12 h 30.
- M^{me} Marie-France Gaud, ancienne collaboratrice de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac, à l'initiative de l'émission « Le grand jury RTL-A Monde », sur RTL, à 18 h 15.
- M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, participe au « Club de la presse d'Europe 1 », à 19 heures.
- M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, est le grand témoin de l'émission « Sur scène » de TF 1, à 19 heures.

LUNDI 6 JANVIER

- **MM. Pierre Arthog**, ministre de l'économie des finances et du budget, et **Jean-Pierre Fourcade**, ancien ministre de l'économie et des finances, participent au « Face au public » de France-Inter, à 19 h 15.

CULTURE CLAP
le magazine de la culture qui bouge
FR3 dimanche 18 h

18 h Culture clap.
Avec *Sapho*, la chaussette qui dérange.
18 h 30 Jeu : Documents secrets.
18 h 15 Émissions pour les jeunes.
18 h 25 Quelques mots pour le dire.
19 h 30 RFO habdo.
20 h Série : Benny Hill.
20 h 35 Les Magnifiques : show Michel Boujenah.
Réal. Paul Boujenah.
(Lire notre article ci-contre.)
21 h 35 Aspects du court métrage français.
21 h 55 Journal.
22 h 30 Cinéma ■ miniuit (cycle Clark Gable) : ■
Cargo maudit.
Film américain de Frank Borzage (1940), avec J. Crawford et G. (v.o. sous-titré). N.
Dernier, dans l'un et un illuminé, s'échappent d'un bagne de Guyane et portent sur un cargo où se trouve sa femme.

Le Monde REGIONS

CHERBOURG, capitale des techniques de la mer

IMPLANTÉ sur une ancienne décharge publique, le futur Institut national des techniques de la mer de Cherbourg, qui fonctionne dans la provisoire depuis sa création en 1982, construit l'arrivée de la prochaine promotion.

Se première a posé le 10 décembre par le lo- qui ont dû battre d'arrache-pied les fondations confondues — et payer de leurs deniers la réalisation d'un bâtiment à la forme architecturale audacieuse, signé Jacques Rougerie.

Auteur des Maisons de la mer de Boulogne et de Lorient, et de projets très ambitieux à Miami et Osaka, celui-ci a imaginé une sorte d'animal marin au droit de l'emprise est de la digue qui abrite le port artificiel de Cherbourg, d'une superficie de 1 500 hectares.

La tête du « monstre » abritera un amphithéâtre de deux cents places, des salles de cours et de travaux pratiques, sur trois niveaux avec une annexe extérieure et une autre en sous-sol. D'immenses vitrines en plexi inclinées serviront de carapace à un ensemble qui coûtera 11 millions

de francs financés par l'État, le département de la Manche, la commune de Cherbourg et le conseil général de la Manche. Les autres intervenants étant le conseil régional de Basse-Normandie, la chambre de commerce et d'industrie de Cherbourg et l'État dans le cadre du contrat de plan avec la région.

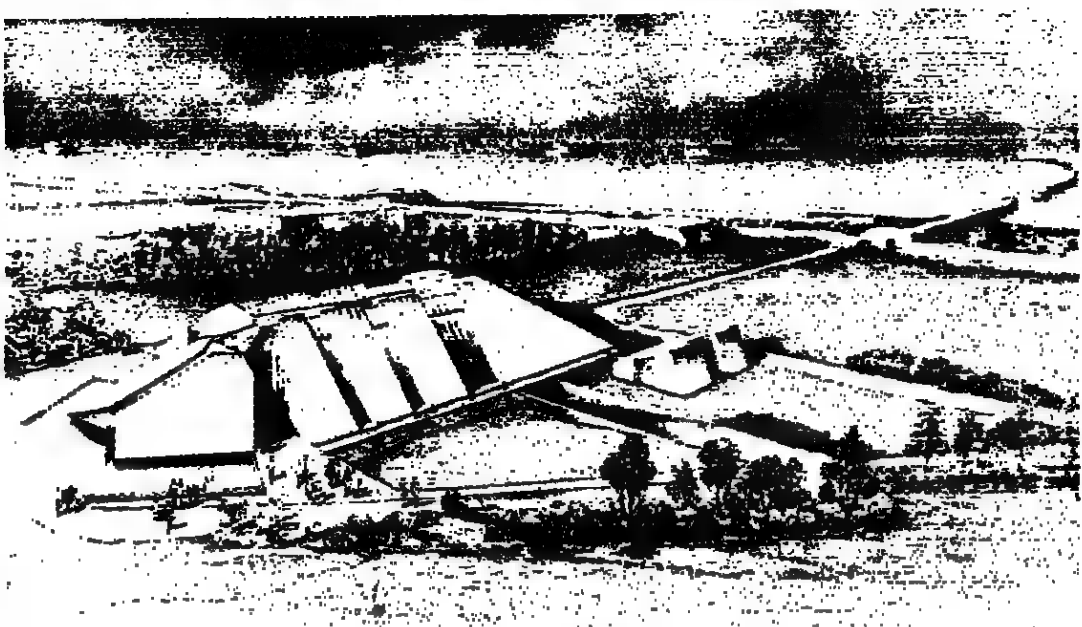
Sous l'impulsion d'un nouveau directeur désigné par le Conservatoire national des arts et métiers, chargé de gérer l'établissement, l'enseignement dispensé par l'Institut a été par ailleurs réorganisé en tenant compte de la difficulté à trouver un emploi qu'ont éprouvé à ce jour les « techniciens supérieurs de la mer ».

Les options proposées aux étudiants des trois premières promotions paraissent en effet ne leur avoir procuré que de très rares emplois dans les organismes publics ou parapublics du type Ifremer, CNRS, EDF et laboratoires marins. L'offshore, sur lequel on fondait beaucoup d'espoirs il y a quatre ans, n'a pas tenu ses promesses, et l'aquaculture n'a pas offert aux jeunes diplômés les responsabilités, et partant les rémunérations qu'ils pouvaient espérer en envoyant leur candidature.

Ancien du CNRS et des laboratoires marins de la Hague (CEA), Jean-Claude Guary, le premier directeur résident à Cherbourg, a prévu un tronc commun pour la première année d'étude à l'Institut, puis le choix entre trois options — techniques de biologie marine, de géochimie marine ou de physique appliquée à la mer — avec accent sur l'informatique et la modélisation. Les étudiants qui n'ont pas d'aptitude particulière. Les jeunes filles sont de plus en plus nombreuses, en effet, à se porter candidates. On en compte autant que de garçons au sein de la quatrième promotion prévue en septembre 1985.

Demain l'aquaculture

Mais la nouveauté ne concerne pas seulement l'organisation des études théoriques. Les travaux pratiques aussi seront améliorés par la mise à la disposition des futurs « techniciens de la mer » de deux navires océanographiques que le CNRS a confiés à l'Ifremer, le Phébus II et le Phébus III. Ils seront ainsi disponibles dix jours par an. En outre, une station expérimentale



La maquette du futur Institut national des techniques de la mer de Cherbourg.

d'aquaculture sera mise en cours d'installation à Saint-Vast-le-Hougue, sur la côte est de la presqu'île du Cotentin, pour favoriser la mise au point de techniques d'exploitation de l'aquaculture par les professionnels.

Un dernier mot à la signature, un mot à la mer, pour le futur Institut national des techniques de la mer de Cherbourg. Il est le symbole de la capacité professionnelle des diplômés de l'Institut. Plus

de ceux d'entre eux l'attendent avec impatience, car cela leur permettrait d'obtenir une concession du domaine maritime sans avoir à justifier de quatre cents heures de stage en exploitation aquacole pour pouvoir créer leur propre entreprise.

Reste à faire venir à Cherbourg, selon Jean-Claude Guary, un enseignant orienté vers la microbiologie marine et la recherche en

biotechnologie appliquée au milieu marin : « C'est fondamental pour les axes de recherche prioritaires que nous nous sommes fixés : l'aquaculture nouvelle, par l'amélioration des élevages, et l'étude de la biogéochimie et biogéophysique marine, en liaison avec les laboratoires de l'Ifremer et du CEA (radiocologie marine) », explique le directeur de l'INTMC.

RENÉ MORAND.

AQUITAINE

Bordeaux joue l'Espagne

Pour marquer l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, les villes de Bordeaux et de Madrid, depuis 1984, ont décidé d'organiser en liaison avec leurs universités et leurs chambres de commerce et d'industrie toute une série de manifestations culturelles et économiques : Festival andalou à Bordeaux dès janvier puis exposition de peintres et de sculpteurs espagnols, colloque à Madrid sur « La pénétra-

tion du monde espagnol par les vins français », échanges de missions de chefs d'entreprise sous l'égide de deux chambres de commerce, de la médecine tropicale, etc.

Dans une lettre commune adressée à la presse française et espagnole, Enrique Tierno Galvan, maire de Madrid, et Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, déclarent que « l'établissement de la coopération entre ces deux villes possède des atouts économiques de taille et va jouer un rôle capital dans le déve-

loppement des échanges entre l'Espagne et le reste de l'Europe ».

BRETAGNE

Le souvenir de Beg-an-Fry

Le capitaine Birkin, commandant d'une vedette anglaise, ne s'est pas qu'il aurait une fille, Jean, qui serait célèbre. Le résistant Birkin ignorait qu'il conduirait la vedette politique qu'il amorpait. Le premier débarqua le second, en grand secret, sur une plage bretonne particulièrement sauvage, le 24 février 1944 (1). Morand remémorait l'entrevue qu'il avait eue à Alger avec le général de Gaulle. Il ne s'était pas plu.

M. François Mitterrand, Morand, qui a toujours attaché une valeur sentimentale aux lieux chargés de mémoire, a dû se remémorer la nuit de la mort de Birkin à Beg-an-Fry-en-Guimac (Finistère).

Un autre a été proposé pour l'implantation de la nouvelle centrale nucléaire Breizh (le Monde daté 29-30 décembre). Il ne s'y est pas montré intéressé.

documents d'époque. Une salle de projection et une salle de travail accueilleraient les chercheurs dès le début de 1986. Un vidéo-club de la Résistance est en cours de constitution : il regroupera des documents d'époque et films évoquant cette période.

* 88, avenue Marx-Dormoy, route nationale 4, Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) (fermé le mardi).

LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'INSEE par Minitel

En vue d'un accès plus facile et rapide à l'information régionale, la direction pour le Languedoc-Roussillon de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) à Montpellier offre par Minitel un service qui ne coûtera que le prix de la communication téléphonique.

Il suffit d'appeler le 67-64-31-00, service INSEE. En tapant sur le clavier « Info », on obtient des renseignements sur l'INSEE ; avec « Eco », les données régionales (état civil, population, marché du travail, logement, etc.) ; avec « Théco », la conjoncture régionale (agriculture, prix, commerce, bâtiment et travaux publics, chômage, etc.) ; enfin, avec « Indico », les principaux indices depuis 1980 (prix de la consommation, de la construction, des finis publiques, BTP, SMIC, etc.). Le système est mis à jour en permanence.

En même temps, la direction languedocienne de l'INSEE a mis en place un service produit. Complétant les publications annuelles, à parution parfois un peu tardive, elle leur ajoute une « revue graphique » à lire sous l'azimut de la lune de bord remis à jour tous les deux semaines.

Au sommaire : l'agriculture (récolte, stocks, cours, etc.) ; l'industrie (production, demande, stocks, capacité de production, etc.) ; le bâtiment et les travaux publics, le commerce gros et détail, les prix, le marché du travail et l'emploi.

Tous les indices fournis sont régionaux, à l'exception de celui des prix, élaboré sur le plan national.

NORD-PAS-DE-CALAIS

LILLE. — Parmi les 37 000 jeunes chômeurs de moins de vingt et un ans recensés dans la région Nord-Pas-de-Calais, deux sur trois ont pu accéder au dispositif des travaux d'utilité collective. En chiffres tout au moins, c'est un bon point pour la région, qui se place ainsi au premier rang des régions françaises par le nombre de stages offerts : quelque 5 000 conventions ont été signées, offrant au total 36 500 stages TUC.

Mais tous ces postes n'ont pas été utilisés ; des jeunes sont demeurés en dehors du dispositif, soit pour des

raisons géographiques, soit par manque d'information de la part de certains organismes d'accueil.

Ainsi, dans le département du Nord, 21 000 places étaient offertes aux jeunes, mais seulement 17 500 jeunes en ont bénéficié au cours de l'année : au 1^{er} décembre, ils n'étaient qu'en peu plus de 11 000 en activité.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Luminy et les biotechnologies

Le conseil régional et la chambre régionale de commerce et d'industrie Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse ont créé en 1983 un centre de biotechnologies (CT-Bio), qui a reçu, pour la durée du IX^e Plan, 1,3 million de francs par an de subventions. Cela dans le but d'attirer sur le campus de Luminy, au sud de Marseille — où se trouve déjà le plus important laboratoire d'immunologie de France, dont la présence a engendré la création d'immunotech, première société de recherche fondamentale en immunologie, — des industries liées aux biotechnologies.

Depuis deux ans, M. Daniel Pardo, directeur de CT-Bio, a multiplié les contacts. Mais pour l'instant la partie n'est pas gagnée. A mi-juillet, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ne forme pas assez d'ingénieurs ; la recherche industrielle n'est servie que par le service de la recherche pas en mesure de relayer la recherche fondamentale et de lui donner des applications ; enfin, les moyens d'accueil manquent. Aussi, la chambre régionale de commerce a le projet d'aménager à Luminy 2 000 m² de locaux à l'intention de PME spécialisées dans les biotechnologies.

(Renseignements : CT-Bio, campus de Luminy, case 112, Marseille Cedex 09.)

LE THORONET. — L'abbaye de Thoronet (Var), chef-d'œuvre de l'architecture romane du douzième siècle, est de plus en plus menacée par l'exploitation de mines de bauxite — souterraines et à ciel ouvert — situées à une centaine de mètres seulement des bâtiments. La direction départementale de l'équipement a fait d'importants travaux de réfection de la route départementale qui longe l'abbaye, mais la pression d'une poche d'eau formée après exploitation des concessions de deux gisements de bauxite par Aluminium-Pechiney.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Roger BÉCHAUX, Jean CONTRUCCI, Francis COUCE, Jean-René LORE, Guy PORTE.

LAJAUNIE, RUGGIERI

Deux vieilles Toulousaines pleines d'entrain

L'histoire du cachou commence à Toulouse, en 1885. Au fond d'une échoppe, un pharmacien général, Lajaurie, inventa une savante et secrète mixture à base de réglisse, de menthe, de benjoin et de quelques autres ingrédients. (Au même moment, au-delà des océans, un collègue américain concoctait une boisson appelée... Coca-Cola.)

Le cachou est uniquement vendu en pharmacie pour ses qualités thérapeutiques digestives, pour rafraîchir l'haleine du fumeur. Le débit reste confidentiel jusqu'en 1905, date à laquelle Léon Lajaurie cède son invention à une dynastie d'imprimeurs toulousains, la famille Sirven. Ceux-ci répandent la petite pastille noire dans la France entière. Une affiche devenue fameuse, dessinée par Cappiello (un bonhomme entouré de gaz qui s'enflamme), impose le cachou Lajaurie. Il devient le mode puis s'installe dans les habitudes des consommateurs, et tombe enfin dans le langage courant. Bon an, mal an, la famille Sirven remplit 1,5 million de boîtes selon des règles immuables, une vingtaine d'ouvriers suffisant à la tâche.

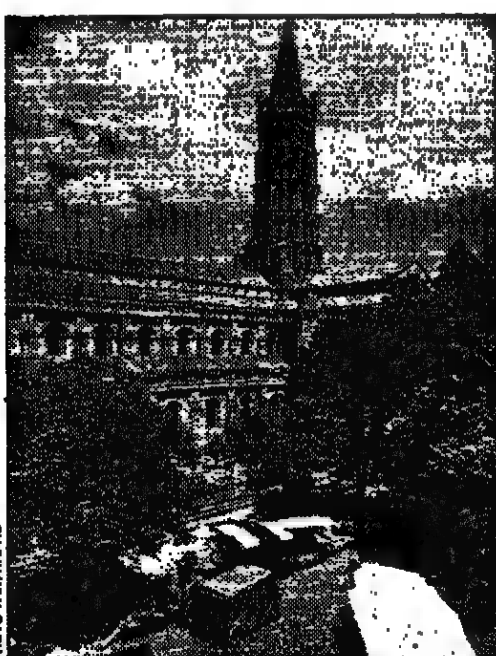
En 1981, le nouveau cogérant s'interroge pour l'avenir de l'entreprise : un seul produit, un seul circuit de distribution (les bureaux de tabac), un seul marché (Métalco, pour la boîte métallique)... Conversion : le cachou entre bientôt dans les supermarchés et poursuit une timide percée en Europe.

En 1985, 11 millions de boîtes jaunes noircissent les lèvres des petits enfants et parfument la bouche des fumeurs invétérés. En ce moment, des messages télé dont l'érotisme le dispute à la brièveté tentent de changer l'image des cachous Lajauries, tandis qu'une nouvelle usine s'installe à Toulouse. Les cachous ne manquent pas d'appétit. Ils visent maintenant le marché américain.

10 000 bombes pour Walt Disney

Enfants à Bologne, en Italie, les cinq frères Ruggieri, modestes artisans artificiers, se font à Paris sous le règne de Louis XV. Aîné commence la dynastie des Ruggieri.

Installés à Toulouse depuis 1921, les Ruggieri, société anonyme, ont l'illustre famille, fournit 70 % du marché français (le reste revenant à une dizaine d'entreprises artisanales,



À l'ombre de Saint-Sernin.

dont deux sont des entreprises industrielles).

Numéro 1 de l'artifice en Europe, la maison a un chiffre d'affaires qui atteint en 1984 181 millions de francs : 40 000 feux vendus ; du simple feu de jardin — 300 F l'unité — aux fameuses « pyromédes » qui associent musique, textes et embrasements, le tout géré par ordinateur.

Le PDG, Jean-Louis Azema, ne craint pas d'affirmer que sa société s'occupe la première place dans le monde par sa dimension industrielle, sa capacité de production, ses évolutions technologiques et la sécurité de ses produits.

En 1976, l'aventure américaine a commencé (en fait, elle a débuté en 1783, lorsque Louis XVI, à l'instigation de Petronio Ruggieri un feu d'artifice à la gloire des États-Unis). Régulièrement, 10 000 bombes et 30 000 pièces s'en vont à Disney World, Disneyland et Epcot, en Floride.

GÉRARD VALLÉS.

CENTRE

Les belles machines de Chartres

A Chartres, au cœur de la Beauce, le Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles s'installera dans une ancienne maison à locomotives à vapeur réhabilitée par Reichen et Robert.

Conçu à la grande culture, il sera le deuxième volet d'un musée national, après les Rurales de Niort, consacré à la polyculture.

Sur 3 000 mètres carrés, il accueillera, outre les expositions temporaires, cinq salles : celle des machines pour les deux siècles, celle des machines agricoles, celle de l'idée du musée depuis 1977 ; celle des pratiques agricoles, traitant de l'évolution des exploitations ; celle des inventions et des innovations ; celle des repères historiques ; enfin, une salle retraçant les transformations technologiques.

Les travaux de réhabilitation du bâtiment commenceront en 1986, pour l'ouverture officielle plus tard.

ÎLE-DE-FRANCE

La mémoire de la Résistance

Le premier Musée de la résistance nationale vient d'ouvrir ses portes au public à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

Il occupe 600 mètres carrés de surface d'exposition sur cinq niveaux, il compte dix salles spécialisées, dont une sur les camps et les prisons, une sur la vie clandestine. Parmi les pièces les plus frappantes, on voit un arbre de Châteaubriant, un arbre de la prison de la Roquette. Une d'elles a été achetée après la libération de la prison de la Roquette. Un atelier de faux papiers est reconstitué.

Une place importante sera accordée aux publications d'actualité de la Résistance et aux rééditions de

Économie

REPÈRES

Fraude informatique : un coût de 6 milliards de francs en 1985

La fraude informatique et les pannes d'ordinateurs en France coûtent chaque année 6 milliards de francs aux entreprises en 1985, selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA). Celui-ci estime que la fraude informatique est le grand risque des années futures, soulignant qu'un bon technicien peut sans grande difficulté fabriquer des cartes de paiement et qu'il est possible de distraire chaque jour 10 centimes à quelques milliers de comptes.

Entreprises publiques : franche amélioration financière en Italie

Les comptes des principaux groupes publics italiens se sont nettement améliorés en 1985 selon les estimations du ministère des participations d'Etat. Les trois grands holdings : IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), ENI (Office national des hydrocarbures) et EFIM (Office pour le financement de l'industrie manufacturière) ont réalisé un chiffre d'affaires global de plus de 100 000 milliards de lire (450 milliards de francs) et s'acheminent vers l'équilibre après des années de déficit.

Pour l'IRI, les pertes ont été ramenées à 1 500 milliards contre 2 724 milliards en 1984. Pour l'ENI, le déficit consolidé a atteint 400 milliards contre un déficit de 1 111 milliards en 1984 et de près de 1 800 milliards en 1983. Les pertes de l'EFIM ont été de 400 milliards de lire, inférieures aux 1 111 milliards de 1984.

Perturbations dans le transport aérien

A l'appel de l'ensemble des syndicats, les contrôleurs aériens devaient se mettre en grève le lundi 6 janvier, et les compagnies Air Inter et Air France ne pourront assurer qu'un service minimum. La compagnie régionale TAT a assuré tous ses vols. D'autre part, le Syndicat national du personnel navigant commercial (bâtisseurs et stewards) a lancé un mot d'ordre de grève chez UTA, jusqu'à dimanche, pour protester contre la réduction du nombre des équipages embarqués.

Le ciel en panne

Frustrée d'une grève avortée le 20 décembre mais associée par l'opinion publique à la pagaille qui paralyse Paris ce vendredi, toujours décidée à faire avancer d'ici les élections les revendications, tous les syndicats de techniciens, officiers, électroniciens et ingénieurs de la navigation aérienne appellent ces quelques mille fonctionnaires des tours de contrôle à cesser le travail le lundi 6 janvier.

Sans doute le trafic sera-t-il perturbé ce jour-là (trafic au départ ou à destination des aéroports français mais aussi trafic international de survol), mais les compagnies et les usagers n'ont pas davantage de temps pour prendre leurs dispositions. Conformément au décret du 17 décembre, le service minimum pourra être assuré, mais il ne s'agit que d'un service très restreint : dix aller et retour des vols intérieurs (alors que dans un jour normal Air Inter exploite 250 à 300 liaisons) et trente départs et trente arrivées des lignes internationales (dont la moitié à peu près pour Air France). Les plates-formes de Genève, Luxembourg, Bruxelles, ainsi que la SNCF vont évidemment bénéficier de cette évacuation du trafic aérien français.

Le secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, s'excuse de cette précipitation des combinateurs à déclencher la grève puisqu'il a donné rendez-vous aux syndicats le 10 janvier pour leur faire des « propositions positives ». Les rapports des trois groupes de travail paritaires mis en place cet été par M. Jean Auroux n'ont été déposés que fin décembre. Ils ont trait aux mutations technologiques de la navigation aérienne, à l'évolution des différentes professions, à la formation du personnel enfin. Les délais, estime-on au secrétariat d'Etat, ont été rigoureusement respectés.

Les personnels de la navigation aérienne veulent que leurs primes

Faits et chiffres

Social

La police fait évacuer l'usine Levi-Strauss de Violaines (Pas-de-Calais). — Dans l'après-midi du vendredi 3 janvier, la police a évacué sans heurt l'usine Levi-Strauss de Violaines, près de Béthune (Pas-de-Calais). Une quinzaine d'ouvriers occupent alors l'établissement. Depuis le 30 octobre, plusieurs dizaines d'ouvriers se relaient dans les locaux de l'entreprise. « Yser 2 » spécialisée dans la fabrication de pantalons de velours et tanga et dont la fermeture, entraînant le licenciement de ses 320 salariés, avait été

décidée par la direction. Les occupants avaient été rejoints par les salariés licenciés d'une autre usine du groupe. Le 23 décembre, le tribunal de grande instance de Béthune avait ordonné l'expulsion des occupants. La CGT a dénoncé le 3 janvier l'intervention de la police.

Townsend-Thoresen : fin d'un conflit de trois semaines. — Le conflit qui paralysait depuis trois semaines le service de carteries sur la Manche de la compagnie Townsend-Thoresen, à partir de Douvres, a pris fin, le vendredi 3 janvier, à la suite d'un vote des quelque deux mille marins.

LA BATAILLE POUR LA PROVIDENCE SA

Une offre publique à géométrie variable

En l'espace, le jeudi 2 janvier, son offre publique sur la compagnie d'assurances La Providence SA, en proposant, pour cinq actions de cette dernière, sept actions de la société d'assurances AGP SA, filiale de la Compagnie du Midi, M. Bernard Pagezy, PDG de cette compagnie, a déclenché une mécanique diabolique. En effet, la filiale AGP SA, fraîchement introduite au marché hors cote de la Bourse de Paris, s'arrache littéralement, de 1 000 F au départ à 1 400 F vendredi 3 janvier, la demande n'étant satisfaite qu'à hauteur de quart.

De ce fait, le prix offert par la Compagnie du Midi pour chacune des 1 156 000 actions de La Providence SA est passé, en quelques jours, de 1 400 F à 2 058 F à la veille du week-end, et ce n'est peut-être pas fini. N'oublions pas, en outre, l'engagement pris par la Compagnie du Midi de payer

1 470 F en espèces, si le cours de l'action AGP-SA tombait en dessous de 1 050 F.

Avec cette offre véritablement à géométrie variable, on est bien loin des 1 100 F en espèces offerts il y a trois semaines par le groupe AXA de M. Claude Bechar, et on va bien haut pour le groupe Paribas et son président, M. Jean-Yves Haberer, qui, dans ces colonnes, il y a quinze jours, annonçait son intention de lancer à son tour une offre publique sur La Providence SA, cela pour « calmer le jeu ».

C'était compter sans M. Pagezy, qui, la Bourse le rappelle, est un rude joueur et qui, à tout moment, relève les termes de son offre. A en juger par l'entretien qu'il nous a accordé, il voudrait, lui aussi, calmer le jeu. Pour l'instant, nul ne sait comment se terminera cette affaire, mais une chose est sûre, en tout cas : l'assurance n'a pas de prix cette année.

La Compagnie du Midi tend la main à Paribas

nous déclare M. Pagezy

« Quels sont les objectifs de la Compagnie du Midi ?

— D'abord, nous voulons consolider l'actionnariat de ce groupe ami.

— Pourquoi avoir fait monter si haut les enchères ? La parité proposée ne fait-elle pas ressortir aujourd'hui une valeur de 2 058 francs par action La Providence, très au-dessus des 1 100 francs offerts par M. Bechar ?

— La parité 7 AGP pour 5 La Providence résulte de comparaisons de plusieurs séries de chiffres caractéristiques des deux groupes d'assurances.

— La surcote qui en découle pour l'action La Providence, ce n'est pas le Midi qui l'a déterminée, en fixant un premier cours d'AGP très au-dessus du prix indicatif que nous avions avancé avec prudence. Vous savez en effet remarqué le succès de l'admission en Bourse de l'AGP SA. Les 526 000 AGP SA ont été vendues le 31 décembre à 1 260 francs, faisant entrer dans nos caisses 660 millions de francs. Vendredi 3 janvier, c'est encore près de 100 000 AGP qui ont encore été négociés à 1 470 francs, un quart seulement des demandes ayant pu être servies. C'est le dessin que nous nous retenons cette AGP avec garantie de rachat. Elle nous donne une grande souplesse pour dissuader nos concurrents et montrer notre résolution à atteindre nos objectifs.

— Même si vous avez en face de vous un groupe d'actionnaires dévoué comme 53 % de capital de La Providence ?

— Il est vraisemblable qu'à 1 100 francs, et malgré la recommandation négative exprimée par le conseil d'administration de La Providence à l'encontre de l'offre d'AXA, une large fraction des actionnaires, quels qu'ils soient, n'aurait pas permis au groupe de M. Bechar d'obtenir à terme le contrôle de La Providence.

— Au niveau proposé par le Midi, on peut imaginer que le souhait de ses actions soit également manifesté par certains des groupes actionnaires représentés au conseil de La Providence.

— Et si ce n'est pas le cas ?

— Comme je l'ai déjà indiqué, l'OFPE, telle que nous l'avons mise au point, nous donne une grande souplesse et nous permet, en cas de surenchère, de démontrer notre résolution à aucune ambiguïté.

— Malgré les moyens et la complexité dont vous disposez, il y a un seul au-delà duquel les surenchères deviennent déraisonnables ?

— Naturellement, mais pour le Midi, qui est un groupe dirigé par des hommes d'origine dans ce secteur, ce n'est pas plus que les compétences extérieures à cette profession.

— Vous faites allusion à Paribas ?

— Le président Haberer, dans vos colonnes, a exprimé, il y a quinze jours, le sage avis qu'il y avait un prix auquel il était raisonnable de vendre.

— Or, nous sommes aujourd'hui dans une curieuse situation. Les autorités boursières ont décidé, le 30 décembre, que l'offre précédemment déposée par Paribas ne pouvait être considérée comme recevable, ayant été formée, par les intéressés, dans l'ignorance où ils étaient du niveau de l'offre du Midi.

— J'en tire la conclusion que la proposition avancée par Paribas n'était concurrente que de la seule offre d'AXA, et non de la nôtre.

— Si cela est exact, il y aurait aucune logique infernale qui obligerait Paribas à entrer en compétition avec le Midi. Nos groupes ont de nombreux, anciens et importants intérêts en commun, et les dirigeants se connaissent bien.

— Vous estimez donc possible que le jeu se calme ?

— Il faudra, de toute manière, en arriver à. Le président a déjà exprimé ce vœu. La position du Midi, qui est claire et ferme, n'est pas incompatible avec ce souhait.

Propos recueillis par FRANÇOIS RENARD.

ENTREPRISES

Kickert échappe à Tapia

Kickert Tapia ne s'agit pas de la firme de l'industrie française Kickert International, dont l'ancien PDG, et principal actionnaire, M. Jacques Tolédano, vient de reprendre la direction, a-t-on appris, vendredi 3 janvier, auprès de Kickert. En effet, si le spécialiste du rachat des entreprises en difficulté avait obtenu, en août 1984, le feu vert du tribunal de commerce de Corbeil pour reprendre, pour 1 F symbolique, cette société en règlement judiciaire depuis avril 1983, il n'a pas pu parvenir en temps voulu à un accord avec les créanciers de Kickert pour la somme de 100 millions de francs de dettes de la firme. Le fabricant de chaussures, qui emploie cent vingt-cinq personnes et avait réalisé en 1984 un bénéfice de 10 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 170 millions, reste par ailleurs en règlement judiciaire, avec Baudouin Libert comme syndic.

Tamoli passera sous contrôle libyen

La Tamoli, une société contrôlée par le financier libanais Roger Tamraz qui avait repris en 1983 toutes les activités de distribution puis en 1984 les pompes à essence de l'île de Chypre, la péninsule, va passer sous le contrôle de la Libye. Le jugement judiciaire depuis juillet dernier. Une augmentation de capital qui amènerait la Banque libyenne à prendre 70 % des parts de Tamoli devrait permettre à la société de sortir de ses difficultés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet emprunt ayant été entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

DECEMBRE 1985



Banque Nationale de Paris

Emprunt Obligataire de
U.S. \$ 100.000.000
Obligations A - 9 5/8 % - 1985/1990
et
100.000 Droits de Souscription à
U.S. \$ 100.000.000
Obligations B - 9 5/8 % - 1985/1990

BANQUE NATIONALE DE PARIS	SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL LIMITED
CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED	
ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.	BANK OF TOKYO INTERNATIONAL LIMITED
BANQUE BRUXELLES LAMBERT	CITICORP INVESTMENT BANK LIMITED
CREDIT AGRICOLE	DAIWA EUROPE LIMITED
DEUTSCHE BANK CAPITAL MARKETS LIMITED	DRESDNER BANK AKTIENGESELLSCHAFT
FIRST INTERSTATE CAPITAL MARKETS LIMITED	GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.
IBJ INTERNATIONAL LIMITED	KLEINWORT, BENSON LIMITED
MERRILL LYNCH CAPITAL MARKETS	MORGAN STANLEY INTERNATIONAL
NOMURA INTERNATIONAL LIMITED	SWISS BANK CORPORATION INTERNATIONAL LIMITED
S.G. WARBURG & CO. LTD.	

Économie

APRÈS L'ARRIVÉE DES COMMISSAIRES ESPAGNOLS ET PORTUGAIS

La CEE doit renforcer sa cohésion

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La redistribution des portefeuilles au sein de la Commission européenne à l'occasion de la venue des nouveaux membres espagnols et portugais n'a finalement pas donné lieu à de grands bouleversements. Il est possible que les commissaires qui se sentaient menacés, tel le vice-président allemand, M. Karl Heinz Narjes, chargé des affaires industrielles et de la recherche, aient appelé à temps leurs gouvernements à la rescousse.

M. Manuel Maria, qui, dans le gouvernement madrilène, occupait le poste de secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, devient le vice-président espagnol. Il sera chargé de la politique sociale, de l'emploi et de l'éducation. Son collègue portugais, M. Antonio Cardoso e Cunha, le commissaire portugais, se voit attribuer le portefeuille de la pêche.

Certains commissaires trouvaient que M. Delors ne faisait trop, ce qui laissait insuffisamment de temps pour affirmer le caractère collégial de l'institution. Ainsi M. Grigoris Varfis, le commissaire grec, assurera-t-il dorénavant sa place la coordination des fonds structurels, c'est-à-dire des transferts financiers au profit des régions en retard ou en déclin.

Dans une Communauté de moins en moins homogène où le clivage nord-sud devient une donnée importante — l'Irlande devant figurer à cet égard parmi les pays méditerranéens — cette politique dite de « cohésion économique et sociale » prend une importance accrue. M. Varfis coordonnera désormais le fonds régional, qui passe sous la responsabilité de M. Alois Pfeiffer, le second commissaire allemand, toujours chargé par ailleurs des affaires économiques, le fonds social qui dépend de M. Martin, le fonds de modernisation agricole qui dépend du vice-président néerlandais, M. Frans Andriessen, le très puissant

PIM (programmes intégrés méditerranéens).

M. Delors avait fait son intention d'abandonner le portefeuille des affaires monétaires. Ses collègues l'ont incité à le conserver. Est-ce parce que les éventuels candidats n'ont pas été sûrs d'obtenir une totale autonomie d'action dans une commission présidée par l'ancien ministre français des finances ?

Deux priorités

« La tâche de la commission, souligne M. Delors, consiste à faire fructifier l'apport de l'Union européenne. Il faut intervenir en décembre entre les chefs d'Etat et de gouvernement. Il en résulte deux priorités : lancer le programme devant conduire à l'établissement d'ici 1992 d'un grand marché ; donner une impulsion à la coopération technologique et industrielle des entreprises. La coopération peut-être s'organiser, au moins en partie, sous les auspices de la Commission ? C'est là un défi intellectuel, répond M. Delors. Il faut que la Commission dans ses propositions à venir choisisse un terrain de coopération, un mode de financement qui soient compatibles à la fois pour nos entreprises et pour nos gouvernements. »

L'affaire de la reprise de Westland, le fabricant britannique d'hélicoptères (par un consortium européen ou bien par Sikorsky), ainsi que le projet d'accord entre la CGE et ATT témoignent que le temps presse. Ce sont deux exemples qui illustrent la mondialisation de l'économie, deux exemples aussi où la carte européenne peut encore être jouée, observe M. Delors. Pour Westland, c'est évident.

S'agissant de l'accord entre la CGE et ATT, il est clair que, si la France offre 16 % de son marché téléphonique au constructeur américain, cela va ouvrir la porte à d'autres accords de ce genre. M. Delors a insisté sur le fait que la Commission doit rester vigilante à l'égard de ces accords, car ils peuvent constituer une concurrence déloyale à l'égard des entreprises européennes.

PHILIPPE LEMAITRE.

LA LIQUIDATION D'UN INDÉPENDANT PÉTROLIER

Le résultat d'une concurrence effrénée et de la dévalorisation des stocks

La Société d'achat et de vente de produits pétroliers (SAVPP), dont trente salariés, premier distributeur indépendant français de carburants avec 100 millions de chiffre d'affaires, a déposé son bilan le 31 décembre. Elle a été mise immédiatement en liquidation, vu l'importance du passif. C'est la première défaillance d'entreprise dans ce secteur depuis dix ans. Elle est significative des difficultés croissantes de la cinquantaine d'indépendants pétroliers français pénalisés depuis un an non seulement par la concurrence effrénée des grandes surfaces, mais aussi par la baisse des prix des produits, qui dévalue leurs stocks et déséquilibre leurs bilans.

Les problèmes de la SAVPP étaient particulièrement aigus, car elle lançait la grande échelle dans la fourniture des grandes surfaces et des discounters, notamment Michel Leclerc (frère d'Edouard), en pratiquant des prix anormalement bas. Elle a plusieurs autres sociétés, confrontées à un marché de plus en plus ardu, ont dû se vendre. La SAVPP est, en réalité, la cinquième adhérente perdante depuis six mois par l'AFIP (Association française des indépendants pétroliers). Ainsi, les sociétés Nord essence (Lille), Girard (Lyon), Vallach (Mulhouse) et Christol (Nîmes) ont été passées successivement sous le contrôle de raffineurs (respectivement Total, Agip, Mobil et Shell). Des cinquante-six indépendants français, c'est à peine s'il reste aujourd'hui une petite dizaine de sociétés importantes n'ayant aucun lien financier avec les compagnies.

« Le métier change et devient très difficile », explique-t-on à l'AFIP. Pendant des années, la hausse constante des prix avait apporté aux sociétés du secteur un matelas de sécurité, leur donnant quoi qu'il arrive l'assurance de réaliser de confortables plus-values sur stocks. Cette sécurité a, pour la première fois depuis plus de quinze ans, dis-

paru cette année : les prix des produits pétroliers ont diminué en valeur absolue d'environ 15 % en 1985, du fait de la faiblesse du marché mondial, de la baisse du dollar et de la concurrence interne.

La libération totale des prix des carburants en France le 1^{er} février 1985 a, en effet, avivé la guerre des prix que se livrent compagnies et grandes surfaces pour conquérir de nouvelles parts de marché. Les indépendants, coincés entre leurs fournisseurs (les compagnies) et leurs clients (consommateurs ou grandes surfaces), ont été les premiers à en faire les frais.

La libération récente des importations, jusqu'alors limitées par la loi à 20 % de leurs ventes, devrait donner aux distributeurs indépendants une marge de manœuvre supplémentaire, en élargissant leur pouvoir de négociation vis-à-vis des compagnies. Elle ne résoudra pas tous les problèmes car ces sociétés, pour la plupart de taille moyenne, n'ont pas les moyens logistiques nécessaires pour s'approvisionner très largement à l'étranger. De fait il est à craindre que cette libération ne profite encore à certaines compagnies, qui profiteront de la liberté donnée aux indépendants qu'elles contrôlent pour importer les produits qu'elles ne veulent pas raffiner en France et casser un peu plus les prix.

V. M.

« OPEP : réunion le 3 février d'une commission spéciale. — Une commission spéciale de l'OPEP, dirigée par le ministre vénézuélien du pétrole, M. Arturo Hernandez Granillo, se réunira le 3 février à Vienne. Formée, le 9 décembre, lors de la conférence ordinaire de l'Organisation, cette commission doit étudier les moyens pour l'OPEP de défendre sa part de marché. L'Indonésie, Koweït, Émirats arabes unis et Irak participent avec le Venezuela à cette commission.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS Semaine du 30 décembre au 3 janvier

Un démarrage foudroyant

La Bourse de Paris n'a pas encore épuisé ses réserves de hausse. Ainsi s'exprime, fin décembre, M. Xavier Dupont, syndic de la Compagnie des agents de change, dans un entretien accordé à la Cote Desbats, quotidien économique et financier bien connu de la place. Le patron du palais Brongniart ne croyait pas si bien dire. Si, après la course assez folle menée en 1985, le marché a ralenti son effort pour les deux dernières séances, s'efforçant au passage de battre son propre record à la Bourse de Paris, il n'a, en revanche, pas attendu une seule minute pour se remettre en jambes. L'expression est encore trop faible. Son démarrage pour 1986 a été aussi brutal qu'inattendu, foudroyant pour tout dire, et durant la semaine du 30 décembre au 3 janvier, les cours ont en moyenne progressé de 1 %, dont près de 4 % les deux derniers jours, premiers de l'an nouveau. Un joli score pour quatre séances. Mais reprenons le film des événements. Lundi, des ventes massives freinèrent les derniers cours qui avaient porté la Bourse à 45 % au-dessus de son niveau du 28 décembre 1984. Néanmoins, soutenue par les achats des investisseurs de la dernière semaine, celle-ci n'en continua pas moins de monter (+ 0,27 % après un départ à + 1,44 %). Le même phénomène se reproduisit mardi (+ 0,11 %). Ce jour-là, après avoir expédié leur travail — l'activité fut un peu plus calme avec la fermeture des banques à midi, — les canalisés se livrèrent aux festivités habituelles et, pour entretenir dignement l'ambiance, ils déployèrent les fastes de carnaval : musique, gâteaux, champagne, confettis, boules de papier, rien ne manquait au spectacle, n'étaient les piteuses interdictions depuis plusieurs années.

Mais pour donner plus d'éclat encore à la manifestation, les boursiers ne se contentèrent pas de se livrer à la débauche. Jean Leherre, d'Antenne 2, fut la victime désignée de leurs facéties. Il est, lui, le digne héritier de Jean Trépoignant en moins vivant avec les serpents, croquant sous les confettis, il est la plus grande plaisanterie du monde à commettre la faute d'usage de la langue. Les journalistes, les journalistes, dont on s'aperçoit plus que le bout du nez, en ont eu sa part, et ce n'est pas la seule. Les journalistes, les journalistes, dont on s'aperçoit plus que le bout du nez, en ont eu sa part, et ce n'est pas la seule.

Une année folle, l'autre... Deux jours restant à courir pour boucler la semaine, certains pensèrent que la trêve des confettis serait la prolongation jusqu'à 6 janvier. Mais, sans attendre, la Bourse décida de tirer les choses à l'ordre du jour. Dès lundi, l'effervescence recommença avec CSF en tête des valeurs. Une première fois, la cotation de l'action fut révisée. La hausse fut de 7 % à 900 francs (contre 885 francs le 31 décembre). Enfin, une séance avant le début de la semaine annonçant la fin de l'année, un important agent de change commença à céder du « papier » et un cours de 887 francs fut inscrit (+ 10,2 %). On l'a vu, ce n'est pas tout.

Une kyrielle de belles valeurs s'éleva dans l'après-midi dans un feu follet, l'indicateur instantané s'éleva à 145 %. « C'est de la folie », disait-on autour de la corbeille. La veille du week-end était-elle plus calme ? C'est tout le contraire qui se produisit. Dans la matinée, les cours d'achat avaient déjà commencé à affaiblir. Des ouvertures, ce fut de sport. Sur la pension de la demande, Schneider, fil réservoir, puis l'Oréal, Ciments français, Moll entra en transe, Carrefour se déchaîna. Les hausses de 3 % à 4 % furent légères. Plusieurs dépassèrent 7 % et même 8 %. « De l'hygiène, monsieur, je vous le dis », lançait un fondé de

puvoir au regardant, alors qu'il se levait. Carrefour grimpait comme un fou à 3 380 F. « Ça n'est pas possible. Quand je pense, ajoutait-il, aux conseils d'allocations à 2 440 F. » J'ai subi cinq ans de métier et je n'ai jamais vu ça. Un vieux professionnel toujours en activité. Bref, cette soirée de hausse se termina par une avance des cours supérieure à 2 %.

Phénomène bizarre de mise ? La hausse appelle la hausse, c'est bien connu. Mais, en l'occurrence, l'abondance des liquidités fait la différence. Les capitaux affluent partout, beaucoup de l'étranger, de France aussi. Si l'on en croit les évaluations faites, la masse nette de francs vendus sur le marché de la Bourse de Paris s'élève à 50 milliards de francs. Si l'on en croit l'INSEE, les achats d'investisseurs sont beaucoup plus confortables pour l'avenir qu'il y a encore quelques semaines. Pour peu que, aux États-Unis, les prévisions de croissance très encourageantes faites pour 1986 par le département du commerce se vérifient, l'effet d'entraînement sur l'Europe n'en sera que plus marqué.

La nouvelle année donnera-t-elle l'occasion à la Bourse de Paris de s'élever à nouveau ? Difficile de se prononcer, et encore une fois M. Xavier Dupont s'est refusé de jouer sur les prévisions. Si l'on en croit l'INSEE, les achats d'investisseurs sont beaucoup plus confortables pour l'avenir qu'il y a encore quelques semaines. Pour peu que, aux États-Unis, les prévisions de croissance très encourageantes faites pour 1986 par le département du commerce se vérifient, l'effet d'entraînement sur l'Europe n'en sera que plus marqué.

Pour la première séance, on observait le beige des marchés allemands, le responsable boursier d'un grand établissement de la place ne disait-il pas : « C'est un signe prophétique. L'année sera meilleure pour Paris que pour Francfort ? »

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : 1986 sera l'un des grands réformateurs. A cet égard, sans donner de dates précises, M. Xavier Dupont a néanmoins indiqué que les premières transactions sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers) interviendraient d'ici aux élections législatives, et qu'en même temps, s'ouvrirait « une nouvelle phase », dont le début se situerait de 9 h 30 à 11 heures, en cours de laquelle une cinquantaine de valeurs françaises du RM (réglement monétaire) seront cotées. Cette séance sera ouverte à la cotation des particuliers, afin d'éviter qu'elle ne soit que l'officialisation du marché actuel des blocs.

En juillet, une version réduite du marché continuera de se tenir en place avec une quarantaine de valeurs. La séance commencera à 9 heures ou 10 heures et se terminera à 16 heures ou 17 heures. Les cotations seront complètement informatisées. Le syndicat estime, enfin, que, vers la même époque, seront lancées les premières transactions sur les options négociables.

A tous égards, 1986 s'annonce fructueuse.

ANDRÉ DESBOTS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Une certaine mollesse

Le plus grand calme a repris à Wall Street au cours de cette semaine à cheval sur 1985 et sur 1986. Les dernières séances de l'année ont été marquées par un glissement des cours favorisé par des ventes de caractère fiscal (les moins-values sont déductibles). Le 2 janvier, quelques investisseurs se désagrégeaient encore pour se faire des liquidités. A la veille du week-end, toutefois, revigilés par les prévisions optimistes du département du commerce sur la croissance pour 1986, le marché s'est redressé, avec l'espoir, toujours, d'une baisse des taux d'intérêt. Mais, d'une façon générale, l'activité est restée très faible. L'indice des industriels du 3 janvier a 1 549,19 (contre 1 543).

	Cours 27 déc.	Cours 3 janv.
Alcoa	39 1/2	38 1/2
ATT	24 1/2	24 3/4
Bearing	50 1/2	53 1/4
Chase Man. Bank	70 1/2	73 1/2
De Post de New York	67 1/2	66 1/4
DuPont	50 1/2	51 1/2
Exxon	53 1/2	55
Ford	57 1/4	57 1/2
General Electric	71 3/4	71 3/4
General Motors	72	71 5/8
Goodyear	30 5/8	30 7/8
IBM	155 5/8	154 3/8
ITT	38 1/2	38 1/2
Mobil Oil	30 1/2	30 1/4
Pfizer	50 3/4	50 3/4
Schlumberger	35 1/2	36 1/4
Texas	31	31
UAI Inc.	40 1/2	40 3/4
Union Carbide	72 1/4	73 5/8
US Steel	25 1/2	26 1/2
Westinghouse	24 3/8	24 1/2
Xerox Corp.	50 3/4	50 1/2

LONDRES

Emplois en fin de semaine

Malgré la baisse des prix de pétrole de la mer du Nord et la forte diminution des réserves de pétrole du pays, un vent d'optimisme a soufflé, en fin de semaine, au London Stock Exchange. Le terrain perdu en fin d'année a été regagné, et même largement au-delà, et d'un vendredi à l'autre l'indice des industriels a monté de 2,3 %.

Les prévisions boursières optimistes pour 1986, les recommandations d'achats de divers agents de change, la multiplication des OPA, l'annonce, enfin, de commandes militaires pour un montant de 1 milliard de livres ont contribué à réchauffer l'atmosphère.

Indice « FT » du 3 janvier : 1 233,8 (contre 1 223,3) ; indice d'or : 257,6 (contre 259,8) ; Fonds d'Etat, 12,51 (contre 12,5).

	Cours 27 déc.	Cours 3 janv.
Beecham	363	363
Bovril	385	386
Brit. Petroleum	548	550
Chemical	190	190
Courtauld	189	190
De Beers	433	436
Free State Gold	17 5/8	17 1/2
Glaxo	16 1/2	16 3/4
Gl. Univ. Sec.	990	990
Imp. Chemical	747	747
Shell	628	628
Unilever	13 1/2	14 3/8
Vickers	380	380
Wor. Loun.	35 1/4	35 1/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Record battu

Tous les records ont été battus cette semaine à Francfort, où il n'y a eu qu'une seule hausse : la première séance de l'année fut placée sous le signe de la baisse. Mais cet accident d'ordre technique n'a pas empêché l'indice de la Commerzbank franchir la barre des 2 000 points pour s'élever à 2 025,9 contre 1 937,1 (+ 4,7 %).

	Cours 27 déc.	Cours 3 janv.
ABG	235,50	270
BAF	260	260
Beier	270	296,50
Commerzbank	345	366,50
Deutschebank	335	320
Hoechst	275	296
Karstadt	313	336
Mannesmann	293	292,50
Siemens	750	760
Volkswagen	480	499,50

TOKYO

Hausse en début d'année

Clos pour les fêtes de fin d'année, Tokyo n'a ouvert ses portes que le samedi 4 janvier (non demi-séance). La hausse a repris. L'indice s'est concentré sur les actions des entreprises impliquées aux métaux non ferreux, sur les pétroliers aussi, les chimiques et la navigation.

L'indice Nikkei s'est élevé à un niveau record (13 136,87, contre 13 113,32). Indice général : 1 049,13, contre 1 049,40.

LE MONDE VOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde

ÉCONOMIE

L'Europe divisée sur d'éventuelles sanctions économiques contre Tripoli

Riposte militaire ? L'Europe est divisée sur d'éventuelles sanctions économiques contre Tripoli. L'interrogation actuelle est de savoir si les principales capitales occidentales s'aligneront sur l'attitude de l'Union européenne.

● A WASHINGTON, la chaîne de télévision CBS vient de faire état d'un renforcement du dispositif naval américain, et on apprend par ailleurs que le porte-avions de l'US Navy Coral Sea avait quitté, vendredi 3 janvier, le port de Naples « pour une destination inconnue en Méditerranée ».

● A ROME, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'attentat du 23 octobre 1977, M. Charles Redon, a décidé de faire un mandat d'arrêt international contre Ali Nidal, le gouvernement libyen, « fermement opposé à toute hypothèse de guerre ou d'action militaire de son régime ».

RAPPEL A PARIS DE M. DE NANTEUIL, AMBASSADEUR AU PRÉSIDENT DE LA CEE

Au cours du conseil des ministres du vendredi 3 janvier, il a été décidé de nommer conseiller diplomatique du gouvernement M. Luc de Nanteuil, qui était ambassadeur permanent auprès de la CEE à Bruxelles depuis novembre 1984.

Comment expliquer la démission de M. de Nanteuil ? Certainement pas par un manque de compétence. L'homme est tout à fait respecté à Bruxelles. Ne fut-il pas déjà de 1977 à 1981 ambassadeur auprès de la CEE ? Sans qu'on puisse un instant le soupçonner de sympathies socialistes, M. de Nanteuil n'est, d'autre part, jamais sorti de la réserve qu'imposent ses fonctions.

Il faut attendre, pour exactement la mesure qui le frappe, de connaître le nom de son successeur auprès de la CEE. C'est un fidèle de M. Mitterrand, ou pourra en conclure que M. de Nanteuil a surtout été victime des précautions que prend le président de la République dans la perspective de la cohabitation politique étrangère. L'ambassadeur de M. de Nanteuil n'en sera pas moins dans ce cas.

N'aurait-il pas été une première fois en 1984 à la place de représentant permanent au Conseil de sécurité des Nations unies à son ami du président, M. de Mitterrand ?

Le conseil des ministres a également décidé de nommer conseiller diplomatique du gouvernement M. Robert de Souza, qui a quitté en septembre dernier la direction de la représentation française auprès de l'Office des Nations unies à Genève et qui est à un an de la retraite.

A B C D E F G

chances de survie à la tempête politique suscitée par l'attentat de Fiumicino. L'Italie est le premier partenaire de la Libye, dont elle importe le pétrole et le gaz en grande quantité.

● A BONN, le gouvernement ouest-allemand considère que des sanctions économiques « ne sont pas un moyen approprié ». Le porte-parole du gouvernement, M. Norbert Schäfer, a par ailleurs déclaré que Bonn avait en consultation « d'indicateurs » avec les pays de l'Union européenne.

Les gouvernements britannique, espagnol et français n'ont jusqu'à présent pas fait connaître de positions officielles sur d'éventuelles sanctions envers la Libye, mais les milieux bien informés font remarquer que le gouvernement américain n'avait pour l'instant proposé aucune proposition précise de sanction économique.

● A TRIPOLI, l'agence de presse officielle libyenne a annoncé un signe de protestation contre les provocations et les « plots munitaires » des « impérialistes ». L'agence rapporte d'autre part, que des « congrès populaires de base » dans plusieurs provinces du pays ont décidé de se constituer en unités militantes et en commandos-suicidaires pour faire face aux « impérialistes ». L'agence signale enfin que le numéro deux du régime libyen, le colonel Abdessalam Abdelmajid, a eu, jeudi 3 janvier, un entretien avec l'ambassadeur d'Union soviétique, dans la tenue de laquelle pas de précision.

Le ministère de la défense dément que la France ait favorisé l'achat de deux frégates par la Libye

Le ministère français de la défense a démenti, vendredi 3 janvier, les propos tenus le soir même par la chaîne de télévision TF1, selon laquelle la France aurait servi d'intermédiaire pour permettre à la Libye d'acheter à l'Argentine deux frégates construites en Grande-Bretagne et armées de missiles français Exocet. Le ministre, qui à l'époque était encore sous la tutelle de M. Charles Hernu, aurait en effet, selon TF1, envoyé à la demande de la société Alsthom-Antenne une mission chargée d'étudier les modifications à apporter aux deux navires. C'est ce qui constitue formellement le ministère dans le communiqué qu'il a rendu public vendredi.

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, M. Geneviève Angibault, a rendu, samedi 4 janvier, un jugement par lequel elle interdit à l'Argentine de diffuser les plans séquences des films du rallye Paris-Alger-Dakar, qui comporteraient des images représentant des militaires ou des avions militaires, ou des avions ou des avions de chasse ou des avions de chasse ou des avions de chasse.

Le magistrat a ainsi fait droit à la demande présentée, vendredi 3 janvier, par la Ligue contre la fausse diffusion de l'information, en représentant les arguments développés par le journaliste Mario Stasi, conseil de la Ligue. M. Angibault rappelle que la loi constitue une infraction à la loi Veil, et précise : « Le droit pour le journaliste de rendre compte de tout événement de l'actualité ne s'applique pas à la loi ».

Le conseil des ministres a également décidé de nommer conseiller diplomatique du gouvernement M. Robert de Souza, qui a quitté en septembre dernier la direction de la représentation française auprès de l'Office des Nations unies à Genève et qui est à un an de la retraite.

A B C D E F G

En Nouvelle-Calédonie L'Union calédonienne, désavoue M. Uregui artisan des relations entre le FLNKS et la Libye

De notre correspondant

Nouméa. — « Les relations de l'Union calédonienne (UC) avec la Libye n'engagent que lui ». C'est en ces termes que M. Uregui, président du FLNKS, a commenté, samedi 4 janvier, la déclaration du président du FLNKS (Front uni de libération kanak) de la Nouvelle-Calédonie, M. Uregui, qui a déclaré que l'Union calédonienne n'avait aucune relation avec la Libye.

Il n'empêche. Soit comme d'apparence comme une formation responsable et non violente. FUC s'est pour la première fois désolidarisée ouvertement du leader du FLNKS : « Cette fois vous avez dépassé les bornes », commentait, samedi, un responsable. Les termes du communiqué de M. Uregui sont clairs : « L'Union calédonienne fait qu'elle ne se sent nullement concernée par cette déclaration, la libération du FLNKS n'ayant pas été consultée sur ce point ».

TF1 a fait état de l'attentat, le 3 octobre dernier, à l'aéroport de Marseille, d'un certain Younes el Dhrif, se disant proche du colonel Kadhafi, et flicé comme individu susceptible de participer à des trafics. Ce jour-là, les policiers auraient trouvé en sa possession une somme d'argent ainsi que des documents confidentiels dont l'un faisait mention du rôle de la France comme fournisseur pour le régime libyen en pétrole de cette affaire.

Le tout devant être coordonné par la banque Paribas et l'argent déposé à Genève ou à Londres. En outre, ajoute TF1, l'Argentine avait mandaté le baron Jean-Edouard Empain pour négocier avec la France et le groupe Alsthom.

Le magistrat a ainsi fait droit à la demande présentée, vendredi 3 janvier, par la Ligue contre la fausse diffusion de l'information, en représentant les arguments développés par le journaliste Mario Stasi, conseil de la Ligue. M. Angibault rappelle que la loi constitue une infraction à la loi Veil, et précise : « Le droit pour le journaliste de rendre compte de tout événement de l'actualité ne s'applique pas à la loi ».

Le conseil des ministres a également décidé de nommer conseiller diplomatique du gouvernement M. Robert de Souza, qui a quitté en septembre dernier la direction de la représentation française auprès de l'Office des Nations unies à Genève et qui est à un an de la retraite.

Le conseil des ministres a également décidé de nommer conseiller diplomatique du gouvernement M. Robert de Souza, qui a quitté en septembre dernier la direction de la représentation française auprès de l'Office des Nations unies à Genève et qui est à un an de la retraite.

A B C D E F G

cette question. En tant que groupe de pression du FLNKS, l'UC estime qu'une participation éventuelle de quelques responsables ou militants n'engagerait qu'eux-mêmes. (...) Nous nous refusons à cautionner le terrorisme international d'où qu'il vienne ».

A l'évidence, M. Uregui est donc isolé dans ses relations épistolaires avec la Libye, qui jusqu'à maintenant n'avait provoqué que de discrètes critiques dans les rangs du FLNKS. A la fin de 1984, les dirigeants de l'Union calédonienne avaient accepté avec M. Uregui l'envoi en Libye de « stagiaires », et l'ancien ministre de la sécurité du FLNKS, Elai Machoro, avait le 11 janvier par le GIGN, était lui aussi venu à Tripoli, mais M. Tijbaoui et ses proches considéraient aujourd'hui toutes relations avec le colonel Kadhafi comme préjudiciable à l'image de l'Union calédonienne.

M. Uregui nous a indiqué, quant à lui, que les rapports des indépendantistes avec Tripoli s'effectuaient jusqu'à présent par le truchement de l'association Kanak Community, dont le siège se trouve à Paris-Ville, dans le quartier de la République de la capitale. L'association de la Nouvelle-Calédonie, qui regroupe les mouvements de libération des pays du Pacifique, est en relation avec Tripoli, et c'est par son intermédiaire qu'a été organisé le stage de novembre 1984.

Selon les autorités concernées, ces stages en Libye ne comporteraient pas d'entraînement terroriste intensif, mais seraient plutôt destinés à la formation politique. Quoi qu'il en soit, ils avaient notablement dégradé l'image du FLNKS, même auprès des pays soutenant la cause de l'indépendance kanak, et les séparatistes de la Nouvelle-Calédonie ont été sévèrement critiqués. Les instances libyennes ont même refusé de participer au Forum du Pacifique. Les déclarations faites par M. Uregui à la presse australienne ont d'ailleurs amené le gouvernement australien à mettre en garde la Libye contre toute exportation de la violence dans le Pacifique, et le ministre des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a convoqué vendredi l'ambassadeur de Tripoli pour lui demander des explications. Ces avertissements s'ajoutent à ceux, indirectement, au FLNKS. L'Union calédonienne a bien compris.

FREDERIC FILLOUX

UNE MANIFESTATION CONTRE LES AGRESSIONS A VILLEURBANNE

La fureur des commerçants lyonnais

De notre correspondant régional

Lyon. — Trop, c'est trop. Les commerçants ont manifesté en nombre dans la matinée de vendredi 3 janvier devant la boutique d'une boulangère de Villeurbanne, M. Lianier, assailliée sous les yeux de son mari, la nuit du réveillon. Depuis le début des fêtes, c'est la troisième victime d'agression qui a payé de sa vie un face-à-face avec des agresseurs. Le 14 décembre, un gérant de supérette lyonnais qui poursuivait des bandits avait été tué. Le 23, le même sort attendait un jeune chômeur de dix-neuf ans — arrêté quarante-huit heures plus tard — qui avait suivi jusqu'à son domicile. Trois morts : une liste déjà insupportable pour toute une corporation, une liste à laquelle aurait pu s'ajouter, le 1er janvier, M. Lianier et son fils de deux ans, blessés grièvement par balles, victimes d'agresseurs repartis bredouilles d'une expédition à Sathonay.

La colère, la fureur, la haine même, étaient dans les esprits vendredi devant la boutique de M. Lianier, la boulangère. Le rassemblement, « de deuil et de soutien », soutenu par les responsables des associations de commerçants a vite dégénéré en insultes, en injures, et son ministre de la justice, les « étrangers », le préfet de police du Rhône, à qui l'on reprochait avec véhémence d'avoir affirmé sur les agresseurs régionaux que deux des victimes avaient rejoint à leurs agresseurs.

Interpellé à propos de la peine de mort, M. Hénart a répondu : « Je ne suis pas de ceux qui, à deux mois des législatives, viennent vous dire : « Rétablissez la peine de mort », mais il faudrait que les condamnés fussent tout leur temps ».

C. R.

LES VŒUX A L'ÉLYSÉE Si les passions s'emparent de la France on peut tout redouter

déclare M. François Mitterrand

Les cérémonies des vœux ne sont pas allées à l'Élysée, tout au long de la journée du vendredi 3 janvier. Après avoir recommandé au gouvernement d'aborder la campagne électorale avec « bon pied, bon œil » (le Monde du 3 janvier), M. Mitterrand a déjeuné avec les présidents du Conseil constitutionnel, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social.

Puis il a reçu successivement le Conseil constitutionnel, les corps constitués (Conseil d'Etat, Cour des comptes, magistrature...), les représentants des armées, le corps diplomatique. Lundi, il recevra les bureaux des Assemblées parlementaires, le maire de Paris, les autorités religieuses, les représentants des « forces vives de la nation » et la presse.

« Au nom des corps constitués », M. Pierre Nicolat, vice-président du Conseil d'Etat, a pris position contre les « ultra-libéraux » partisans du « pas d'Etat », dont les thèses rejoignent curieusement, selon lui, un « curieux » de mai 1968, « Il est interdit d'interdire ».

M. Mitterrand lui a répondu : « Si ce sont les passions qui s'emparent de la France on peut tout redouter. Mais je ne redoute pas grand-chose. En vérité, la sagesse populaire et, je l'espère, aussi celle de ceux qui gouvernent, doivent permettre de maintenir à vivre la République comme il convient de la vivre ».

En fin de journée, M. Mitterrand a répondu aux vœux du monde apostolique devant le corps diplomatique. A propos des thèmes développés par la France sur les relations avec les pays en voie de développement et les relations économiques internationales en général, ainsi que sur l'endettement, il a noté : « Il me semble que tenir ce langage n'est plus prêcher dans le désert. Nous avons eu parfois l'impression d'être un peu isolés, l'observateur avec joie une évolution se produise ».

La formation de M. Arlette Laguiller a officiellement cette rupture dans la dernière livraison de l'hebdomadaire de son organisation en indiquant que « Lutte ouvrière présente aux élections législatives une liste de candidats ». Donc, sans la LCR. Pour sa part, la formation de M. Alain Krivine se présentera au sein de « collectifs alternatifs » dans au moins deux départements (Orne et Tarn-et-Garonne) pour les législatives — des listes comme sont en cours à Paris, dans le Rhône et les Hauts-de-Seine — et « vraisemblablement » dans les quatre départements bretons (Côtes du Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan), le Puy-de-Dôme, les Vosges et le Val-d'Oise pour les élections régionales.

C'est précisément sur cette perspective alternative que les pourparlers entre LO et la LCR ont échoué. La formation de M. Laguiller étant opposée, selon la LCR, à une fusion de regroupement englobant d'autres formations d'extrême gauche ou baptisées « alternatives, autogestionnaires et écologistes ».

Parallèlement à la détermination des relations entre les deux organisations trotskistes au niveau national, un mouvement — émergeant, encore très embryonnaire, paraît se dessiner sur le terrain local entre des militants « associatifs » et des adhérents « écartés » venant de diverses formations politiques. Afin de « redonner une dynamique nationale » à ces collectifs alternatifs, qui existent dans une trentaine de départements, un appel va être lancé, mardi 7 janvier, par un certain nombre de personnalités.

Initialement « Face à la droite et à ses extrémismes, une alternative à la politique de 1981 est possible », cette « alternative » porte les signatures de Pierre Bourdieu, Pierre Vidal-Naquet ou Alain Lipietz, et de quatre responsables politiques : M. Krivine (LCR), Jean-Claude L. (PSU), Jean-Pierre Lemaire (Ligue) et de la gauche alternative) ; M. Bauby (secrétaire national du Parti pour une alternative communiste, le PAC, ex-PCML). Cette initiative ne vise pas tant l'échéance du 16 mars que le regroupement post-électoral informel et pluraliste des militants « à gauche de la gauche ».

M. Marie-France Garaud invitée du Grand Jury RTL - le Monde

C. R.

Mitterrand

[illegible]

la de journée, M. Mitterrand
du aux vœux du nonce apo-
sant devant le corps diploma-
propos des thèses dévelop-
ter la France sur les relations
s pays — voie de développe-
les relations économiques
tionales en général, ainsi que
nement, il a noté : « Il ne
que tenir ce langage n'est
rcher dans le désert. Nous
parfois l'impression d'être
solitaires. J'observe que
évolution se produise ».

collectifs alternatifs - des
deux départements
de Garonne) pour les légis-
latures discussions sont en
dans le et les
et - vraisemblable-
ment les quatre départements
de l'Est-du-Nord, Finistère,
Normandie et Morbihan), le Pre-
sident, les Vosges et le Val-d'U-
se, les élections régionales.

est précisément sur cette
question alternative, que la
nouvelle culture L.O. et la LCR
ont, la formation et
l'adhésion étant appo-
sées à une forme de regroupement
comportant d'autres formes
une gauche ou d'expressions
alternatives, autogestionnaires à

appartenant à la chancellerie
 ministérielle, contre les deux organes
 socialistes au niveau national.
 L'absence de regroupement
 des embryonnaires durs se
 reflète sur le terrain social car les
 socialistes, et des autres
 militants venant de diverses
 tendances politiques. Afin de
 créer une dynamique nationale
 les collectifs ont remis au
 point dans une trentaine de
 semaines, un appel par cour-
 rier le 7 janvier par un com-
 mité de personnalités.
 L'appel - Face à la crise et à
 la première, une alternative à
 la fin de 1981 est possible.
 L'adhésion porte les signatures
 de Pierre Bourdieu et celles
 de Alain Badiou. Les collectifs
 ont désigné responsables politiques
 Jean-Pierre Chevènement, Jean-Claude
 Guillemin (LCR), Jean-Claude
 Guillemin (PSL), Jean-Pierre
 Guillemin (Fédération de la gauche
 démocratique) et Pierre Badoy (ex-
 national du Parti pour une
 nouvelle constitution de la PAC-
 68). Cette initiative ne vise pas
 la déchéance du mandat que le
 mouvement post-révolutionnaire
 pluraliste des militants s'oppose
 à la gauche.

Maria-France Garand
 née du « Grand Jury
 RTL-le Monde »
 Maria-France Garand,
 une collaboratrice de Georges
 Leduc et de M. Jacques
 Tournier, la femme de
 son frère, le Grand Jury
 du Monde, dimanche 4 jan-
 vier 1988 à 19 h 30.
 Garand, qui conduira à
 Paris pour les élections
 du 12 mars, reprendra
 la présentation d'André Passeur et
 de sa femme, Anne-Marie, du
 Grand Jury du Monde.
 Jacques Truffaut, le délé-
 gué du RTL, le débat
 dirigé par Olivier Mazerolle.



SONAGGIONE BLAU DEN STERNEN A PARIS. PHOTO: LEONARD FRIED/MAGNUM

— **en** sans déchirement pour la première, avec une étrange nostalgie pour la seconde — du rôle joué par la communauté juive, la France n'a pas à chercher loin les témoignages de **elle** qui, pour elle, est vivante.

Les juifs français ne sont **pas**, néanmoins, à l'abri de la même inquiétude. En France comme ailleurs il y a le « dilemme », la « judéité » est, considérée **comme** une assimilation complète à **la** culture du mariage de nombreux juifs

L'occasion est donnée à un nombre de ces témoins s'offre, en ce mois de janvier, avec un ensemble de manifestations et de colloques organisés autour d'une exposition du peintre et écrivain d'origine polonaise Marek Haïter. L'auteur de la *Mémoire d'Abraham*, militant engagé pour les droits de l'homme et contre le racisme, propose « un mois de judaïsme », sur le thème « mémoire et loi de l'homme ».

Au patronage du président de la République s'ajoute sa présence, dans la « comitè d'honneur » de ces manifestations, du maire de Paris, M. Jacques Chirac, de M. Alain Fohrer, président du Sinaï. A travers ces notabilités, ce sont aussi, les principales institutions politiques du pays qui s'attachent à cette célébration du présent juif de la France.

UNE QUIÉTUDE EN ALERTE

L fait bon être juif en France. Un peu plus quarante ans après le statut des juifs édicté par Vichy et la déportation de quatre-vingt mille juifs de France dans les camps de concentration nazis, et sans que ces temps de honte soient effacés de la mémoire commune, cinq cent trente-cinq mille juifs — selon l'évaluation de sociologues du CNRS — ~~ont~~ tranquillement français, cinq cent trente-cinq mille français ~~qui~~ quement juifs. A cela près qu'être juif n'est pas facile, Abraham l'a, le premier, éprouvé, mais c'est une autre histoire.

Un siècle exactement après la publication par Edouard Drumont de la France juive, le triomphe de l'antisémitisme français, pieusement révisé par Bernheim jusqu'aux limites de l'intolérable, rageusement dénoncé par Cohn jusqu'à la déchéance, le slogan se renouève en un souriant plé-

Le **français** est juive; oui, comme elle est bretonne, bourguignonne ou corse, catholique, protestante ou franc-maçonne, socialiste, communiste, gaulliste ou libérale, citadine ou rurale, bourgeoise ou prolétarienne. Par

bonne (■) presque) ne s'en plaint. ■ lecteurs ■ Lévinas ■ à ceux d'Albert Cohen, ■ de Macis ■ à ceux ■ Boujenah, de ceux qu'a ■ ■ souvenir des ouvriers résistants du groupe Manouchian ■ à ceux que fait rêver ■ « bonne fortune » du baron Guy de Rothschild. ■ à la France arabe que l'homme du ■ ■ ment impute, aujourd'hui, ses maigres d'estomac.

Dans la géographie du peuple de l'Alliance, la France est comme au milieu de la Pologne ou même l'Allemagne, et plus loin dans le Nord l'Espagne, une de ces terres marquées du sceau de l'amour et de l'espoir, parfois cruellement déçus. C'est le pays de l'émancipation de 1791, celui de l'affaire Dreyfus, aussi, et de Vichy ; mais surtout, et malgré tout, celui de la liberté et des droits de l'homme, de la République fraternelle et tolérante, du bonheur.

Aschékénazes d'Alsace et d'Europe de l'Est ou séfarades de la Méditerranée ou du Magreb, les juifs ont pour la France une vieille affection.

A la différence de la France et de l'Espagne, qui, aujourd'hui, se trouvent

Les juifs français ne sont pas, néanmoins, à l'abri de l'antisémitisme inquiétant. En France, comme partout ailleurs, le mariage mixte est la voie la plus sûre pour une assimilation complète à la culture et à la religion de la majorité juive. En France, le mariage mixte n'entraîne-t-il pas, nécessairement, la disparition de toute mémoire juive ?

A risque interne s'ajoute celui, externe, de représenter la résurgence de l'antisémitisme d'avant-guerre, à travers l'extrême-droite de Le Pen, et les dérapages possibles de l'antisémitisme. Le projet d'un nouvel antisémitisme, la synagogue de la rue Copernic, déposé la semaine dernière par la DST, révèle que les juifs restent un cible pour certains, dont la lutte contre le terrorisme et le mobile de la prétexte. Au-delà de ces connexions obscures, le monde du Proche-Orient pour les juifs n'est pas un monde entier, un monde unifié d'insécurité, développements peut-être inévitables.

PATRICK JARREAU.

COURRIER

UN PEU DE DISTANCE

Halte au culte de la personnalité. J'ai toujours été agacé par la manie qu'ont nos édités de dénommer les voies publiques d'après les personnalités politiques, militaires, culturelles, scientifiques et autres. Je n'ai pas plus de sympathie pour les érudits Thiers que pour les boulevardiers Jean-Jaures, pour les rues Gambetta que pour les places du Général-de-Gaulle, je laisse de côté les maréchaux Foch, Joffre, de Lattre, et aussi Gabriel Péri, Vaillant-Couturier, Jeanne d'Arc, Victor Hugo, Pasteur et Pierre Semard, corollaire de bien des gares de chemins de fer. Les 11-Novembre, 8-Mai, Alsace-Lorraine et Martyrs de la Résistance célébrés de cette manière-là ne m'émouvant pas davantage, je l'avoue.

La pire des solutions serait évidemment quelque décret ou révolution culturelle qui interdirait ces armoiries ; j'espère quand même voir les mentalités évoluer dans le bon sens, c'est-à-dire bien sûr qu'elles se rallieront à mon point de vue.

La motivation première de cette lettre est la page de courrier des lecteurs du Monde Aujourd'hui datée 15-16 décembre 1985. Ce tome-reu de fleurs disposées par vous-mêmes est un peu entêtant. Etaler ses années de service, sa dépendance pathologique, sa fierté d'appartenir à une caste de citoyens différents, plutôt meilleurs que la moyenne (mais on pense la crème de la crème) est un fait — je sais de quoi je parle — dont il faudrait me rendre compte avec plus de distance et un minimum d'ironie. Je ne les ai pas vues, il moins qu'il y ait un second degré qui m'ait échappé.

Cela dit, la plupart de ce qu'écrivent vos lecteurs, il y a un besoin pour eux de s'en faire gloire, pour vous de le répercuter tel quel, c'est ce qui me gêne.

F. MARIN
(Orléans).

EN FRANCE DEPUIS TRENTE ANS...

Pour faire suite à votre courrier des lecteurs du Monde Aujourd'hui, je pense que doivent s'exprimer aussi ceux qui ont fait leur vie en France, de l'immigration et du racisme. Je suis basané. Ma famille est de nationalité française depuis trois générations. Par le fait de l'histoire, ses membres étaient sujets français à la suite de deux siècles d'une colonisation dont je suis loin d'être un nostalgique. Deux États, la France et l'Inde, se sont mis d'accord pour remettre les comptoirs français à l'Etat indien (ce que nous avions toujours souhaité) mais sans référendum et sans négociations. Nos diplômes français et une certaine identité, qui n'était ni tout à fait indienne ni tout à fait française, n'étaient pas reconnus, nous ne pouvions faire autrement que de choisir de rester français. En France depuis trente ans et plus, nous avons toujours été bien reçus et heureux dans ce beau pays. Pourquoi y aurais-je honte à le dire ?

D'abord, il ne faut pas faire d'amalgame entre immigration et racisme. Pourquoi ne touchez-vous pas de racistes les Nigériens qui ont donné quarante-huit heures à leurs immigrés pour décamper, les Indiens de l'Inde qui refusent leurs immigrés... ? Ce ne sont que deux exemples mais il y en a beaucoup d'autres.

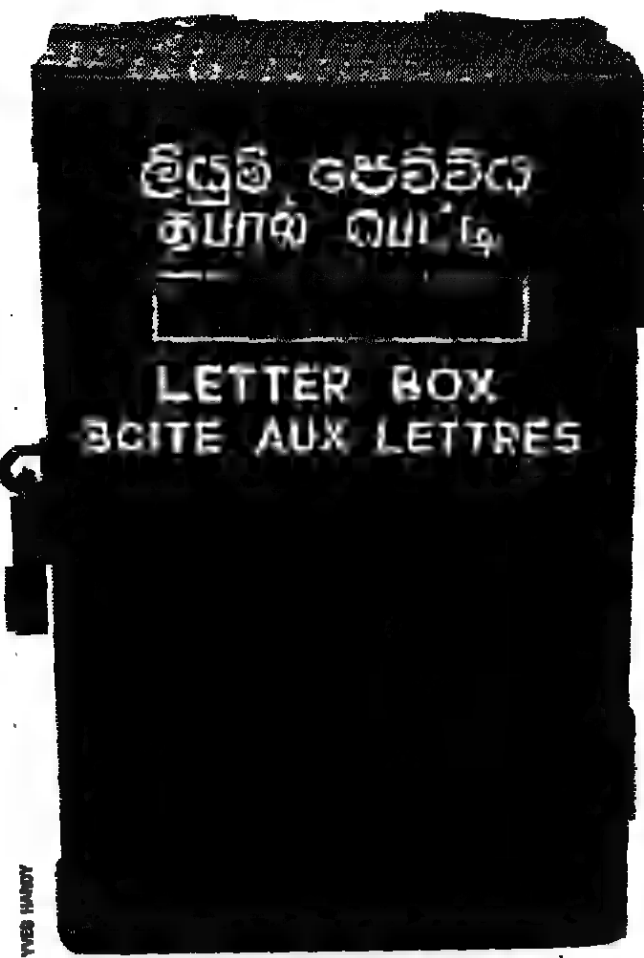
Pourquoi laisser constamment peser une ambiguïté sur le vote des immigrés ? Il n'y a jamais

été question d'autre chose que du vote au niveau municipal. Vivant dans ce pays depuis de nombreuses années, certains immigrés se sentaient peut-être beaucoup plus concernés par la bonne marche de la municipalité dans laquelle ils vivent.

Cette ambiguïté étant levée, la majorité des Français ne veulent pas le vote des immigrés au niveau municipal, il n'y a pas de quoi les culpabiliser. Il faut que les choses se fassent doucement. Les Pondichéryens de nationalité française vivant en Inde n'ont même pas le droit de voter dans le cadre de l'Etat de Pondichéry. Ce sont des immigrés sur la terre de leurs pères. Personne n'a encore pensé à leur donner le droit de vote.

Personnellement, je pense que la France est l'un des pays les moins racistes que je connaisse, le racisme étant au groupe ce que l'égolisme est à l'individu. Depuis 1972, nous avons même une loi antiraciste. Ce que nous nous battons pour la conserver, oui. Mais pour le reste, tout est extrêmement complexe. Et il est tout à fait normal de vouloir préserver une certaine identité nationale, fondée non pas sur la couleur de la peau mais sur des intérêts communs et une même culture, et aussi sur l'amour de ce pays.

J. LERNIE-BOUCHET
(Paris).



Boite aux lettres, aéroport de Colombo, capitale de Sri Lanka (1985), avec des inscriptions en cinghalais, en tamoul, en anglais et en français.

REPARLONS DE LA PYRAMIDE

Monstre vide et stérile, le moderne de New-York a transformé la plus grande partie des Etats-Unis en un faubourg culturel et artistique de Manhattan, dressant, tel un dinosaure de verre et d'acier, la vigueur et la vitalité de nos héritages artistiques nombreux et divers. C'est peut-être inéluctable. Pour ceux d'entre nous — ils sont si rares — qui n'éprouvent aucune sympathie pour l'homonisation artistique et culturelle qui accompagne inévitablement l'adoption des modes artistiques et architecturaux de New-York, le goût et le génie du peuple français, comme le somptueux héritage artistique et architectural de Paris, ont prouvé que le caractère d'un grand peuple n'est pas un produit d'importation et que l'art a une âme.

Il convenait, bien sûr, que le plus grand musée des beaux-arts du monde (le Louvre) soit situé à Paris : cette ville, l'égal d'une grande œuvre d'art, est belle, vivante, une source d'inspiration. Il convenait aussi que ce

musée fût un monument au goût, à l'intelligence et au talent du peuple français dont l'art a tellement enrichi notre planète troublée.

Peuple de France, se peut-il que votre gouvernement croie si peu au génie naturel que quand l'heure est venue de bâtir un complément à votre incomparable musée, il faille importer de New-York, pour faire le travail, un crayonneur de gratte-ciel ? N'y a-t-il pas un seul grand architecte en France ? La pyramide de M. Pei serait tout à fait à sa place si on la construisait à Houston, à Omaha ou à Minneapolis : ces villes sont déjà des faubourgs artistiques et culturels de Manhattan. Espérons qu'elle aura toujours l'air « déplacée » à Paris. Vive la France !

NORMAN J. OLSON
(Saint-Paul, Minnesota, Etats-Unis).

P.S. — Pardonnez-moi d'écrire en anglais : c'est la seule langue enseignée dans les écoles américaines ; c'est donc la seule langue que les gens ordinaires, comme moi, connaissent.

LA RÉVOLTE DES « PAPAS DIMANCHE »

Le divorce se répand comme une épidémie et, fait nouveau, explose à tous les moments de la vie du couple. Devant ce phénomène, chacun est démuné et tout se désagrège. Un couple se déchire, un tissu social se dissout et un enfant, quand il y en a un, se partage.

Ou ne se partage pas. En dehors du mariage, et sauf entente des deux parents, le père n'a aucun droit sur l'enfant. « Le problème, ce n'est pas d'être père, c'est de le rester » (Le Monde du 3 juin 1984).

La loi encadre toutefois ce partage par deux dispositions, l'une relative au « droit de garde » (article 287 du code civil), l'autre au « droit de visite et d'hébergement » (article 288).

Neuf fois sur dix, seul accord des deux parents pour une « garde conjointe », la mère est le parent gardien, chargé de l'autorité parentale. Neuf fois sur dix, le père ne dispose plus que d'un illusoire droit de surveillance et d'un droit de visite minuté, sous la forme de la moitié des vacances et d'un week-end sur deux, quand ce n'est pas encore moins, « compte tenu de l'âge de l'enfant ».

Ni la copacité (témoignée par le recours hâtant aux attestations), ni la proximité, ni la disponibilité (parfois plus grande que celle de la mère qui travaille), ni la nécessité élémentaire de maintenir un contact régulier entre un père et un enfant, ne sont pris en considération.

Sans doute certains rappellent-ils alors — sans rire — que la liberté de correspondance est entière (1). Sans doute, avec le temps, des « arrangements » sont-ils possibles. Mais une fois la chose jugée, normalement elle s'impose, et tout moment « supplémentaire », si serait-ce qu'un instant, qu'une heure, devient un quelque sorte un favori.

Le père ainsi encadré dans un temps de visite est juridiquement intrus quand il présente en dehors de ce minutage, et pratiquement dépendant du bon vouloir de l'autre (...).

La justice, aujourd'hui, serait d'accorder de façon courante l'exercice conjoint de l'autorité parentale sur les enfants et d'étendre les durées de la fréquence des « visites » quand elles sont souhaitées, quand cela est possible.

L'idée fait aujourd'hui doucement son chemin, notamment grâce à l'action remarquable de quelques avocats — hommes et femmes. Certains juges commencent à être réceptifs à ces idées. Mais combien de temps faudra-t-il encore pour faire changer cette situation d'une autre époque ?

A. CHARLES
(Paris).

P.S. — J'ai un petit garçon. Il s'appelle Charles.

Dans la détermination de ce droit de visite, et sauf proposition des deux parents, les juges n'appliquent ni la loi — qui se contente de fixer un principe — ni la règle — car, théoriquement, tous les partages sont possibles. Ils se conforment à l'habitude du cadre décalé du « week-end sur deux ». Toute formule divergente (proposant par exemple qu'un soir ou un après-midi de plus par semaine) est considérée comme « trop compliquée », et l'opposition du parent gardien lui interdit en fait toute chance d'aboutir.

PAUVRE CLAUDE SIMON

Pauvre Claude Simon ! Le fait que le prix Nobel lui ait été attribué n'avait guère suscité, dans la presse, de réactions chaleureuses. Et c'est maintenant qu'un de vos lecteurs se déclare certain — quelle assurance ! — qu'il ne sera plus lu au vingt et unième siècle, c'est-à-dire dans quinze ans, et assure les enfants de ne pas écrire comme lui s'ils veulent être compris.

D'abord les phrases de Claude Simon sont parfaitement compréhensibles, à une seule condition : faire attention à ce qu'on lit, ce qui me paraît un excellent exercice pour les élèves.

Et surtout, où va-t-on avec des raisonnements aussi utilitaires ? Quelle hécatombe dans la littérature ! J'attends par-dessus bord Robert Merle, Saint-Simon, Barzès, Prévert, sans parler de Mallarmé, Joyce et Faulkner !

Si Claude Simon disparaît au vingt et unième siècle, il le fera en bonne compagnie.

En tout cas, s'il lit le Monde, qu'il trouve ici l'expression de mon admiration et de ma conviction que ses œuvres survivront.

J.-P. ALFASSA
(Paris).

Chronique

LA DERNIÈRE SEMAINE

LES années sont comme les civilisations : c'est dans la phase terminale, dans les derniers soubresauts de l'agonie, qu'on voit apparaître les défauts et les qualités, les richesses et les faiblesses. La décadence instruit sur ce qui l'a précédée, comme les traits de l'homme vieillissant ne sont que l'exagération — mais exacte — du visage de l'homme mûr. 1986, année fraîche, année des illusions possibles, qui ne passeront pas l'hiver, mais sont pour l'heure licites. 1985, année défunte, encore. Année — comme les précédentes — des espoirs gâchés. On ne lui en voudra pas plus qu'aux autres, mais pas moins.

La dernière semaine... Encadrée solidement par ses deux limites (25 décembre, 1^{er} janvier) fidèles au poste comme des cariatides, cette semaine-là, en 1985, aura laissé le sol de l'histoire jonché de merveilles et d'horreur, d'événements contradictoires, de petits faits lourds de signification et de grandes affaires sans conséquences.

Essayons de nous remémorer ce qui est déjà du domaine de « l'an dernier », d'au-delà cette frontière terrible qui transforme le vif de l'actualité au mieux en vague souvenir, plus

généralement en atome du néant. Au pin polonais allié, avec ses fils, à Beyrouth. Avec les familles françaises, il y avait eu de passer Noël dans cette ville folle, à un hasard, à un espoir. Elle avait parlé à la vision libanaise. Jean-Paul, mari, n'était sans doute pas loin et dépendait sur une autre planète, aussi insaisissable que s'il avait été dans une autre galaxie. Noël d'espoir et de désillusion, pour cette fois.

Pape poète

La même nuit, à des milliers de kilomètres là, des milliers de Chinois avaient pleuré. Ceux qui, à Pékin, pour la première fois depuis 1958 avaient pu aller à la messe de minuit dans la cathédrale catholique de leur capitale, la cathédrale Saint-Sauveur. A Rome, le pape, place Saint-Pierre, s'était déclaré « désarmé dans un monde armé ». Combien de divisions ? demandait Staline. « Désarmé », répondait, par-delà les années, le pape venant de Pologne, fort de ne pas l'être militairement.

Désarmé et poète. La presse a publié la traduction d'un poème rédigé par Jean-Paul II remis à son compatriote le cardinal

Josef Giamp. Ce poème intitulé « Au pin polonais » évoque une nostalgie le plus national déraciné, replanté en terre étrangère. En voici le début :

Et tu m'as permis de parfumer
De l'orange et du raisin
Mon ami, mon familier
(Zakopane).

Tu, vulgaire pin
Arraché à tes sœurs et à ta mère,
Tu te dresses, orphelin,
Au milieu de cette flore étrangère.

Et en fin de la fin :
Tu ne supportes ni l'exil ni la nostalgie.
Que viennent encore de l'automne et de l'hiver
(quelques années)
Et tu t'affaisses sans vie !
Et tu reposeras en paix
(étrangère).

O, voleur, aurais-je,
moi, un destin plus heureux ?
Qu'un pape ait des états d'âme, par définition quoi de plus normal ? Que la poésie de Jean-Paul II ait des relents vieillots, cela apparaît clairement, encore qu'il appartienne à chacun d'en juger en toute liberté et licence... poétique. Etrange sentiment, de même, que celui d'un souverain pontife qui se sent en terre étrangère au cœur de la catholicité.

que, pour être pape, on n'en est pas moins homme.

Déracinés : la planète regorge. La Palestine où naquit Jésus, terre promise, prise, perdue, reprise, a aussi ses exilés. Les plus violents d'entre ses fils continuent de faire trembler le monde. Cette semaine-là, ils auront choisi deux aéroports de l'Europe aux paraps — Rome et Vienne, — deux lieux de l'Occident chrétien, pour rappeler, par les bombes et le sang, la fin de l'ère des siècles les dernières sympathies qui leur restent. Terrorisme, fil rouge et sinistre des années (et même des décennies), qui se suivent et se ressemblent.

Terrorisme et son contraire, tellement décalés qu'il paraît irréel : à l'occasion des fêtes de fin d'année, la fille d'Aldo Moro, le président de la Démocratie chrétienne italienne par les Brigades rouges en 1978, est allée assister à une « messe de réconciliation » en prison, aux côtés des assassins de son père. Elle a fait de même l'année précédente et avait alors déclaré : « C'est l'inévitable effet de l'éducation chrétienne que j'ai reçue de mon père. Il aurait donné le même pardon. »

Terror, pardon, et forcément absurdité, deux bouts de la

chaîne de la violence qui sont celle de la sottise. Au moment de Noël, dans les pays les plus pauvres de la planète, le Burkina-Faso (ancienne Haute-Volta) et le Mali, sont en conflit armé en raison d'un différend frontalier. Une guerre encore plus stupide que les autres, si possible.

Tapeurs de belote

Au même moment, dans une petite maison située à Lancieux, agréable et calme village des Côtes-du-Nord, deux amis de longue date qui se disputaient « politiquement » — avec la régularité des tapeurs de belote — sont passés, à l'occasion du réveillon de Noël, à la viticulture supérieure. Vers 4 heures du matin, le militant du Front national est allé, dans la nuit froide, chercher chez lui deux revolvers. Il est ensuite revenu chez son ami, le militant socialiste, et l'a tué. Entre eux, désormais, toute polémique est éteinte, et voilà au moins un crime qu'on n'imputera pas aux immigrés, si on considère qu'ils seraient indirectement responsables de cette querelle franco-française, absurdement achevée à coups de revolver.

La dernière semaine nous aura aussi, en 1985, apporté quelques informations sur l'évo-

lution de la France. Les télécommunications ont publié des statistiques qui révèlent la France grandissant du Minitel. Non seulement le nombre des possesseurs s'accroît, mais chacun d'eux passe de plus en plus de temps devant sa petite machine : la durée moyenne des communications était de 7 minutes en janvier 1984, elle est passée à 8 minutes 20 en janvier 1985. Contre-coup de la solitude ou développement d'une nouvelle forme de convivialité ? Invention merveilleuse ! L'avenir le dira.

Le matin de Noël, le Figaro a choisi d'interviewer de nombreuses personnalités sur un thème : « Qu'est-ce que le merveilleux ? ». On retiendra la réponse du comédien Roger Coggio : « Comme je crois que chacun est responsable de son propre miracle, le merveilleux, pour moi, c'est de se réveiller le matin avec la possibilité de faire ce qu'on a envie de faire et pour lequel on est fait. » Il aura fallu attendre la dernière semaine de 1985 pour entendre une parole de bon sens. Il est vrai que, cette semaine-là, la politique était en train de prendre des forces pour 1986.

JUIFS DE FRANCE

LES PORTES DE LA COMMUNAUTÉ

Etablir un répertoire des institutions, organisations et mouvements juifs est périlleux. Il faudrait plus d'une page du Monde pour n'oublier ni ne mécontenter personne... Nous n'avons retenu que les principaux, ceux à vocation générale.

Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)

Créé en 1944 dans la clandestinité, le CRIF réunit une cinquantaine d'institutions, organisations et mouvements juifs de France. Il a pour vocation générale, au premier rang desquels le Consistoire central, le mouvement sioniste, le mouvement sioniste français, l'organe politique de la communauté organisée, présidé depuis 1973 par un avocat parisien, M. Tzipora Elie.

Congrès juif mondial (CJM)

Créé en 1936 par Stephen Wise et Nahum Goldmann pour organiser la communauté juive, le CJM est une association française, présidée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur de Belfort, et distincte du CRIF, qui a toujours refusé jusqu'à présent d'y adhérer.

Renouveau juif

Critiquant un CRIF timide politiquement et la solidarité avec Israël, le Renouveau juif, par un avocat parisien, M. Henri Hejdenberg, s'est affirmé en 1979 comme l'expression d'un mouvement militant juif. Ayant joué un rôle d'aiguillon de la communauté juive, le Renouveau est dans une phase de relative inaction.

Alliance israélite universelle (AIU)

C'est la plus ancienne des organisations juives non religieuses, créée en 1826 pour diffuser la culture française dans les communautés juives d'Orient. Présidée par M. Ady Steg, l'AIU, tout en continuant son action éducative, se

concentre sur les problèmes scolaires du Proche-Orient, du Maroc et de France, et donne davantage de place désormais, dans son action, à la connaissance de l'histoire et du patrimoine juifs.

Agence juive, Organisation sioniste mondiale

Organisations internationales, l'Agence juive et l'Organisation sioniste mondiale ont des bureaux financiers, culturels et sociaux en Israël et dans la Diaspora, d'où elles coordonnent les actions des communautés juives dispersées.

Appel unifié juif de France (AUJF)

L'AUFJ est chargé de collecter les fonds de la communauté, de leur verser environ un tiers à l'action culturelle et communautaire, pour deux tiers à l'Agence juive, c'est-à-dire à Israël.

Fonds social juif unifié (FSJU)

Créé en 1950, le FSJU, qui préside M. Daniel Rothchild, rassemble une cinquantaine de communautés juives, aux indigènes, aux immigrés, aux réfugiés (subventions aux études juives), aux étudiants (à travers les centres communautaires, notamment) et aux handicapés (il publie le mensuel l'Arche ainsi que le bulletin quotidien de l'Agence télégraphique juive, et fait vivre une revue parisiennaise, Radio-Communauté).

Union des étudiants juifs de France (UEJF)

L'UEJF, présidée par M. Eric Ghebel, revendique des milliers de membres. Elle organise des séminaires



Manifestation de la communauté juive après l'attentat de la rue Copernic en 1980. On reconnaît Simone Veil, Marek Halter et Bernard-Henri Lévy.

étaient représentées à son congrès de 1985, qui a adopté une plate-forme politique favorable à la gauche. L'UEJF, massivement engagé dans la lutte contre l'extrême droite et la xénophobie (SOS-Racisme, mais aussi l'information de ses adhérents sur la situation en Israël, et l'aide aux enfants de la rue), est devenu une véritable force en Israël.

Consistoire central

Le Consistoire central, qui a été transformé en 1958 en Consistoire central, est responsable de la vie religieuse dans une ville ou une région. Celui de Paris, présidé par M. Emile

Consistoire central israélite de France, est l'organe religieux national de la communauté. Présidé par M. Henri Elkan, le Consistoire pourvoit à la formation (par le séminaire rabbinique de Paris) et à la nomination des rabbins, ainsi qu'à l'organisation des divers aspects de la vie religieuse.

Consistoires

Les consistoires ou administrations locales, dont l'ensemble forme le Consistoire central, sont responsables de la vie religieuse dans une ville ou une région. Celui de Paris, présidé par M. Emile

Touati, a connu récemment, lors de l'élection de son conseil d'administration, de nouvelles mutations, notamment à sa gestion de la casherout (abattage rituel et commercialisation de la viande cashère) et aux rôles respectifs du rabbinat et des dirigeants consistoriaux.

Rabbinat

Les rabbins ne sont pas des prêtres, mais des docteurs de la Loi, qui dirigent et animent la vie religieuse de la communauté. Le premier d'entre eux, le grand rabbin de France, est élu par l'Assemblée générale du Consistoire central, composé par des représentants du rab-

binat de des communautés concordataires d'Alsace et de Moselle. C'est, depuis janvier 1981 et pour une période de trois ans, M. René-Samuel Sirat. Le tribunal rabbinique est chargé de l'application des principes mosaïques à la vie des fidèles.

Fédération des juifs de France (FJF)

Après l'attentat de la rue Copernic en 1980 contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris, la FJF se donne pour but d'organiser la communauté, mais elle propose aussi à ses adhérents des activités culturelles.

MARIAGES MIXTES : UN « OUI » VAUT DEUX « NON »

(Suite de la page III.)

Roman d'Albert Memmi. Agar raconte en 1955 l'aventure d'un juif tunisien épousant une blonde alsacienne. Trente ans après, il est réédité chez Gallimard : « Le problème est plus actuel », dit l'écrivain juif, qui au contraire de la sortie de son livre, à l'époque, le mariage mixte était quasiment un choc de civilisations. Avec les brassages sociaux et culturels intervenus depuis, le phénomène s'est rétréci. Il est devenu plus

Une centaine de conversions par an

L'exogamie ne date bien sûr pas d'aujourd'hui. La littérature juive est abondante par le personnage de la femme non juive, qui dans la Bible condamnait les épousailles hors de la communauté. La petite histoire assure que la filiation juive passe depuis toujours par la mère, parce que les maris sont volages...

En matière religieuse juive, tout mariage mixte équivaut à une forme de concubinage. Le mariage religieux à la synagogue n'est possible que si les deux conjoints sont nés juifs ou convertis au judaïsme. Le profil-type du candidat à la conversion en France est donc celui de la jeune fille d'éducation catholique

qui veut épouser un juif israélien et va voir le rabbin, le plus souvent sous la pression de la belle-famille.

Mais le souhait de voir se perpétuer l'identité juive ne va pas, sauf dans les milieux libéraux, au-delà de celles du rabbin Fahri ou du rabbin Williams, jusqu'à un assouplissement des règles de la conversion sur lesquelles veille scrupuleusement le beit-din (ou tribunal rabbinique). En dénonçant récemment, en un texte cru, les conversions de complaisance, pour fait de mariage (le Monde du 4 septembre et du 11 octobre 1985), le grand rabbin de France, René-Samuel Sirat, a révélé l'étendue d'un profond malaise.

Les cas de conversion ne dépassent pas la centaine par an - dont un quart obtenu à la synagogue - réformiste - de la rue Copernic - soit dix pour cent seulement des demandes. La préparation d'une conversion ressemble à une course d'obstacles. La longueur (deux ans environ) et la difficulté des épreuves (notamment la résistance du postulant, d'avance découragé, chez les rabbins libéraux, à qu'il s'agit d'un mariage : « Selon nos lois et notre histoire, il n'est pas possible, affirme le rabbin Williams, de voir avoir le partenaire libre et la descendance juive. »

Pourquoi cette rigidité ? Le mariage vise naturellement le bonheur du couple, répond le rabbin Emmanuel Chouchena, directeur du séminaire israélite de France, mais, pour le juif croyant et pratiquant, il est un maillon dans une chaîne qui perpétue le judaïsme. Or le judaïsme est une engagement pratique qui ne souffre aucune marche arrière.

Le temps des révisions ?

L'acte de conversion est « une rupture », « une agression » par rapport à la tradition, à la famille d'origine. L'insistance est telle en particulier sur la discipline des 613 « mitzvot » (commandements) et sur l'appartenance à « un peuple de prêtres, à une nation sainte » qui a été tellement persécuté dans l'histoire.

C'est précisément par un judaïsme vécu plus intensément, par la recherche de cette perfection de l'individu et de la communauté que reflue, pensent les orthodoxes, la tentation des mariages exogamiques. Le mari serait trouvé dans une exigence spirituelle accrue.

Ce point de vue est courant. Aux Etats-Unis, déjà, une partie non négligeable du corps rabbinique estime que l'identité juive soit transmise par le père juif dans un couple mixte. Mieux vaut un « demi-juif » que plus de juifs de

tout, entend-on dire dans la communauté française. Le peuple juif, depuis sa fondation et à cause de ses pérégrinations, n'est-il pas déjà l'un des plus « mêlés » ? Les réactions de défiance actuelle du rabbinat s'expliqueraient, selon certains, par la fragilité d'un groupe qui cherche refuge dans des valeurs ou des institutions aussi bien ancrées que la religion et la famille.

Dénouant l'hypocrisie d'un système qui exige du futur converti des contraintes auxquelles le juif établi n'accepte que l'abandon de sa plier, un homme comme Albert Memmi, quoique agnostique, déplore l'aveuglement de sa communauté par rapport aux chances d'intégration et d'enrichissement culturel que représente cette multiplication des mariages mixtes : « Je comprends, dit-il, qu'un groupe veuille prendre des garanties pour assurer sa pérennité, mais loin de reprocher au juif qui se convertit en dehors d'une voie de tradition, on devrait saluer son courage et sa générosité. »

La situation est-elle pour longtemps verrouillée ? Les « loubavitch », la fraction intégrante de la communauté, veulent au grain. Ils rappellent que la halakha prohibe tout changement de religion effectué dans un but matériel :

« L'erreur, dit M. Nissenbaum, est celle du juif qui accepte le principe d'une conversion et qui, par le fait d'une conversion de son conjoint, essaie de se justifier à ses yeux et de se rattacher aux yeux de sa famille. »

Pourtant, on sait de plus en plus aujourd'hui que, plus la qualité de juif, la vraie question est celle de la transmission de la foi et des valeurs d'une famille juive à une famille juive. De ce point de vue, les Eglises sont logées à la même enseigne.

Le rabbin Chouchena convient que « les statistiques soulignent le déclin des valeurs éducatives des plus inquiétantes que celles des mariages mixtes ». Un récent article de Jacques Grunewald, dans l'Esprit juif du 11 décembre, a été perçu comme un signe encourageant de ce point de vue : « Quand on constate, écrit-il, que nombreux sont les enfants dans les couples mixtes à être fiers de leur ascendance juive, on peut échapper à l'impression que le refus de l'impureté est systématique à l'égard des couples et des enfants, bien que parfaitement justifié d'un point de vue religieux, est un gâchis difficilement excusable. »

Le débat ne fait que commencer.

HENRI TINGO.

POUR DÉBUTANTS

VOUS ne saurez jamais sur le judaïsme... Pourtant si vous débutez, rendez-vous à la bibliothèque pour les débutants de Charles Szekmann.

Même attention si vous n'avez jamais fini, car l'étudiant de la Torah et du Talmud peut être, toute sa vie, un « débutant », et sachez que l'ensemble des textes saints (et des commentaires), remis par Dieu lui-même au peuple juif au pied du mont Sinaï, per l'intermédiaire de Moïse, ne vous paraîtra pas forcément limpide. Et comme il est écrit dans le Judaïsme pour débutants : « Dieu expose la Torah en sept langues, longues afin de l'enseigner à toutes les nations. Toutefois, seul Israël accepte intégralement la Torah du royaume des cieux et en s'écrit : « Je l'écouterai » (Deutéronome 10:16).

Sachez donc que Dieu est un, que l'homme est doté du libre arbitre, que le judaïsme n'aime pas la mortification, mais que Dieu attend de l'homme le repentir, que l'instinct le plus important est le chebbath prescrit par l'Eternel... Au programme également : le couple et la famille, le calendrier et ses fêtes, le culte, les lois alimentaires et le destin de souffrance du juif.

« Le Judaïsme pour débutants », par Charles Szekmann. La Découverte, 192 p., 60 F.

LE TALMUD EST DE RETOUR

L'ère de la « honte » est terminée. L'identité juive et l'intégration dans la société française sont affirmées en même temps qu'apparaît un réveil religieux dans l'orthodoxie. Restent la conversion et les douloureux problèmes qui l'entourent.

— Mais l'affirmation de cette identité n'est-elle pas parfois chez certains, trop agressive ?

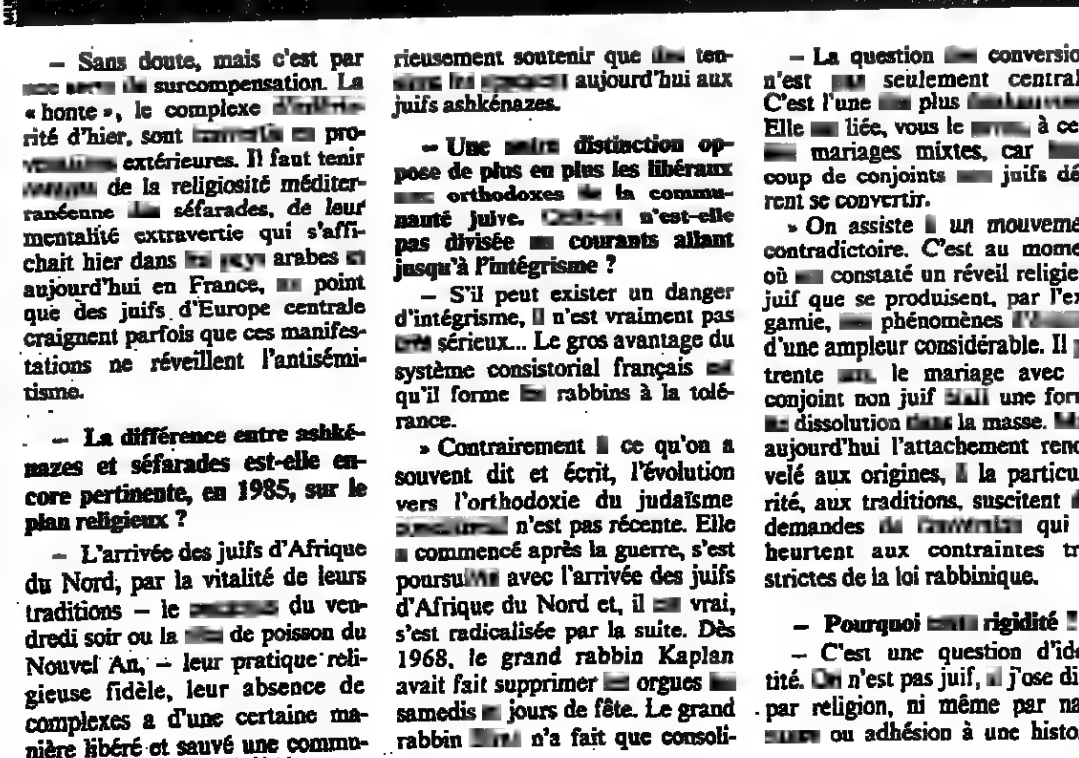
■ S'il est vrai que les juifs séfarades ont pris plus de poids dans la communauté, on ne peut ■ sé-

— Ces querelles vous ten-
nez de parler ont commencé
la crainte de l'actuel grand
rabbin de France d'un certain
laxisme en matière de conver-
sion au judaïsme. Est-ce bien
un problème central ?

» On ne peut donc pas être sûr d'une **amitié** profonde au nom de l'amour conjugal et c'est pourquoi **il existe** les conversions de mariage sont refusées.

- Si mon enfant épouse un converti, le problème ne se pose pas, mais s'il épouse un non-juif je n'y pourrais pas l'accepter. J'ai été détenu dans les camps et j'ai subi longtemps demandé si je devais procréer des enfants juifs. Mais l'amour de la vie est plus fort. Je n'ai jamais caché ma judaïsme et à partir du moment où j'en prenais le risque d'avoir des enfants, c'était afin de perpétuer comme juif... »

* Emeric E. Eysenck, psychosociologue, professeur à l'Université d'études politiques, président-directeur général de la SOFCO (SOCIÉTÉ D'ÉTUDES COMMUNICATIVES), a réalisé de nombreuses enquêtes sur le comportement social et religieux dans la communauté juive de France.



Nouvel An, — leur pratique religieuse fidèle, leur absence de complexes à d'une certaine manière libéré et sauvé une commu-

1968, le grand rabbin Kaplan
avait fait supprimer ■ orgues ■
samedis ■ jours de fête. Le grand
rabbin ■ n'a fait que consolider

- Pourquoi **une** rigidité ?
- C'est une question d'iden-
tité. **On** n'est pas juif, **je** j'ose dire

chrétiens et à la hiérarchie
place centrale qu'occupent dans
le judaïsme et dans son économie
du salut le pays d'Israël et
Jérusalem ».

H. T.

Les relations entre les juifs et les chrétiens sont en beau fixe. S'agissant de l'Eglise catholique, le dialogue ecclésial a été déclaré conciliaire dans la Déclaration conciliaire *Nostra Aetate* du Concile Vatican II. L'effort de rapprochement s'est poursuivi par le Vatican, les déclarations de l'un et l'autre d'un statut particulier pour Jérusalem galiléenne, l'ouverture du culte dans les lieux saints demeurent les principales caractéristiques

sable d'expliquer à nos amis chrétiens et à la hiérarchie la place centrale qu'occupent dans le judaïsme et dans son économie du salut la pays d'Israël et Jérusalem ».

H. T.

sachez donc que Dieu est un
 homme est doté du libre ar-
 bitre, que le judaïsme n'aime pas
 la mortification, mais que Dieu
 est l'homme le plus impor-
 tant. L'Écriture la plus impor-
 tante est le chabotat presen-
 tant... Au programme égal-
 ité : le couple et la famille, le
 mariage et ses fêtes, la culture
 alimentaire et le plaisir
 de la nourriture du jour.

Le Judaïsme pour tous
de Charles Szlakman
192 p., 60 F.

ANTISÉMITISME, ANTISIONISME, ANTISÉMITISME...

par Patrick Jarreau

**Au-delà du droit revendiqué
par un Le Pen à « ne pas aimer
la peinture de M. Chagall »,
le vieux démon risquerait bien
de resurgir à la faveur d'un débat
autrement plus dangereux, celui qui tourne
autour de la légitimité ou non du sionisme.**



François Mitterrand à la synagogue de la rue Copernic, le 4 octobre 1980, après l'attentat qui avait provoqué la mort de quatre personnes.

LES Juifs ont la vie dure. Ainsi de l'image d'un peuple juif depuis toujours reproché, en quarantaine, assésé, chateaubriand, dans une barque amarrée au Golgotha. Or bien, depuis des temps plus anciens encore, séparés des autres peuples par son monothéisme intransigeant et son refus des idoles — son orgueil, diraient quelques-uns, pas toujours amicaux. Et puis le peuple juif, marqué de sa solitude. Certains des mieux disposés envers les juifs ne manquent pas à cette croyance en une étrange et douloureuse malédiction.

Laurens la théologie, qui, d'ailleurs, n'entreprend d'en finir avec ces sermons. Ce qui nous intéresse, c'est le tour de passe-passe par lequel l'antisémitisme se prétend immémorial. Or l'antisémitisme n'est une histoire, encore toute récente, d'ailleurs, toute courte. Elle commence au dernier quart du dix-neuvième siècle, en Russie et en Pologne, d'une part, en Allemagne et en France, d'autre part. Elle aboutit à Auschwitz. Elle n'est peut-être pas terminée.

L'antisémitisme a, en effet, été précédé par d'autres formes d'agressivité envers les juifs, de l'intégration économique et condamnation religieuse marchant ensemble ou séparément. Il est toutefois, lorsqu'il apparaît, un phénomène nouveau dont les causes — la contagion mise à part — sont différentes dans les pays politiquement et économiquement bloqués, comme la Russie, la

Pologne, principalement, et dans des pays voisins : la France et l'Allemagne. L'antisémitisme suit, ici, l'émancipation des juifs, mais qu'il est, là, le résultat d'aspirations nationales et sociales qui se heurtent à l'archaïsme de l'Etat tsariste et à l'Empire autrichien.

Ces plusieurs dizaines d'années après que les juifs ~~ont été~~ du ghetto - appelé juiverie ou ~~communauté~~ en France - que naît l'antisémitisme, non pour les y renvoyer, mais pour dénoncer la ~~société~~ nouvelle ~~dans~~ la présence des juifs dans ses rangs et l'une des nouveautés est, pour l'antisémitisme, le symbole. C'est pourquoi l'antisémitisme se diffuse dans les milieux réactionnaires comme chez les révolutionnaires. « Socialisme des imbéciles », comme dit, plus tard, la gauche décollée du « l'affaire » Dreyfus, l'antisémitisme est aussi, dans le camp ~~officiel~~, la religion des imbéciles, l'opium ~~dans~~ un Drumont et quelques congrégations ~~destiné~~ à endormir les ~~idéologues~~ ~~qui~~ leur inflige le ~~travail~~ ~~inutile~~.

On renverra ici à *l'antisémitisme* des *l'antisémitisme*, minutieusement établi par Léon Poliakov. Sartre a montré que ce juif-là est fabriqué par l'antisémitisme. En ce *l'antisémitisme* bien, d'abord, le problème de l'antisémitisme, il n'est celui du juif que par ses conséquences. Beaucoup *juifs*, le passé, se sentant aucune affinité avec la *forçée par* l'imagi-

naire du ressentiment, une résistance à l'assimilation, la judéité, donnée comme une dérogation à leurs ennemis. D'autres, après eux, se sont avisés que l'imagerie antisémite avait masqué à leurs parents et à eux-mêmes la réalité du judaïsme, mémoire de foi, de pensée et d'histoires, à laquelle ils veulent donner vie, autour du-delà de l'Etat d'Israël.

« Des intérêts supérieurs
à ceux de la nation »

Voilà donc que les juifs — ou des juifs — sont fiers de l'être ! A ce constat, l'antisémitisme, condamné depuis quarante ans à un état **référé** et morfondu, dresse **front**. Il n'annonce pas tout de suite la couleur. Par prudence, bien sûr, mais aussi parce que la présence des juifs dans la **France** française n'est plus une nouveauté et n'est plus ressentie comme telle, il sondages l'attendent. On cherche un bon émi-

saire, aujourd'hui, se tourne vers les immigrés et leurs enfants, arabes principalement. Mais il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que la solidarité du dévouement raciste et antisémite se dévoile.

« Journée d'amitié française », le 10 octobre 1983, à la salle de la Mutualité à Paris. M. Romain Marie, futur élu du Front national à l'Assemblée européenne : « Il y a une puissance qui n'admet pas l'intégration en France (...) et pour laquelle les intérêts du judaïsme sont supérieurs à ceux de la nation française ». Six mois plus tard, M. Jean-Marie Le Pen à Antenne 2 : « Je ne suis pas antisémite, mais j'ai le droit de ne pas aimer la peinture d'Ad. Chagall ou la politique de M. Badinter » 20 octobre 1985 : le même fait huer par ses partisans, au cours d'un meeting à Paris, le nom de quatre journalistes juifs, auxquels il ajoute celui du cardinal Jean-Marie Lustiger.

Il y a deux ans, quand M. Romain Marie parlait, M. Le Pen faisait mine de ne pas avoir entendu. Aujourd'hui, il ne laisse à personne d'autre que lui-même le soin de dire ce qu'il pense.

La solidarité contre le racisme

Le racisme l'épénia a succédé aux antidotes, un mouvement antiraciste, encouragé par la gauche et, malgré cela, considéré avec bienveillance par une partie de la droite. De nombreux jeunes juifs se sont engagés dans ce mouvement pour défendre la France de la liberté et des droits de l'homme contre l'« anti-France » haineuse et xénophobe de M. Le Pen. La solidarité entre juifs est accrue contre le racisme ne va pas pourtant sans difficultés, car les défendant aussi Israël, tandis que, parmi les autres, la cause palestinienne apparaît comme un lit-

ment d'identification, leur
niveau et eux en quelque sorte.

Droits de l'homme ou droits des peuples ? Jeunes juifs et beurs en sont venus aux mains, récemment, à la faculté de Jussieu, à Paris. À l'âge de l'antisémitisme — qui n'est pas éteint et qui risque peut-être de renaitre de ses cendres — succède, pour les juifs, celui de l'antisionisme, qui pose des problèmes entièrement différents. A preuve le fait que de nombreux juifs se sont affirmés antisionistes et que c'est encore le cas de certains d'entre eux. A preuve, encore, le paradoxe d'un antisionisme qui peut réactiver l'antisémitisme, alors que ce dernier se posera volontiers en défenseur d'Israël, ne s'opposant pas à la haine des Arabes.

Si pénible que puisse être la résurgence du vieil antisémitisme, c'est peut-être davantage dans la confrontation avec l'antisionisme que réside, pour les juifs, le danger principal.

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION « GOY »

par Luc Rosenzweig

LOGOIQUEMENT, la question préalable « qui est gay ? » n'est pas simplement triviale, elle est aussi un peu juive. N'importe quel élève du cours d'histoire peut un peu débiter avec sa classe sur la mesure d'affirmer péremptoirement qu'il s'agit là de catégories distinctes l'une de l'autre.

Dans la pratique, tout n'est pas si simple, et le goy, le « gentilé » – bref, le non-juif – subit les fluctuations ontologiques de l'autre, le juif. Le concept de « gentilé », les rabbins, à partir de la proposition initiale « juif celui qui est d'une terre juive », commencent les disputes qui tournent autour de la venue de la conversion, mais même non juives à la religion mosaïque. Mais il n'empêche que la question goy ne pouvait se réduire à un pur et simple *halakha* formel et que, une fois résolu provisoirement le problème de l'essence, les rabbins ont dû se

Les non-philosophes se rassurent, il ne s'agit pas, en la matière, de spéculations abstraites ne concernant que de vaines tautologies. La vie quotidienne du

goy est parsemée d'embûches, de chausse-trappes, de pièges, qui risquent, s'il n'y prend garde, de lui coûter son bien-être et un certain calvaire.

Commençons par une situation toujours récurrente et dont la répétition ne laisse pas d'étonner. Soit un(e) gey plutôt philosémite (le cas des antisémites est traité ci-dessus) qui s'est pris(e) de passion pour les histoires juives. Longtemps, il écoute(r) à l'emmagasinera, parfois même notera sur un carnet... les classiques de l'humour juif glanés au cours de la fréquentation assidue de ses amis et collègues. Il aura ri avec eux, il se sera, avec les autres, gaussés des situations et des

Et, un beau jour, il se levait.
Mais dans une blague trop longue
ou trop compliquée, pour com-
mencer. Une histoire de genre :
« Quelle est la différence entre la
marine marchande et les AFD ? »
Réponse : aucune, parce que la
marine marchande... Le bide !
Regards fuyants... Au mieux,
quelqu'un venant recouvrir les
carnets par une autre histoire,
aussi stupide mais qui aura pour
but d'être une dernière antisémitie.

réputée par un juif. En règle générale, il faut se méfier des histoires où « le juif » peut être sans dommage remplacé par l'Auvergnat, l'Ecosseis, ou toute autre ethnie réputée à tort pour sa pincerie.

Alors Nicolas, délicats, celui du non-juif invité à dîner dans une famille juive. Il ne pourra que constater de la charlatanerie animée, tournant autour du prix des mets qui sera pourtant à la table. Il serait pourtant mélangé pour lui de clamer que le champagne que l'on a amené est une mauvaise affaire à court terme, au soldo chez Nicolas. Un gey se doit d'être ailleurs, dans le monde, d'être pour les juifs, et les choses n'ont pas de prix...

Parmi les diverses catégories de goyim, il en est une qui est particulièrement appréciée dans le monde juif et qui est, au, au cours des siècles, la plus en place, c'est le schabbat goy. Dans les temps anciens, avant l'invention du chauffage central, il s'agissait de celui qui venait allumer votre feu, celui interdite le jour du sabbat. Celui-là échappe, par exemple, à l'approbre généralisé jeté sur les Polonais. Il faut dire que ces schabbat goyim.

particulièrement rudes, ■
l'on s'est reconnaisant à quel-
conque vient tisonner le feu
quand il gèle à pierre fendre. La
version moderne du *shabbat gay*,
c'est, par exemple, ce collègue
journaliste courageux qui accepte
de vous remplacer pour participer
à un tel cas débats au centre
Rachi, où Paris, où il sera question
du rôle ■■■■ le conflit du Proche-Orient ». Le seul
problème, à son retour, sera de lui
expliquer qu'il doit à sa qualité de
non-juif ■■■■ un peu
moins ■■■■ et les quolibets
des ■■■■ n'en auriez eu à
■■■■. Un bon shabbat gay com-
prend ces choses-là.

Mia Farrow ou Diane Keaton

Le philo-sémitisme des goyim prend parfois des aspects étonnants, et même touchants. Une brave dame se demandait un jour comment manifester sa sympathie à la communauté juive endeuillée par l'attentat qui avait eu lieu à la synagogue de la rue Copernic. Elle se rendit alors, à la plus proche synagogue, pour y demander... trois tranches de jambon !

On ne saurait alors le chapitre du mal de vivre du gey dans le monde moderne sans évoquer le personnage de la *shiksa*. Ah ! la *shiksa* : terreur des mères juives et objet du désir des adolescents nouveaux et prolongés du ghetto. **Françoise** ou brune, **Mia Farrow** ou Diane Keaton, que l'on rencontre **au** **club** de **Woody Allen** ou d'Enrico Macias. **Elles** voudraient nous faire croire aujourd'hui que ce petit être fragile est, pour le peuple juif, un ennemi aussi dangereux qu'Abou Nidal et Hitler réunis. Qu'une d'entre **elles** s'introduise au sein de la **synagogue** Rothschid, par exemple, et **voilà** le scandale ! Comment s'étonner, alors, que certaines cherchent désespérément leur salut dans la conversion, voire dans un engagement de deux ans dans l'armée israélienne, pour faire oublier ce qui, justement, faisait leur charme !

Les temps sont durs pour les *shitses*, et ce n'est pas de savoir qu'elles ont inspiré quelques-uns des plus émouvants personnages de la littérature contemporaine, dans les romans d'Albert Cohen ou de Philip Roth, qui les conno-

... de leurs ~~...~~ quoti-

Quel avenir, donc, pour le
roy ? Certains ont bien pensé,
 naguère, que la création d'un Etat
roy réoudrait l'ensemble des
maux sociaux, mais l'histoire a
mal tourné. Il semble que l'aveni-
soit, pour employer un mot à la
mode, à la cohabitation. Celle-ci,
avec des hauts et des bas, a déjà
ses preuves. Dans la confec-
tion, par exemple, où l'harmonie
semble régner
(le roy), le bourgeois (l'ain) et le
l'assembler (l'urc ou chinois,
dépend du devin). Ou bien dans le
Tour de France, épreuve d'com-
mune symbolique du génie natio-
nal, où l'homme, le cheval, le
grand, le tout, les peloton
et le directeur de la course,
Félix Lévitant...

Citons, pour terminer, cette anecdote authentique qui montre qu'avec quelques efforts on peut arriver à d'excellents résultats. Un haut responsable d'un grand parti politique français avait, dans ses attributions, les relations avec la communauté juive. Lors d'une des multiples réunions auxquelles sa fonction l'amènerait à participer, on put entendre un responsable communistaire demander à son voisin : « Au fait, M. X..., quel est son véritable nom ? »

L'INTELL

S

هكذا من الأصل

L'INTELLIGENTSIA RETROUVÉE

par David Kessler

**Certainement la vitalité du travail
et de la pensée intellectuelle
sont ■ mettre au crédit
de ■ hommes et ■ ces femmes
qui se sont aujourd'hui repris
pour donner ■ judaïsme une nouvelle vigueur.
Mais où sont-ils, ■ quelles sont leurs actions
dans les grandes interrogations du ■ ?**

S'il est une image qui a singulièrement changé lors de ces dernières années, c'est incontestablement celle de l'intellectuel juif. Longtemps, en effet, celui-ci est apparu, selon le mot d'André Neher, comme « l'enfant perdu du judaïsme ». La communauté, désolée, se plaignait des réactions de son fils sur le terrain politique et social et s'attristait de leur indifférence face aux questions juives. Le divorce entre le judaïsme et les intellectuels semblait devoir être prononcé.

L'observateur qui se penche sur la communauté juive d'aujourd'hui ne peut qu'être frappé par une vitalité intellectuelle. On ne compte plus, dans la région parisienne en particulier, de centres d'études et de conférences de Bible, de philosophie ou d'histoire. Plusieurs enseignements de niveau universitaire, assurés par les maîtres d'Israël, sont venus s'ajouter aux cours dispensés dans les fermes publiques. La traduction des textes hébraïques a connu, ces dernières années, un formidable succès. Les Editions Verdier ont ainsi, courageusement, entrepris un vaste programme de publication de textes du judaïsme antique et mystique. De même, la traduction et les commentaires de certains des philosophes juifs

métier disparue. Le rapport du judaïsme avec le monde occidental, nouvelle formulation du vieux débat entre Athènes et Jérusalem, surgit, aujourd'hui, à travers la Bible, sur la valeur et le rôle de la philosophie juive. Depuis le départ en 1967 de plusieurs milliers d'intelligentsia juive, fondateurs ou organisateurs du prestige juif, Colloque des intellectuels juifs, institution annuelle intangible depuis vingt-huit ans, la figure d'Emmanuel Levinas émerge sans nul doute. Elle est un modèle pour nombre de jeunes étudiants et professeurs grâce à la rigueur d'une pensée qui allie sans complaisance ni faiblesse le Logos grec à la Thora juive.

sérieuses; multiples anglo-saxons ou israélites ignorés.

On peut, cependant, se demander si le plus grand problème auquel il a faire face l'intellectuel juif, aujourd'hui, n'est pas celui de la véritable définition du rapport entre le particulier et l'universel. Force est de constater que, face aux interrogations au temps nucléaire, désarmement, nouvelles technologies ou bio-éthique, les discours juifs sont singulièrement timide et, souvent, absent. Comme si l'intellectuel hésitant encore à prendre position sur les grandes questions qui agitent cité comme si ces certitudes n'étaient autrefois fortes pour

Pourtant, si l'intellectuel juif, dans un univers en pleine mutation, s'échappe à une interrogation et aux doutes qui assaillent tout intellectuel aujourd'hui, peut-être a-t-il quelques raisons supplémentaires d'espérer. A l'entendre, il moins, il serait habité par une certitude profonde d'avoir à transmettre, en dépit de tout, les valeurs d'une tradition, une culture ou une civilisation multimillénaires. Point fixe et pôle de référence plus précieux que tout un monde qui se délite en manquant singulièrement aujourd'hui.

MÉMOIRE ET LOIS DE L'HOMME

par Marek Halter

MARDI, le 7 janvier, **Libération** a publié un **essai** du judaïsme : « Mémoire et lois de l'homme ». Pour la première fois, à ma connaissance, **quelque chose** de la **culture** politique et intellectuelle se **diffuse** au Centre Rachi, qui a pris **cette** initiative, **du** à la Sorbonne, qui s'y **est** associée, pour réfléchir sur l'histoire, la mémoire et la culture juives.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de disséquer cette France juive, mais d'ailleurs — non française donc, — l'on parlait Drumont, ni d'examiner ces juifs étranges, mais de l'écart entre leur ghetto et par où, comme le croyait Bloy, arriverait le salut ; il s'agit, au contraire, d'étudier le judaïsme comme l'une des composantes de notre paysage mental. Quel changement en quelques décennies !

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, Jean-Paul Sartre publiait un petit livre remarquable, *Le surhomme*, qui est une question juive, dans lequel il analysait les caractéristiques d'antisémitisme. Il lui paraissait alors plus urgent de connaître les persécuteurs que les juifs eux-mêmes. Quand je suis arrivé en France, en 1950, on n'employait le mot *juif* qu'avec circonspection — mépris. On disait habituellement *israélite*, par pudeur ou par politesse. Chaque fois que je me présentais, tout naturellement, comme *juif*, je faisais l'objet d'un regard embarrassé que beaucoup connaissent bien.

Petit à petit, et sans qu'on y prenne garde, le mot *Israélite* a été remplacé par le mot *Juif*. Le mot *Juif*, en tant que définition positive d'une personne se réclamant du judaïsme, a été entré dans le vocabulaire médiatique. Brusquement, les textes d'un Suber, d'un Rosenzweig, d'un Lévinas, ont cessé d'appartenir au domaine étranger. Dans la littérature et dans le cinéma, le personnage juif vivait de la caricature au paradigme de la figure humaine.

Et pourtant, malgré l'intégration progressive du **musul** juif dans la **musul** française, pouvait-on prévoir qu'un jour Harlem Désir, le président de SOS-Racisme, le **musul** le plus populaire depuis 1989, en appellerait à la Bible plutôt qu'aux textes de Mao Zedong. Che Guevara et même Lénine..., et qu'il serait accusé par des **musul** de « racisme » ?

En même, malgré les tombées tardives de Vatican II, dont on dira jamais assez le rôle considérable qu'il a joué dans le changement d'attitude envers les juifs, pouvait-on imaginer qu'un jour l'Eglise de France se don-

pour Jean-Marie Lustiger, un homme qui se ré-
fère au judaïsme... et avec
lequel il m'arrive parfois d'échan-
ger quelques mots de yid-
dish ?

Une grande mutation est en train de s'opérer. Elle est sous nos yeux. Mutations, non seulement importante que la mutation technologique dont on parle tant. Il s'agit d'un retour en force des valeurs spirituelles, annoncé par Malraux, révélateur du désenchantement du monde. Une génération qui ne croit plus aux vertus curatives des systèmes philosophiques et idéologiques. Après les catastrophes d'Auschwitz, de Hiroshima et du Goulag, qui ont révélé les limites de la grande promesse, la technique moderne laisse sans illusion de plus en plus ceux qui ne croient pas à la morale, mais parce que, à peine libérés de l'esclavage, ils ont hérité l'héritage de l'esclavage universel, l'esclavage qui ne peut que se contraindre à la loi.

Mais la loi ne peut servir d'antidote magique contre les périls contemporains : le terrorisme, le totalitarisme, le racisme. Ou, au contraire, n'est jamais que la conséquence du mal ; elle, point de résistance. « L'œil ne voit pas en Égypte », disait Rabi Enoch, « d'avoir le support. »

La génération montante n'appartient ni aux désespérés de la révolution ni aux possesseurs de bombes ; elle n'est ni révolutionnaire ni guerrière. Elle ne se livre pas à la peur de l'autre et ne compte pas uniquement sur sa propre force. Elle s'adresse justement à sa conscience. Cette conscience, elle la trouve dans les traditions religieuses, politiques ou sociales, dans le dénonciement de l'exploitation et de la mutilation de l'homme.

L'antique morale si long-temps méconnue, élevée qui commande l'amour, l'égalité entre les hommes, et met la foi dans le verbe, ressuscite comme le dernier rempart contre le mort de l'âme ? Je partage la conviction de mon ami Elia Wiesel, selon qui l'unique salut du judaïsme n'a jamais été de judaïser le monde, mais de l'humaniser.

Revenir donc aujourd'hui sur le retour du judaïsme — pour moi, avant tout, message moral tel de l'affirmation de soi — de reconnaissance de l'autre — peut donc nous **éclairer** sur les grandes **humaines** de la conscience humaine à la veille du **vingt** **unième** siècle. ■



*** La certitude profonde d'avoir à transmettre une tradition, une culture, une foi millénaire. ***

nation française. En outre, la création de l'Etat d'Israël, les guerres auxquelles il a dû faire face ont été des moteurs puissants de la coopération et d'intégration communautaires.

Quant à la génération suivante, **marxisme** avec **temps** dans **marxisme** du mouvement étudiant, la **marxisme** et **idéologies**, le refus du **marxisme** et **des modèles communistes** l'ont, souvent, **incité** à rejoindre finalement l'exemple de ses parents. Dans ces conditions, comment s'étonner du sourire des responsables communistes lorsqu'on les interroge sur le rôle des intellectuels dans la vie juive française? Comment résisteraient-ils à la **tentation** de **réjouir** du retour au bercail de **enfants perdus**? Comment ne pardonneraient-ils pas, enfin, leurs égarements passés à ceux **qui ont donné raison** à **leurs pères** d'avoir fait ces choix-là?

modernes, en particulier allemands, se poursuivent à un rythme **accroissant**.

Nombre de **grands éditeurs** ont une collection portant sur le judaïsme, où plusieurs **ouvrages** sont publiés chaque année. Les **ouvrages** de réflexion permettent à des **spécialistes** de ce ou de ce domaine d'étudier les textes fondateurs du judaïsme et de les lire en regard des données de leur discipline.

Ainsi se penche-t-on, par exemple, sur les rapports entre judaïsme et psychanalyse, sur l'impact du droit juif ou sur le sens de l'histoire juive.

Dans ce foisonnement, quelques thèmes de réflexion et quelques figures marquantes s'imposent. La question centrale, dans le monde juif, est celle de l'Etat d'Israël, objet de vœux nombreux pour les juifs d'une solidarité sans faille et les partisans d'une culture propre.

intellectualisme latent, qui profiterait de la ~~mauvaise~~ occasion pour se manifester. Lors de la guerre du Liban, ~~on a vu~~ ~~des~~ manifestations d'intolérance, reprochant à certains d'être de « belles âmes », en proie à ~~des~~ ~~mauvais~~ ~~déplacements~~ : un exemple, parmi d'autres, de la méfiance que continue à susciter la figure de l'intellectuel juif.

Pour les mêmes raisons, la part est difficile à mesurer des exigences posées par l'étude et un qui relève de l'apologétique. Les intellectuels, lorsqu'ils revendiquent le droit à la critique, ne veulent pas reprocher d'importer des notions étrangères au judaïsme et, notamment, de le trahir. Enfin, les universitaires spécialisés dans l'histoire et la philologie juives reprochent un certain « provincialisme » au judaïsme français : les textes publiés le sont souvent sans éditions critiques

MOTS ET COUTUMES

SÉFARADES : juifs originaires du bassin méditerranéen et du Proche-Orient, dont les traditions ont été influencées par les cultures espagnole et arabe ; certains d'entre eux, dont les ancêtres avaient quitté l'Espagne à la fin du quinzième siècle, en ont conservé la langue, appelée ladino ou judéo-espagnol ; d'autres parlent le judéo-arabe.

ASHKÉNAZES : juifs originaires de l'est de l'Europe, de la Russie à l'Alsace-Lorraine; leur langue traditionnelle est un dérivé de l'allemand, le yiddish.

GOY au pluriel **GOYIM** : littéralement, les nations, c'est-à-dire l'ensemble des peuples parmi lesquels Dieu en a choisi un, le peuple juif, pour se révéler à l'humanité ; d'où goyim - les gentils, c'est-à-dire les autres, les non-juifs.

CACHÈRE : aliment conforme à la *cachéroul*, c'est-à-dire aux prescriptions contenues dans la Genèse et la Deutéronome ; en sont exclus, entre autres, le porc, les coquilles et les crustacés.

ROCH HACHANA : Nouvel An juif, qui commence en automne. Nous sommes, selon le calendrier juif, dans la cinq mille sept cent quarante-septième année suivant le début de la Genèse.

YOM KIPPOUR : le Grand Pardon, principale fête juive, marquée par un jeûne de vingt-quatre heures, dix jours après Roch Hachana ; d'où le « jeûne de Kippour », qui ne se rend à la synagogue – souvent sans dépasser le péristyle – qu'une fois par an, à cette occasion, pour entendre le chofar, sonnerie de cor annonçant la fin du jeûne.

SCHABBATH : le samedi, jour du repos, pendant lequel il est interdit de travailler et d'utiliser le feu.

SHIKSE : à l'origine, en yiddish, servants non juifs, autorisés à travailler et à faire la cuisine le samedi ; par extension, jeune femme gay, dont les mystères perturbent les nuits des adolescents juifs et, conséquemment, celles de leur mère.

PSYCHANALYSE : Invention juive, non sans rapport avec le paragraphe précédent.

GEFILTE FISH : carpe farcie, plat traditionnel ashkénaze, dont on assure qu'il peut être très bon quand il est réussi.

COMPLET POISSON : équivalent séparé du pied-noir du précédent; même commentaire.

P. J.

P. J.

JUIFS DE FRANCE

MÉMOIRE DE CARTES POSTALES

par Nicole Zand

La carte postale, élevée au rang de document historique, en dit long sur les pratiques sociales et sur l'imagerie que les temps modernes ont développée à l'égard — ou à l'encontre — de la communauté juive.

LES juifs en cartes postales... Les juifs comme on n'en trouve plus, qui finissent par composer un album de stéréotypes et de vérité stupéfiante qui, partout dans le monde, se fait, on ne le sait pas, le juif errant, marchand fripier des marchés, juifs juives de la Casse ou du Pologne, juifs juifs cousus d'or, c'est tout un paysage culturel qu'on trouve dans ces images pour former le catalogue des types humains le plus humain qui soit.

Les cartes postales comme les archives d'un peuple, matériau d'ethno-histoire et d'histoire sont infiniment précieuses et uniques, qui restituent, de l'intérieur autant que de l'extérieur, une approche candide et naïve. Inconnue. Trop. La passion d'un amateur, Gérard Silvain, l'a amené à réunir une collection sans égale : quelque trente mille cartes postales éditées principalement entre 1910 et la première guerre mondiale, l'image arrêtée d'un peuple à un moment donné, l'image de ce qui allait bientôt disparaître. La carte postale juive, la mémoire qui a le droit de mourir, qui a le droit de mourir, explique-t-il, il ne faut pas que les gens oublient. Les musées juifs, les bibliothèques, les paquets en images de la vie quotidienne. Qu'y a-t-il d'autre que les cartes postales pour faire resurgir l'histoire du néant ?

En 1928 à Paris, issu d'une vieille famille alsacienne — son

grand-oncle paternel Alphonse Kahn fut un des fondateurs des Juifs de France, un grand-père, Robert Lévy, dans l'ami Léon Blum — Gérard Silvain accumule chez lui ces trésors méprisés, ces documents bruts que sont, dans les cartes postales, les tracts, caricatures, affiches, coupures de presse, circulaires administratives, propositions de loi, objets divers. Sa dernière acquisition : une carte postale de juif très intéressant réaliste : chapeau haut de forme posé en arrière et un énorme nez.

Chez lui, les cartes postales, il y en a de toutes sortes : fortement agrandies, les portraits des grands-parents alsaciens-lorrains — la grand-mère lorraine — extraordinaire coiffe de satin — sur un mur ; les grands-parents de sa femme portant le fez à Istanbul. Plus loin, l'agrandissement d'une carte postale de la Commune : une barricade place Vendôme devant le magasin J. Silvain — Robes, lingerie, confection — qui fournissait les sous-vêtements de l'empereur et de l'impératrice. Il s'appelle Silvain Joseph, mais il lui a conseillé de changer son nom chrétien et il l'a retourné. Joseph Silvain... Cela lui paraissait offrir une prise à l'antisémitisme. Le décret a paru en 1892, qui lui permettait de



Ce juif errant n'est pas un juif mais une image d'Épinal. (Photo tirée de l'album de Gérard Silvain.)

dire : « Nous n'avons pas changé de nom pendant l'affaire Dreyfus. »

On commence l'antisémitisme ? La frontière est floue, et Gérard Silvain lui-même ne s'en convaincra que quelques années, quand, ayant publié la brochure de documents intitulée *Le Juif juif*, il sera illustré par une image de juif errant, qu'il faudra coudre sur ses vêtements. « Ah bien ! sourit le collectionneur, j'ai été convoqué en tant que directeur de la publication sur plainte du parquet parce que ces brochures — appelaient — la haine raciale. » (Il rit, un peu amer.)

La haine raciale aujourd'hui a changé d'objet : les ayant éliminés de Céline ou de Marcel Jouhadieu interdite qu'on republie *Bagatelles pour le Péri juif*, mais l'on re- quand on lit les tracts de l'Action française : « La France aux Français », « Le Front populaire — qui gouverne en France — aux maux juifs », « La France doit être libérée des politiciens, des étrangers, des truists, des juifs », « Le juif doit être tenu à sa place. Aujourd'hui, il nous envahit, nous encombre, nous gou-

Il grouille », etc. On bien cette proposition de loi de 1937 destinée à faire échec à l'invasion juive : « La nationalité juive étant incompatible avec la nationalité française, tout juif sera retiré à toute personne ayant un ou plusieurs grands-parents juifs ».

Les juifs ne s'en vont pas. Gérard Silvain a retrouvé un papillon d'album lors des élections législatives de 1911 : « Elections indépendantes. Si vous voulez absolument le voter pour la liste Tardieu, n'oubliez pas de rayer le nom de la mendésiste, M^{me} Bromberger-Lévy... » Cela ne vaut-il pas mieux que les longs discours ?

La carte postale, elle, possède un langage plus allusif, plus candide, plus humain que le texte imprimé : elle apparaît comme le témoin à partir duquel les idéologues construisent leurs thèses. Elle permet, par exemple, de voir une carte d'une *Gallia judaica* antérieure à l'an mille à travers les cartes intitulées « rue au juif », « rue de la Juiverie », « rue des Juifs » qu'on trouve à Toulouse, à Nantes, à Montcornet, à Draguignan, à Pézenas, à Mulhouse, à Cinq-Mars-la-Pile (encore dans des murs au Moyen-Âge) ou encore cette « place aux Juifs », à Paris, sur l'emplacement de la station Saint-Paul, au début de la rue de Rivoli.

Parfois, aussi, la correspondance inscrite sur la carte traduit la façon de l'humour du moment : « Je vous envoie des enfants d'Israël à la b'dite », Mulhouse 1899. Ce sont peut-être les enfants de l'expédition de cette carte-là qui achèteront, pour leur progéniture, la charmante carte rouge qui mettait en prises « une bien gentille petite fille nommée Douce France et le méchant loup Grojuif ».

Album de Gérard Silvain : *Images et traditions juives*. Ed. Arléa, 1988. Deux siècles en diaspora. Albin Michel, 1985 ; *La Question juive en Europe, 1933-1945*. Lattès, 1985.

VINGT SIÈCLES ENTRE LE PIRE ET LE MEILLEUR

(Suite de la page III.)

à quarante mille personnes en 1789, le judaïsme français fut émané par la Révolution en trois étapes : le 28 janvier 1790, pour les sepharim du Sud-Ouest et les Comtado-Avignonnais de Paris ; le 10 juin 1791, pour les juifs des anciens Etats pontificaux, le 27 septembre 1791 ; seulement, pour les Alsaciens-Lorrains.

Citoyens français après 1789

Devenus citoyens français, mais obligés de renoncer à l'autonomie et à leurs communautés. On connaît le mot de Clermont-Tonnerre : « Il faut accorder aux juifs le droit d'individus et leur refuser en même temps leur religion ». S'ils n'ont pu à pâtir des foudres napoléoniennes, les juifs de France s'intégrèrent progressivement à la société environnante.

Devenus des « israélites », adeptes d'une religion dont les valeurs recoupaient celles de la Révolution, ils manifestèrent leur patriotisme, notamment en 1871, en retirant de l'affaire Dreyfus plus la réhabilitation que la condamnation de l'officier. Lors de la première guerre mondiale, l'union sacrée contribua à renforcer l'hyper-patriotisme des juifs de vieille souche et à faire partager celui-ci par les fils d'immigrants venus à partir de 1881.

En 1918 au diction yiddish : « Azoi wie Gott in Frankreich » (Heureux comme Dieu en

France), des milliers de juifs polonais, russes, hongrois, roumains, etc., s'installèrent en France, où ils furent rejoints par les juifs allemands fuyant le nazisme et par ceux de l'ancien Empire russe. Constituant une communauté à part, ceux que leurs « coreligionnaires » surnommaient dédaigneusement les « Polaks », tentèrent de maintenir une identité juive, l'usage du yiddish, au grand mécontentement de ceux pour qui Racine ou Voltaire avaient avantagusement remplacé « antiquités judaïques ».

Sous l'influence de l'Alliance universelle, le « franco-judaïsme » s'imposa hors de la métropole aux communautés juives du Maghreb. Si les juifs marocains ou tunisiens conservèrent une personnalité juridique propre, les juifs d'Algérie devinrent citoyens français de plein exercice dès 1870 par le traité du décret Crémieux, et ce en dépit de l'hostilité tant des Français que des populations locales.

Persécutés par Vichy

Tout au long de la première moitié du dix-neuvième siècle, le judaïsme français fut à faire face au déchaînement des passions antisémites. Propagé par Drumont, l'Action française, mais aussi par une certaine gauche, l'antisémitisme connut son apogée avec l'affaire Dreyfus, puis

le Front populaire, Léon Blum étant l'objet d'attaques qu'on a peine à imaginer aujourd'hui.

La période de l'Occupation constitua pour la communauté juive — quelque mille membres en 1939 — une épreuve sans précédent. Loin de freiner les demandes allemandes, Vichy devança en publiant, le 3 octobre 1940, un statut des juifs très rigoureux et abolissant le décret Crémieux. Un commissariat aux affaires juives fut créé au début de 1941, et ses titulaires, Xavier Vallat, puis Louis Darquier de Pellepoix, furent chargés de mettre en application la législation antijuive, mais que les églises tentèrent à y réduire, du début.

Les premières déportations massives commencèrent à l'été 1942, les Allemands s'occupant de la matière, les Français de la rafle du Vél d'hiv, de l'efficacité de la police et de la gendarmerie françaises. Visant, au départ, les juifs étrangers, les rafles englobèrent, également, les Français de souche, dont la confiance dans la patrie fut brisée.

En Algérie, un statut des *clausus* fut appliqué dans les écoles, et les enseignants juifs furent exclus de l'enseignement public. Le débarquement américain en Afrique du Nord ne résolut pas les problèmes, les organisations juives durent mener un long combat pour que le décret Crémieux soit remis en vigueur à

partir de mars 1943. En Tunisie, l'occupation allemande se traduisit par l'instauration du travail forcé, et la prise de Tunis par les troupes allemandes évita aux juifs de la régence un massacre.

À la Libération, le judaïsme français compta ses morts : soixante-dix mille déportés raciaux morts dans les chambres à gaz, vingt mille autres déportés ou exécutés en France pour leur appartenance au peuple juif, tel l'octogénaire président de la Ligue des droits de l'homme, Victor Marchais. Des familles entières décimées, anéanties, broyées par une Europe suicidaire, dont la mauvaise conscience se manifeste, encore de nos jours.

La confiance retrouvée

Gardant le souvenir de sa banalité raciale, la génération post-auschwitzienne n'eut le cesse de s'intégrer à l'ensemble français. Comme l'écrivit Léon Poliakov, « la confiance une fois perdue, il est impossible de la retrouver ». La réaction collective, d'ensemble, n'aperçoit qu'une poussière de réactions individuelles : refus du judaïsme, conversions et changement de nom pour les uns ; élan national juif, émigration pour les autres ; aucun choix précis, mais aux errements de l'avant-guerre pour le plus grand nombre.

Le baby boom d'après-guerre permit au judaïsme français de se reconstruire progressivement pour atteindre trois cent mille personnes en 1955. Les événements de Suez, la fin des protectorats en Tunisie et au Maroc, se traduisirent par une émigration, par vagues successives, de mille juifs marocains, tunisiens et égyptiens en France, cependant que, en 1962, vingt mille juifs algériens se replièrent en métropole après l'indépendance.

Les conséquences de ces flux migratoires furent multiples. D'une part, le renouveau des communautés juives organisées tripla, de vingt-huit à trois cent mille, d'autre part, ce phénomène s'accompagna d'une dissémination des juifs sur l'ensemble du territoire. Certains régions, où les communautés juives avaient existé depuis 1306, virent la création de nouvelles communautés juives importantes, cependant que des groupes en voie d'extinction, comme le Comtat-Venaissin, disparaissaient d'un coup providentiel de la carte.

La création de l'Etat d'Israël, en 1948, ne marqua pas la fin du judaïsme français. Jusqu'en 1967, les relations Israël/Diaspora ne dépassèrent pas le stade d'un intérêt lointain pour une terre non moins lointaine. Les menaces qui pesèrent en 1967 sur l'existence de l'Etat juif provoquèrent un réflexe de solidarité viscérale et d'identification avec Israël — ce que feu Ray-

mond Aron appelait une « bouffée de judéité » — qui occupa désormais une place déterminante, voire centrale, dans la conscience juive contemporaine.

Cette identification du judaïsme français à Israël a été renforcée par la vague d'attentats visant la communauté juive depuis le début de la décennie 1980 : l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic en octobre 1980 (quatre morts) ; tuerie de la rue des Rosiers en août 1982 (six morts) ; l'attentat contre le Festival de cinéma juif, etc. Bien que ces attentats aient provoqué dans la quasi-totalité de la communauté française une réaction instinctive de répulsion, ils ont cruellement rappelé à la communauté que sa vitalité, son importance numérique et son haut degré d'intégration ne la protégeaient pas à l'abri des fanatismes d'une certaine dimension tragique de l'existence juive.

Quoi qu'il en soit, deux mille ans d'histoire commune ont créé entre les juifs et la France des liens que les persécutions et l'ingratitude des gouvernements n'ont pu distendre. Héritiers d'un passé que, trop souvent, ils ignorent, les juifs de France sont, à leur insu, et paradoxalement, les derniers patriotes. Ils savent, ainsi que le disait l'un d'entre eux, Romain Gary, que la France, « n'est pas uniquement le sang reçu mais le sang versé... » Ils n'en furent pas avertis.

PATRICK GIARD.

L'ANNÉE
DANS L'
Etranger

VIOLENCES EN

سكان الوطن

L'ANNÉE 1985 DANS LE MONDE

par Nicole Zand

Etranger

JANVIER

3. - ISRAËL : Après qu'il eut été révélé, le pont aérien, qui avait amené en Israël plus de six mille juifs éthiopiens, les falachas, est interrompu.

7. - CEE : La nouvelle Commission européenne entre en fonction, avec à sa tête M. Jacques Delors.

8. - VIETNAM : Trois des cinq personnes, condamnées à mort pour espionnage le 18 décembre à Ho-Chi-Minh-Ville, sont exécutées.

15. - BRÉSIL : M. Tancredo Neves, opposant modéré au régime militaire, est élu président de la République par le collège électoral réuni à Brasília, avec 480 voix contre 180 à M. Paulo Maluf, candidat du gouvernement.

17-20. - CHYPRE : Echec des négociations organisées à New York, sous l'égide des Nations unies.

26/1. - 5/II. - VATICAN : Sixième voyage de Jean-Paul II en Amérique du Sud.

FÉVRIER

1. - RFA : Assassinat de l'industriel Ernst Zimmemann par la Fraction armée rouge.

4. - ÉTATS-UNIS : Le projet de budget présenté par M. Reagan prévoit un déficit de 180 milliards de dollars contre 222 milliards prévus pour 1985.

5. - GIBRALTAR : Rétablissement des communications entre l'Espagne et Gibraltar.

7. - POLOGNE : Le tribunal de Torun condamne quatre officiers de la police politique pour l'assassinat du Père Jerzy Popieluszko, qu'ils avaient enlevé le 19 octobre 1984.

12. - CORÉE DU SUD : Aux élections législatives, le Parti de la justice démocratique (PJD) du président Chun Doo-hwan conserve la majorité avec 148 des 276 sièges, malgré une forte poussée de l'opposition.

25. - PAKISTAN : Le président Zia Ul Haq organise les premières élections législatives depuis l'instauration du régime militaire en juillet 1977.

26. - ÉTATS-UNIS : Le dollar, qui a passé le 12 à Paris la barre des 10 F, atteint le cours

record de 10,61 F. La croissance du PNB américain, sans précédent depuis 1951, a été en 1984 de 6,9 %.

28. - IRLANDE DU NORD : L'attaque au mortier contre le commissariat de Newry (neuf morts) est revendiquée par l'IRA.

MARS

4. - IRAN-IRAK : Reprise de la « guerre des villes », en violation de la trêve des attaques d'objectifs civils, conclue en juin 1984. Les raids aériens et les tirs d'artillerie ou de missiles se poursuivent jusqu'au 11 avril et reprennent ensuite de façon sporadique.

5. - GRANDE-BRETAGNE : Les mineurs britanniques reprennent le travail après un an de grève, bien qu'aucune de leurs revendications n'ait été satisfaite.

11. - CAMBODGE : Les forces vietnamiennes achèvent leur offensive victorieuse menée depuis la mi-décembre contre la résistance khmère en s'emparant de la base de l'armée nationale sihanoukiste (ANS) de Tatum, à la frontière khmère-thaïlandaise.

11. - LA BARBADE : Mort de Tom Adams, premier ministre depuis 1976. M. Bernard Saint-John lui succède le 12.

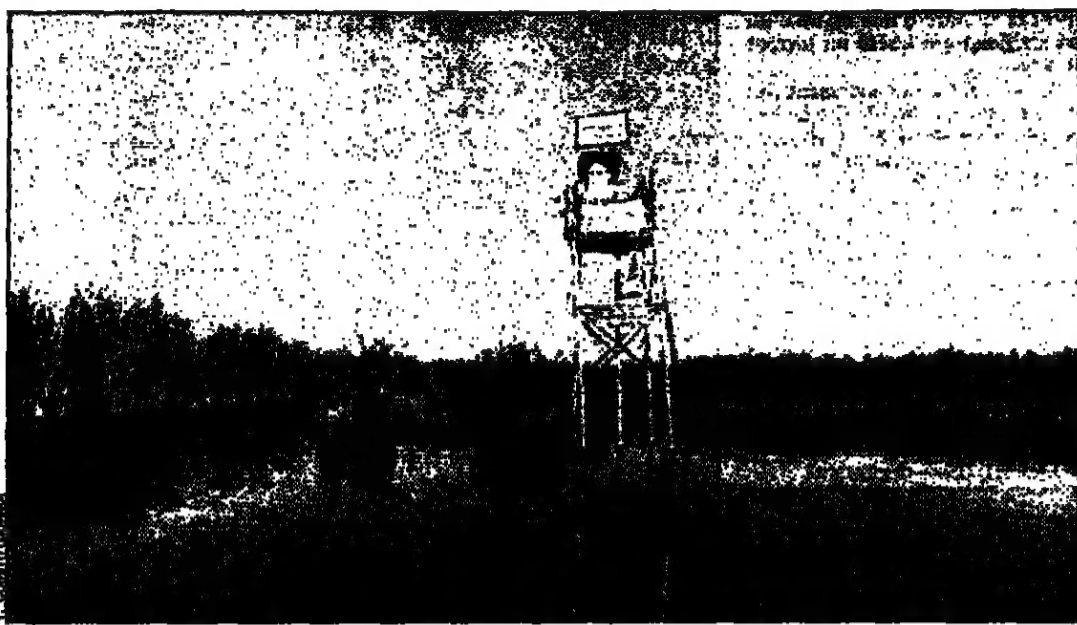
12-18. - IRAN-IRAK : Une offensive iranienne dans les marais irakiens de Howzeiah, au sud du front, est repoussée par l'armée irakienne après une semaine de très violents combats qui auraient fait quelque trente mille morts.

15. - ÉTATS-UNIS : La fermeture temporaire de soixante et onze institutions d'épargne et de prêts de l'Ohio provoque une baisse du dollar : il repasse, le 20, en dessous de 10 francs.

21. - BANGLADESH : Le général Ershad obtient 94,14 % de « oui » au référendum qui légitime le régime militaire qu'il a instauré en mars 1982. Ce scrutin est qualifié de « truqué » par l'opposition.

21. - CEE : Accord sur l'introduction de pots d'échappement catalytiques sur les automobiles : la distribution d'essence sans plomb sera obligatoire dans la CEE à partir du 1^{er} octobre 1989.

22. - ÉTATS-UNIS : Washington adresse aux pays de l'OTAN, à l'Australie, au Japon



12-18 mars. - Iran-Irak : trente mille morts dans les marais de Howzeiah.

et à Israël une invitation à participer aux recherches sur l'IDS, le programme américain de défense spatiale.

29. - GRÈCE : M. Christos Sartzetakis, soutenu par les socialistes, est élu président de la République par le Parlement grec.

29-30. - CEE : Le conseil européen de Bruxelles entérine l'accord sur l'adhésion à la Communauté européenne, à partir du 1^{er} janvier 1986, de l'Espagne et du Portugal, qui avaient posé leur candidature en 1977.

31. - EL SALVADOR : Aux élections législatives, le Parti démocrate-chrétien du président Duarte obtient 32 des 60 sièges.

AVRIL

6. - SOUDAN : Après trois jours de grève générale, le maréchal Nemeiry est renversé par le général Dabab, chef d'état-major de l'armée.

11. - ALBANIE : Mort d'Enver Hoxha, chef du PC albanais, au pouvoir depuis plus de quarante ans. M. Ramiz Alia est élu le 13 à la tête du parti.

11-12. - COMMERCE INTERNATIONAL : Les vingt-quatre pays membres de l'OCDE acceptent, sur la demande des États-Unis et du Japon, que se

tienne, « aussi tôt que possible », un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, dans le cadre du GATT, pour réduire le protectionnisme.

14. - PÉROU : M. Alan Garcia, trente-cinq ans, candidat social-démocrate de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), obtient 45,75 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Il sera déclaré élu le 1^{er} juin et entrera en fonction le 28 juillet.

15. - AFRIQUE DU SUD - ANGOLA : Pretoria annonce le retrait des dernières troupes sud-africaines stationnées en Angola. Mais elles y retourneront par trois fois au moins, avant la fin de l'année.

17. - EUROPE : Paris propose le projet Euréka, qui vise à « mettre en place sans délai l'Europe de la technologie ».

21. - BRÉSIL : Mort de Tancredo Neves, premier président civil depuis 1964, élu le 15 janvier mais hospitalisé depuis le 14 mars, veille de son entrée en fonctions. M. José Sarney, vice-président, lui succède.

26. - FACILITÉ DE VARSOVIE : Les dirigeants des pays membres (URSS, Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Roumanie et Bulgarie) se réunissent à Varsovie pour reconduire pour vingt ans le

traité d'alliance politique et militaire signé le 14 mai 1955.

MAI

1. - ÉTATS-UNIS - NICARAGUA : M. Reagan annonce de RFA, où il est en visite officielle, un embargo commercial total contre le Nicaragua.

1. - POLOGNE : Des manifestations, organisées à l'appel de Solidarité, sont suivies d'affrontements avec les forces de l'ordre.

1-10. - ÉTATS-UNIS - EUROPE : Voyage de M. Reagan en Europe : il est en RFA jusqu'au 6, où son hommage aux soldats allemands de la dernière guerre, rendu le 5 au cimetière militaire de Bitburg, suscite de vives polémiques. Il se rend ensuite en Espagne, puis, le 8, à Strasbourg, où il prononce un discours pour le quarantième anniversaire de la victoire de 1945, et achève son séjour par le Portugal.

2-4. - SOMMET DE BONN : Au onzième sommet des sept démocraties les plus industrialisées, M. Mitterrand est le seul à refuser la demande américaine qu'une date soit fixée pour l'ouverture de la future négociation commerciale au sein du GATT et annonce que la France ne participera pas à l'initiative de défense stratégique (IDS) proposée par M. Reagan.

10-11. - INDE : Une trentaine d'attentats à la bombe sont commis dans les transports publics de la capitale et de quatre villes avoisinantes par les extrémistes sikhs, faisant quatre-vingts morts.

11. - GRANDE-BRETAGNE : Cinquante-quatre personnes périssent dans l'incendie, pendant un match de football, d'une tribune du stade de Bradford, dans le nord de l'Angleterre.

11-21. - VATICAN : Visite de Jean-Paul II aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Belgique.

14. - SRI-LANKA : A Anuradhapura, ville sainte du bouddhisme, un commando de séparatistes tamouls ouvre le feu dans les rues, tuant au moins cent quarante-cinq habitants.

17. - URSS : Les autorités soviétiques prennent de rigoureuses mesures de lutte contre « l'ivrognerie et l'alcoolisme ».

21-26. - INDE-URSS : M. Rajiv Gandhi se rend en URSS pour son premier voyage officiel à l'étranger.

24. - BANGLADESH : Un cyclone dévaste la côte sud-est du pays et fait au moins dix mille morts et deux cent cinquante mille sans-abri.

27. - ITALIE : Ouverture, devant la cour d'assises de Rome, du procès des « complicités bulgares » d'Ali Agca, le jeune Turc qui tenta, le 13 mai 1981, d'assassiner Jean-Paul II.

29. - BELGIQUE : Au stade du Heysel, à Bruxelles, l'attaque par des hooligans anglais de supporters italiens, lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, opposant le Football Club de Liverpool à la Juventus

de Turin, provoque la mort de trente-neuf personnes, dont trente-deux italiens. Les clubs anglais sont interdits de compétition européenne pour une durée indéterminée.

JUIN

2. - GRÈCE : Aux élections législatives anticipées, le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou obtient 161 (- 13) des 300 sièges, contre 125 (+ 12) à la Nouvelle Démocratie (droite).

6. - BRÉSIL : Un cadavre est exhumé, puis identifié par les experts comme étant celui de Josef Mengele, mort noyé en 1979.

6-16. - INDE : M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, se rend en visite officielle en France, du 6 au 10, puis après un bref séjour à Alger, aux États-Unis, du 11 au 16.

10-11. - FRANCE - RDA : M. Laurent Fabius se rend à Berlin-Est pour la première visite officielle d'un chef de gouvernement d'une des trois grandes puissances occidentales.

11-12. - CEE : La RFA invoque son « droit de veto », afin de s'opposer à la baisse de 1,8 % des prix des céréales proposées par la Commission. Malgré le maintien d'un refus formel de la RFA, cette baisse sera appliquée à partir du 16 juillet.

12. - ÉTATS-UNIS - NICARAGUA : Le président Reagan obtient que la Chambre des représentants revienne sur sa décision du 24 avril et accorde une aide, théoriquement « civile », de 27 millions de dollars à la guérilla antisandiniste. Managua riposte, le 13, en annulant le gel des achats d'armements décidés le 27 février.

14. - ARGENTINE : Le président Raul Alfonsín annonce un très sévère plan de rigueur. Buenos-Aires obtient, le 24, de trois cents banques internationales un crédit de 4,2 milliards de dollars.

14. - BOTSWANA : Raid sud-africain contre les installations du Congrès national africain (ANC) à Gaborone.

17. - NAMIBIE : Malgré l'opposition de la communauté internationale, Pretoria met en place un gouvernement et une assemblée intérimaires à Windhoek.

17-24. - ESPACE : L'astronaute français Patrick Baudry participe à la dix-huitième mission d'une navette spatiale américaine.

19. - EL SALVADOR : Un attentat contre un restaurant de San Salvador est revendiqué par la guérilla : treize personnes sont tuées dont six Américains.

23. - Océan ATLANTIQUE : Un Boeing-747 d'Air India qui effectuait la liaison Toronto-Bombay, via Londres, s'abîme en mer, au sud-ouest de l'Irlande, avec trois cent vingt-neuf personnes à bord. L'avion, qui a explosé en vol, pourrait avoir été victime d'un acte terroriste sikh.

24. - ITALIE : M. Francesco Cossiga (démocrate-chrétien), élu président de la République dès le premier tour, avec 752 voix sur 977, succède à M. Sandro Pertini (socialiste).

28-29. - CEE : Au conseil européen de Milan, un consensus ne peut être obtenu sur l'avenir institutionnel de la Communauté, mais les Dix, unanimes, apportent leur soutien au projet Euréka d'Europe de la technologie.

JULIET

1. - LA DOMINIQUE : Aux élections législatives, le parti du premier ministre, M^{me} Eugénia Charles, obtient 15 des 21 sièges.

1-4. - ZIMBABWE : Aux élections législatives, la ZANU de M. Robert Mugabe, premier ministre, remporte 64 des 80 sièges, mais la ZAPU de M. Joshua Nkomo conserve 15 sièges.

(Lire la suite page X.)

VIOLENCES EN AFRIQUE DU SUD

JULIET

21. - L'état d'urgence est décrété dans 36 des 285 districts du pays, principalement autour de Johannesburg et de Port-Elizabeth, où des affrontements ont provoqué depuis septembre 1984 la mort de près de cinq cents personnes dans les cités noires.

24. - M. Laurent Fabius annonce le rappel de l'ambassadeur français et la suspension de tout nouvel investissement en Afrique du Sud.

28. - Une résolution déposée par la France devant le Conseil de sécurité est adoptée par 13 voix et 2 abstentions (États-Unis et Grande-Bretagne) : elle appelle les États membres de l'ONU à prendre des sanctions économiques volontaires contre Pretoria.

AOUT

18. - M. Pieter Botha, chef de l'État sud-africain, prononçant à Durban un discours très attendu, n'annonce aucune réforme concrète du régime d'apartheid.

SEPTEMBRE

1. - Pour enrayer la fuite des capitaux et la chute du rand, Pretoria suspend tous les transferts financiers vers l'étranger et annonce un mor-

toire sur le remboursement des 14 milliards de dollars de sa dette extérieure à court terme.

9. - Le président Reagan annonce des sanctions limitées contre Pretoria : le 10, les douze membres de la CEE élargie font de même.

13. - Des représentants des milieux d'affaires rencontrent



en Zambie plusieurs responsables du Congrès national africain (ANC), organisation interdite en Afrique du Sud.

OCTOBRE

18. - Benjamin Mokoena, jeune militant noir condamné à mort pour le meurtre d'un policier, est pendu en dépit des appels à la clémence venus du monde entier.

NOVEMBRE

2. - Le gouvernement interdit à la presse de filmer ou de photographier les manifestations de violence. Mais les troubles ne cessent pas dans les cités noires : entre le 21 juillet et le 30 novembre, quatre cent quatre-vingt-trois personnes sont tuées, dont cent une en novembre.

DÉCEMBRE

23. - Un attentat dans un centre commercial près de Durban fait cinq morts, tous Blancs. Cette recrudescence du terrorisme dans les zones urbaines confirme que l'ANC s'est réorganisé, malgré la répression accrue.

L'ANNÉE 1985 DANS LE MONDE

Etranger

(Suite de la page LX.)

7. - **TCHÉCOSLOVAQUIE** : 150 000 catholiques participent, à Velehrad, en Moravie, aux cérémonies marquant le 1100^e anniversaire de la mort de saint Méthode, apôtre avec son frère Cyrille des populations slaves.

8-10. - **FRANCE - ESPAGNE** : Visite officielle en France du roi Juan Carlos d'Espagne.

10. - **ÉTATS-UNIS** : Le dollar descend à Paris au-dessous du seuil de 9 F, en raison du ralentissement de l'expansion aux États-Unis, où le PNB n'a progressé que de 1,1 % au premier semestre contre 6,9 % en 1984.

13. - **AFRIQUE** : Deux concerts de rock, télévisés depuis Wembley (Grande-Bretagne) et Philadelphie (États-Unis), rapportent plus de 600 millions de francs au profit des victimes de la famine en Afrique.

13. - **ÉTATS-UNIS** : M. Ronald Reagan est opéré d'un cancer du côlon. Dès le 20, il regagne la Maison-Blanche.

13-16. - **FRANCE-JAPON** : Visite officielle en France de M. Yasuhiro Nakasone.

17. - **POLOGNE** : Les représentants de dix-sept pays occidentaux créanciers de la Pologne lui accordent le rééchelonnement, jusqu'en 1996, de près de 12 milliards de dollars de sa dette extérieure.

18-20. - **OUA** : Au vingt et unième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Addis-Abeba (Éthiopie), M. Abdou Diouf, chef de l'État sénégalais, devient président. Un plan d'urgence est adopté pour lutter contre la situation économique désastreuse de l'Afrique.

19. - **ITALIE** : Plus de trois cents personnes sont tuées à

Tesero, au pied des Dolomites, après la rupture d'une digue d'un lac artificiel qui libère un torrent de boue.

20. - **CEE** : Réajustement des parités au sein du SME ; la lire est dévaluée de 6 % et les sept autres monnaies du SME sont réévaluées de 2 %.

24. - **INDE** : M. Rajiv Gandhi signe un accord avec le Saint Harchand Singh Longowal, principal dirigeant des sikhs modérés, qui sera assassiné, le 20 août, par des extrémistes sikhs.

27. - **UGANDA** : M. Milton Obote est renversé par un coup d'État militaire. Le général Tito Okello, commandant en chef des forces armées, devient, le 29, chef de l'État.

AOUT

5. - **BOLIVIE** : M. Victor Paz Estenssoro (centre-droit) est élu président de la République. Il succède, le 6, à M. Hernán Siles Zuazo (gauche).

6. - **GUAYANA** : Mort du président Forbes Burnham, au pouvoir depuis plus de vingt ans. Le premier ministre, M. Desmond Hoyte, lui succède. Il sera élu président de la République le 9 décembre.

8-20. - **VATICAN** : Troisième voyage en Afrique de Jean-Paul II.

12. - **JAPON** : Un Boeing-747 de la Japan Airlines s'écrase sur les pentes du mont Ousaka, à l'ouest de Tokyo. Seules 4 des 524 personnes à bord échappent de cette catastrophe, qui suscite une controverse sur la sécurité aérienne alors que d'autres accidents meurtriers ont lieu.

15. - **IRAK-IRAN** : L'aviation irakienne lance une importante



19 septembre. - Séisme à Mexico : près de vingt mille morts.

attaque contre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. Malgré la poursuite des bombardements les semaines suivantes, les exportations iraniennes de brut sont à peine diminuées.

19. - **RFA** : M. Hans-Joachim Tiedge, un des responsables du contre-espionnage ouest-allemand, se réfugie en RDA.

26. - **CHILI** : Un « accord national pour la transition vers une démocratie totale » est conclu, sous le patronage de l'Eglise catholique, par l'ensemble de l'opposition, à l'exception des communistes.

27. - **NIGÉRIA** : Le général Mohamed Buhari est renversé et

remplacé à la tête de l'État par le général Ibrahim Babangida, chef d'État-major de l'armée de terre.

SEPTEMBRE

4-5. - **CHILI** : Dix personnes sont tuées à Santiago pendant les premières journées de protestation depuis la levée de l'état de siège, le 16 juin.

8-9. - **NORVÈGE** : Aux élections législatives, la coalition gouvernementale de centre-droit, dirigée par M. Kaare Willoch, conserve la majorité.

9-10. - **GRANDE-BRETAGNE** : De violentes émeutes ont

lieu à Birmingham, dans le quartier de Handsworth, peuplé surtout d'Antillais. De nouveaux incidents se produisent dans deux banlieues de Londres, le 28 à Brixton, et le 6 octobre à Tottenham.

12. - **GRANDE-BRETAGNE-URSS** : A la suite de la défection d'un responsable du KGB en Grande-Bretagne, Londres expulse vingt-cinq Soviétiques, puis six autres le 16. Moscou renvoie le même nombre de Britanniques, le 14, puis le 18.

13. - **ÉTATS-UNIS** : L'armée de l'air américaine expérimente avec succès un missile antisatellite.

15. - **SUÈDE** : Aux élections législatives, les sociaux-démocrates de M. Olof Palme conservent le pouvoir avec 159 (-7) des 349 sièges, malgré une nette progression (171 sièges : +8) de l'opposition « bourgeois ». Le Parti communiste obtient 19 sièges (-1).

18-24. - **CHINE** : De nouveaux membres des organes dirigeants sont désignés après la démission d'une centaine de « vétérans ». M. Deng Xiaoping favorise ainsi la promotion d'hommes de confiance, « plus jeunes » et « plus qualifiés ».

19. - **MEXIQUE** : Un très violent séisme frappe le centre du Mexique, faisant près de vingt mille morts.

22. - **ÉTATS-UNIS** : Les ministres des finances des Cinq (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon et RFA), réunis à New-York, décident de faire baisser le dollar pour lutter contre l'aggravation du déficit américain du commerce extérieur, qui dépassera en 1985 140 milliards de dollars. Dès le 23, la monnaie

américaine chute à Paris de 8,79 F à 8,24 F ; elle passera le 30 octobre au-dessous de 8 F, où les banques centrales la maintiendront jusqu'à la fin de l'année.

25. - **INDE** : Le parti sikh modéré Akali Dal remporte, avec 73 des 115 sièges, les élections au Pendjab, qui ont lieu dans le calme.

26. - **LIBYE - TUNISIE** : Tunis rompt ses relations diplomatiques avec Tripoli à la suite de l'expulsion de Libye, depuis le 5 août, de plus de 30 000 des 90 000 travailleurs tunisiens.

28. - **PANAMA** : M. Eric del Valle, premier vice-président, est désigné par l'Assemblée législative pour succéder au président Barletta, qui a démissionné sous la pression de l'armée.

OCTOBRE

1. - **SIERRA-LEONE** : Le général Joseph Momoh est élu président de la République. Il succède, le 28 novembre, à M. Siaka Stevens, qui, à plus de quatre-vingts ans, a reconqué au pouvoir.

6. - **PORTUGAL** : Aux élections législatives, le Parti social-démocrate (PSD) de M. Aníbal Cavaco Silva devient la première formation politique, avec 88 (+13) des 250 sièges. Le Parti socialiste du premier ministre, M. Mario Soares, n'a plus que 57 (-44) sièges, tandis que le nouveau Parti renouveau démocratique (PRD), fondé par les amis du président Eanes, remporte 45 sièges. M. Cavaco Silva forme, le 31, un gouvernement minoritaire social-démocrate.

LE LIBAN ET LA QUESTION DU PROCHE-ORIENT

JANVIER

14. - Israël adopte un plan de retrait en trois étapes du Liban du Sud.

FÉVRIER

11. - Le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat signent à Amman un accord qui envisage qu'une « délégation commune jordanienne-palestinienne » puisse participer à d'éventuelles négociations de paix.

16. - L'armée israélienne achève la première phase de son retrait du sud du Liban en évacuant Saïda et sa région. Les jours suivants, et surtout en mars, la multiplication des attentats meurtriers s'accompagne au Liban du Sud d'une escalade des représailles israéliennes contre la population chiite.

MARS

8. - L'explosion d'une voiture piégée dans la banlieue sud de Beyrouth fait soixante-huit morts.

9-13. - Le président égyptien Mubarak se rend à Washington où il tente de convaincre M. Reagan d'organiser un « dialogue préliminaire » entre une délégation jordanienne-palestinienne et les États-Unis.

22. - Deux diplomates français, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, sont enlevés à Beyrouth.

AVRIL

12. - En Espagne, l'explosion d'une bombe fait dix-huit morts dans un restaurant proche de Madrid fréquenté par des militaires américains. L'at-

tentat est revendiqué de Beyrouth par le Jihad islamique.

16-17. - Les milices chiite et druze éliminent les milices sunnite des Mourabitoun au cours de violents combats à Beyrouth-Ouest.

23. - Les miliciens chrétiens des Forces libanaises évacuent la région de Saïda, chef-lieu du Liban du Sud, où la s'effrontaient depuis le 18 mars aux milices musulmanes. A partir du 25, ces dernières envahissent les villages chrétiens, provoquant un exode massif de la population vers la ville chrétienne de Jezzine ou vers la bande frontalière, qui reste occupée par l'armée israélienne après la fin de la deuxième des trois phases du retrait.

MAI

8. - M. Elie Hobeika, nommé chef des Forces libanaises (milice chrétienne), fait acte d'allégeance à la Syrie.

20. - Jérusalem libère mille cent cinquante détenus palestiniens en échange de trois soldats israéliens capturés au Liban en 1982.

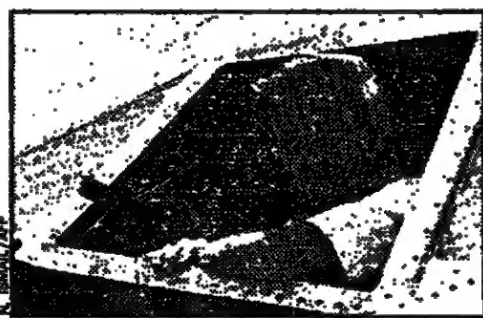
22. - L'explosion d'une voiture piégée dans le secteur chrétien de Beyrouth fait cinquante-cinq morts.

22. - Deux Français, un journaliste, Jean-Paul Kauffmann, et un chercheur, Michel Sourat, sont enlevés à Beyrouth.

28-31. - Le roi Hussein de Jordanie se rend à Washington, où il présente à M. Reagan son plan de paix, qui devrait aboutir en trois étapes à des pourparlers directs israélo-jordanien-palestiniens.

JUIN

10. - Fin officielle du retrait israélien du Liban du Sud. En



fait, quelques centaines de miliciens israéliens restent, aux côtés de l'Armée du Liban du Sud du général Antoine Lahad, dans la « zone de sécurité » longeant la frontière sur une profondeur de 8 à 15 kilomètres.

14. - Un Boeing-727 de la TWA assurant la liaison Athènes-Rome est détourné vers Beyrouth par deux pirates de l'air. Après deux aller-retour à Alger, la mort d'un passager américain, assassiné à Beyrouth par les pirates, et la libération d'une centaine de passagers, M. Nabih Berr, chef du mouvement chite Amal et ministre de la justice libanaise, annonce, le 16, qu'il prend en charge les trente-neuf otages américains qui restent prisonniers. Ils seront libérés le 30, après de multiples interventions diplomatiques et grâce à la médiation de la Syrie.

17. - Un accord est conclu à Damas entre le mouvement chite Amal et les organisations palestiniennes hostiles à M. Yasser Arafat pour mettre fin à la guerre des camps palestiniens de Beyrouth. Dès le 18, les combats, qui ont fait mille trois cents morts depuis le 19 mai, cessent.

JUILLET

9. - Un accord pour mettre fin aux conflits intermusulmans à

AOUT

7-9. - Le sommet arabe extraordinaire convoqué à Casablanca (Maroc) par le roi Hassan II est boycotté par l'Algérie, le Liban, la Libye, la Syrie et le Yémen du Sud. Le roi Fahd se fait représenter.

22. - Un cessez-le-feu, conclu sous l'égide de Damas, intervient à Beyrouth après une très violente reprise de la guerre : le 8, les duels d'artillerie ont repris de chaque côté de la ligne de démarcation qui sépare le quartier Est (chrétien) et le quartier Ouest (musulman). Les bombardements ont été particulièrement violents dans la nuit du 19 au 20, après une série d'attentats à la voiture piégée : deux à Beyrouth-Est, les 14 et 17 (treize et cinquante-quatre morts) ; deux à Beyrouth-Ouest, le 19 (vingt-neuf morts) ; puis un à Tripoli, le 20 (quarante-cinq morts).

SEPTEMBRE

25. - Trois Israéliens sont tués par un commando palestinien à Lamaca (Chypre), le jour de la fête juive de Yom Kippour.

OCTOBRE

1. - L'aviation israélienne détruit le quartier général de l'OLP, près de Tunis. Ce raid, qui fait une soixantaine de morts, est condamné, le 4, par le Conseil de sécurité, à l'unanimité moins une abstention, celle des États-Unis.

2. - L'un des quatre Soviétiques enlevés à Beyrouth le 30 septembre est tué par ses ravisseurs, qui demandent l'arrêt de l'offensive des forces pro-syriennes contre la ville musulmane de Tripoli, chef-lieu du Liban du Nord. Aux termes d'un accord conclu le 3 à Damas, la Syrie impose ses conditions aux intégristes de Tripoli : les combats, qui ont fait 515 morts depuis le 15 septembre, cessent le 4, et l'armée syrienne s'y déploie à partir du 6. Les trois otages soviétiques survivants seront libérés le 30 à Beyrouth.

7. - Un commando palestinien s'empare du paquebot de croisière italien Achille-Lauro, au large des côtes égyptiennes. Après avoir tué, le 8, un passager juif américain, les quatre terroristes se rendent le 9. Les négociateurs égyptiens et italiens se sont engagés à les remettre à l'OLP, qui a condamné le détournement.

11. - L'avion égyptien qui transportait vers Tunis les auteurs du détournement de l'Achille-Lauro est forcé d'atterrir en Sicile par des chasseurs américains. Les quatre pirates sont inculpés par la justice italienne.

21. - M. Shimon Pérès, parlant devant l'Assemblée des Nations unies, accepte le principe d'un « forum international » qui parrainerait les pourparlers de paix et devrait permettre l'ouverture des négociations directes qu'Israël propose à la Jordanie.

NOVEMBRE

7. - M. Yasser Arafat, dans une déclaration lue au Caire, condamne « toutes les formes de terrorisme », mais réaffirme le droit des Palestiniens à « résister à l'occupation israélienne de leurs territoires ».

20-24. - De très violents combats opposent à Beyrouth les milices « allées » chite et druze.

24. - Après le détournement, le 23, d'un Boeing égyptien parti d'Athènes sur La Valette (Malte) et la mort de trois otages, tués par les pirates, cinquante-sept autres personnes, dont quatre des sept terroristes, sont tuées lors de l'assaut par les commandos d'élite égyptiens. Le Caire accuse Tripoli d'être à l'origine du détournement.

DÉCEMBRE

27. - Deux attaques simultanées contre les comptoirs de la compagnie israélienne El Al dans les aéroports de Rome et de Vienne font dix-neuf morts, dont quatre des sept terroristes, et cent quinze blessés. La responsabilité du groupe d'Abou Nidal est mise en cause et le soutien de la Libye au terrorisme est dénoncé.

28. - Un accord de paix est signé à Damas par les chefs des trois principales milices libanaises (chrétienne, chite et druze). Il prévoit la fin de l'état de guerre dans un délai d'un an et l'abolition, après une période transitoire, du système confessionnel.

30-31. - La Visite officielle du roi Hussein à Damas confirme le rapprochement jordanien-syrien.

L'ANNÉE 1985 DANS LE MONDE

France

JANVIER

4. - M. François Mitterrand se déclare favorable à l'autorisation de télévisions privées.
13. - M. François Douba est élu président du Mouvement des radicaux de gauche.
16. - M. Mitterrand, interrogé sur Antenne 2, affirme qu'il faut persévérer dans la rigueur, malgré la « lépre du chômage ».
21. - André Fontaine, élu le 18 directeur du Monde, succède à André Laurens.
21. - M. Georges Besse, PDG de Pechiney, est nommé président de Renault. Les pertes du groupe pour 1984 seront évaluées, le 23 avril, à 12,5 milliards de francs.
25. - L'ingénieur général René Audran est assassiné par Action directe.
25. - M. Fabius annonce un plan « Informatique pour tous ».
29. - Les prix de l'essence sont libérés.

FÉVRIER

6-10. - Le XXV^e congrès du PCF, réuni à Saint-Ouen, établit la « primauté » du « nouveau rassemblement populaire majoritaire ». Le rapport de M. Georges Marchais, élu adopté par 1 645 voix, avec 58 abstentions. Les « rénovateurs » peuvent s'exprimer à la tribune, mais sont vivement critiqués.
7-8. - M. Mitterrand, en visite en Picardie, promet que le chômage sera « stabilisé » en 1985.
12. - Libération publie les témoignages de cinq Algériens accusés M. Jean-Marie Le Pen d'avoir participé à des tortures, en 1956 et 1957, à Alger, où il était officier parachutiste.
13. - Accord salarial dans la fonction publique. FO, la CGT et la CFC refusent de signer.
19. - M. Fabius annonce que l'élection des conseils régionaux aura lieu en 1986, en même temps que les législatives, au suffrage universel et au scrutin proportionnel.
25. - Vingt-deux mineurs sont tués et cent trois autres blessés au puits Simon, près de Forbach, en Moselle.

MARS

3. - La cour d'assises du Val-de-Marne condamne trois Arméniens pour leur participation à l'attentat d'Orly, le 15 juillet 1983.
10 et 17. - Succès de l'opposition aux élections cantonales. Les 22 et 25, elle obtient 71 (+7) des 100 préférences de conseil général, contre 28 à la gauche, qui en

a perdu 10, mais gagné 2 : la Guadeloupe et la Guyane.
21. - L'assassinat d'un jeune Marocain à Menton (Alpes-Maritimes) est suivi de manifestations antiracistes dans plusieurs villes de France.
29. - Un attentat antisémite dans un cinéma parisien fait quatre blessés.

AVRIL

3. - Le gouvernement annonce que les élections législatives de 1986 auront lieu à la proportionnelle à un tour dans le cadre départemental.
4. - M. Michel Rocard, opposé à la réforme du mode de scrutin, présente sa démission du gouvernement. Il est remplacé au ministère de l'Agriculture par M. Henri Nallet.
10. - Le RPR et l'UDF signent un accord pour « gouverner ensemble et seulement ensemble » en 1986.
13. - Des attentats, revendiqués par Action directe, dévastent à Paris une banque israélienne et l'Office national d'immigration, puis, le 14, les locaux de l'hebdomadaire Minute, le 27, le siège du FMI, et, le 30, les bureaux de deux sociétés travaillant pour la défense nationale.
14. - M. Raymond Barre, affirme, sur Europe 1, qu'il « ne voterait pas la confiance à un gouvernement de cohabitation » si l'opposition l'emporte aux législatives de 1986.
18. - Le professeur Jean Hamburger et Michel Mohr sont élus à l'Académie française aux fauteuils de Pierre Emmanuel et de Marcel Brion.
22. - M. Jean-Pierre Chevènement présente les nouveaux programmes de l'école primaire.
25. - Les comptes de la nation indiquent que le pouvoir d'achat des Français a baissé, en 1984, de 0,7 %.

28. - M. Mitterrand, invité sur TF1 à une émission animée par Yves Mourousi, confirme qu'il ne démissionnera pas et qu'il ne « restera pas inerte », après les législatives de 1986.
18. - Le professeur Jean Hamburger et Michel Mohr sont élus à l'Académie française aux fauteuils de Pierre Emmanuel et de Marcel Brion.
22. - M. Jean-Pierre Chevènement présente les nouveaux programmes de l'école primaire.
25. - Les comptes de la nation indiquent que le pouvoir d'achat des Français a baissé, en 1984, de 0,7 %.

MAI

5. - Des troubles à la prison de Fleury-Mérogis (Essonne) sont suivis jusqu'au 19 d'une agitation sporadique dans plusieurs maisons d'arrêt.
21. - Le comité central du PC accroit ses critiques à l'égard du PS et du gouvernement que la CGT et les élus communistes sont accusés de ne pas combattre assez vigoureusement.
22. - Le général Jean Saulnier, nommé chef d'état-major des

armées, remplacera le 1^{er} août le général Jeannot Lacaze.
25. - M. Mitterrand, assistant à Brest au premier départ en patrouille de l'Inflexible, le sixième sous-marin nucléaire français, affirme que « la dissuasion nucléaire a encore de longues années devant elle ».

JUIN

1. - Le RPR, réuni en congrès extraordinaire au Parc floral de Vincennes, adopte un « pacte pour la France ».
5. - Autour de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine, évacuée par la police le 28 mai, de violents affrontements opposent les CRS à des membres de la CGT et du PC qui tentent de récupérer l'usine.
8-9. - Une « convention libérale » est réunie à Paris à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, qui, en présence de MM. Chirac et Barre, se pose en fédérateur de l'opposition.
13. - M. Rocard annonce, sur TF1, qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 1988.
15. - Trois cent mille personnes participent au concert gratuit organisé, place de la Concorde à Paris, par l'association SOS-Racisme, sous le label « Touche pas à mon pote ».

17. - Renault annonce la suppression, en 1985 et 1986, de 21 000 des 98 000 emplois.
19. - M. Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang, à partir du 1^{er} août.
24-25. - M. Mitterrand, en visite dans le Languedoc-Roussillon, subit la contestation de militants de la CGT et du PC. A Carcassonne, le 25, il dénonce l'attitude des dirigeants communistes et appelle les Français à se rassembler « autour de la modernisation du pays ».
26. - L'Assemblée nationale approuve définitivement les projets de réforme électorale instituant la proportionnelle.

JUILLET

1. - La baisse de l'intérêt servi sur l'épargne (6 % au lieu de 6,5 % pour les livrets des caisses d'épargne) s'accompagne d'une réduction des taux du crédit : le 11, le taux d'intervention de la Banque de France descend au-dessous de 10 % pour la première fois depuis 1979.
6. - Le comité directeur du PS met officiellement fin au différend qui avait opposé fin juin M. Jospin à M. Fabius sur leurs rôles respectifs dans la campagne législative de 1986. Un accord est conclu sur la répartition entre

courants des postes d'éligibles aux législatives de 1986.
14. - M. Mitterrand, parlant sur TF1 de la cohabitation éventuelle avec la droite en 1986, précise qu'« il suffit de s'en tenir aux textes » constitutionnels, mais ne revendique aucun « secteur réservé ».
24-26. - En Guadeloupe, les indépendantistes entretiennent pendant trois jours un climat insurrectionnel à Pointe-à-Pitre.
25. - Adoption définitive du projet de loi sur la modernisation de la police, qui prévoit 5,34 milliards de francs de crédits supplémentaires de 1986 à 1990.
25. - Le projet de loi sur les congés de conversion pour les salariés menacés de licenciements économiques est définitivement voté. Il avait été approuvé, le 10, par le conseil des ministres après la rupture, le 24 juin, des négociations entre les partenaires sociaux.
31. - Le conseil des ministres autorise la création de chaînes de télévision privées. Le projet de chaîne publique culturelle et éducative, proposé par M. Pierre Desgraupes, est aussi accepté.

AOUT

[Voir les encadrés sur l'affaire Greenpeace et la Nouvelle-Calédonie].

SEPTEMBRE

10. - M. André Chadeau, président de la SNCF, présente sa démission après les accidents ferroviaires des 8 juillet, 3 et 31 août, qui ont fait quatre-vingt-quatre morts.
13. - M. Mitterrand, en route pour Mururoa, assiste à Kourou à un lancement de la fusée européenne Ariane, qui est un échec.
18. - Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1986 : il prévoit une limitation sans précédent de la progression des dépenses de l'Etat à 3,68 % et une réduction de l'impôt sur le revenu de 3 % et de l'impôt sur les sociétés, qui passe de 50 % à 45 % pour les bénéfices non distribués.

OCTOBRE

7-8. - M. Mitterrand se rend en Bretagne pour sa douzième visite officielle en province.
11-13. - Le congrès du PS, réuni à Toulouse, aboutit à la « synthèse » entre la motion de M. Jospin (courants mitterrandiste, maoïste, CERES) et la motion rocardienne, qui avait obtenu 28,51 % des votes des militants lors des congrès fédéraux.
14. - Des attentats, revendiqués par Action directe, visent la Maison de la radio et Antenne 2, puis, le 17, la Haute Autorité de l'audiovisuel, pour protester contre le passage de M. Le Pen à France-Inter et à Antenne 2.
15. - Le syndicat CGT de l'usine Renault du Mans met fin à l'occupation de l'usine commençant le 8, bien qu'il n'ait eu satisfaction sur aucune de ses revendications.
16. - M. Le Pen réplique sur Antenne 2 aux déclarations d'un de ses anciens amis, M. Demarquet, qui l'accuse d'être en partie responsable de la mort d'Hubert Lambert, dont il a hérité en 1976, ainsi que d'avoir pratiqué la torture en Algérie et de tenir des propos racistes.
18. - Le RPR et l'UDF concluent un accord électoral qui ne prévoit des listes communes que dans quarante-cinq départements sur quatre-vingt-cinq.
24. - Succès des défilés, mais échec des grèves pour la journée d'action de la CGT.
25. - Les prix n'ont augmenté que de 0,1 % en septembre, comme en août, ce qui permettra de limiter l'inflation en 1985 à un taux inférieur à 5 % contre 6,7 % en 1984.

27. - Face-à-face télévisé entre M. Fabius et M. Chirac sur TF1.
29. - Les partenaires sociaux parviennent à un accord sur le financement de l'assurance chômage, que la CGT refuse de signer.

NOVEMBRE

12. - M. Chevènement présente la réforme des lycées.

15. - M. Barre déclare qu'il ne se « prêterait pas à une exploitation électorale du thème de l'immigration ».
20. - La décision, prise par M. Mitterrand, d'attribuer à MM. Seydoux et Berlusconi la concession de la cinquième chaîne de télévision suscite une violente polémique.
20. - Malgré un léger excédent en octobre, le déficit du commerce extérieur sera en 1985 à peine inférieur aux 24,45 milliards de francs de 1984. Mais la balance des paiements courants va être équilibrée en 1985, grâce surtout au tourisme.
21. - Quatrième conférence de presse de M. Mitterrand : il demande aux Français de « faire bloc pour défendre les acquis ».
21. - Un accord électoral est conclu entre le PS et le MRG.
21. - La SARL Le Monde approuve la création d'une Société des lecteurs du Monde, dont le capital, de 15 000 000 F, sera souscrit dès le 11 décembre.
22. - Le quinquiesme emporté de l'année porte à 100 milliards de francs la somme levée par l'Etat en 1985.
29. - La loi sur les télévisions privées est définitivement votée, avec l'amendement que le gouvernement a déposé le 15, afin de pouvoir installer de nouveaux émetteurs en haut de la tour Eiffel, propriété de la Ville de Paris.

DÉCEMBRE

4. - M. Fabius déclare à l'Assemblée nationale qu'il a été « troublé » par la venue en France du chef de l'Etat polonais, reçu à l'Elysée par M. Mitterrand.
4-6. - M. Mitterrand se rend en visite officielle en Martinique puis en Guadeloupe.
7. - Deux attentats au Printemps et aux Galeries Lafayette font trente-cinq blessés.

NOUMÉA AUX URNES

JANVIER

7. - M. Edgard Pisani rend public son projet : il propose pour la Nouvelle-Calédonie un statut d'Etat indépendant associé à la France et prévoit l'organisation rapide d'un référendum d'autodétermination.
12. - L'état d'urgence est instauré après des émeutes, le 11, à Nouméa, qui ont suivi l'assassinat d'un Européen de dix-sept ans par des Mélanésiens, et après la mort d'Edouard Machoro, « chef de guerre » du FLNKS, et d'un de ses lieutenants, tués par des gendarmes du GIGN.
19. - M. Mitterrand se rend en Nouvelle-Calédonie à pour soutenir les efforts de M. Pisani.

23. - Le Parlement est convoqué en session extraordinaire pour examiner le projet de loi prolongeant l'état d'urgence jusqu'au 30 juin, qui est définitivement voté dans la nuit du 24 au 25 par les seuls députés socialistes.

MARS

28. - M. Pisani remet à M. Mitterrand son rapport définitif.

AVRIL

25. - Un conseil des ministres extraordinaire, consacré à la Nouvelle-Calédonie, décide que le scrutin d'autodétermination ne sera organisé qu'après les législatives de 1986 : il permettra de se prononcer sur le plan d'indépendance - association - de M. Pisani, au plus tard le 31 décembre 1987. Auparavant, un régime transitoire va être soumis au Parlement.

30. - Un projet de loi, adopté en conseil des ministres, prévoit l'institution de quatre régions, dirigées chacune par un « conseil », élu au suffrage universel et à la proportionnelle. Le « congrès » du territoire, composé par les membres des

conseils, remplacera l'assemblée territoriale.
MAI
21. - M. Pisani est nommé ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. M. Fernand Wibaux, ambassadeur au Liban, lui succède comme haut commissaire dans le territoire.
AOÛT
8. - Le Conseil constitutionnel, saisi par des parlementaires de l'opposition, annule l'alinéa de la loi sur la Nouvelle-Calédonie qui a été adopté le 26 juillet. Dès le 9, le Parlement est convoqué en session extraordinaire à partir du 12 et le nouveau loi, qui porte à vingt et un au lieu de dix-huit le nombre des conseillers de la région de Nouméa, est définitivement votée le 20. La loi est promulguée le 24 après le rejet par le Conseil constitutionnel, le 23, de nouveaux recours déposés par l'opposition.
SEPTEMBRE
29. - 80,62 % des électeurs participent aux élections régionales en Nouvelle-Calédonie. Les anti-indépendantistes remportent 80,84 % des voix contre 35,19 % aux partisans de l'indépendance. Le RPR obtient 25 des 46 sièges du Congrès du territoire, dont 17 sur 21 dans la région de Nouméa, mais le FLNKS est majoritaire dans les trois autres régions, avec 6 sièges sur 9 dans le Nord, 5 sièges sur 9 dans le Centre et 4 sièges sur 7 aux Iles Loyauté.
NOVEMBRE
13. - Le conseil des ministres adopte huit ordonnances. Après leur publication au Journal officiel du 15, le ministère de la Nouvelle-Calédonie est supprimé. M. Pisani est nommé chargé de mission à l'Elysée.

L'AFFAIRE GREENPEACE

JUILLET

10. - Le Rainbow Warrior, navire du mouvement écologiste Greenpeace, est coulé dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande), alors qu'il se préparait à partir en campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Un photographe néerlandais d'origine portugaise est tué dans l'attentat. Les deux époux Turenge sont arrêtés le 12 et inculpés de meurtre le 23.

AOUT

7. - M. François Mitterrand demande à M. Laurent Fabius d'ordonner « sans délai une enquête rigoureuse ».
8. - M. Fabius charge M. Bernard Triot, conseiller d'Etat, de lui « indiquer [...] si des agents, services ou autorités françaises ont pu être informés de la préparation d'un attentat criminel ou même y participer ».
8. - La presse commence à publier des informations qui mettent en cause la DGSE (Direction générale des services extérieurs). Les « époux Turenge » et cinq autres per-

sonnes s'intéressant aux préparatifs de Greenpeace vont être identifiés comme des agents secrets français.
18. - M. Mitterrand, dans une « directive » aux forces armées, ordonne l'ordre [...] d'interdire, au besoin par la force, toute intrusion étrangère à Mururoa.
28. - L'hôtel Matignon rend public le rapport Triot qui dégage le gouvernement et la DGSE de toute responsabilité.

SEPTEMBRE

12. - M. Mitterrand se rend à Mururoa, où il visite le centre d'essais nucléaires et préside la première réunion du comité de coordination du Pacifique sud. A son retour à Paris, il réaffirme, le 15, que « la France poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire les expérimentations utiles à sa défense ».
17. - Le Monde révèle que l'attentat contre le Rainbow Warrior a été commis par une véritable équipe de militaires français ayant agi sur ordre.
20. - M. Charles Hernu démissionne après avoir réaffirmé le 17, puis le 18, qu'aucun

militaire n'avait reçu l'ordre de saboter le navire de Greenpeace, il reconnaît que « des responsables de son ministère lui ont caché la vérité ». M. Paul Quilès lui succède au ministère de la Défense. L'amiral Pierre Lacoste, directeur-général de la DGSE, est limogé.

22. - M. Fabius déclare : « Ce sont des agents de la DGSE qui ont coulé le Rainbow Warrior ; ils ont agi sur ordre ; cette vérité a été cachée » à M. Triot.

27. - Le général René Imbot, nommé le 26 à la tête de la DGSE, déclare à la télévision qu'il a découvert « une véritable opération maligne de destabilisation de nos services secrets ».

OCTOBRE

14. - MM. Fabius et Quilès assistent à Mururoa à un essai nucléaire.

NOVEMBRE

22. - Le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur (les faux « époux Turenge »), jugés depuis le 4 à Auckland, sont condamnés à dix ans de réclusion.

Le casse-tête libyen

Le régime de Mouammar Kadhafi, après avoir déclaré qu'il était prêt à négocier avec l'Occident, a soudainement changé de position. Le chef libyen a déclaré qu'il était prêt à négocier avec l'Occident, mais à condition que l'Occident accepte de négocier avec lui. Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse à Tripoli, le 10 novembre 1985. Kadhafi a déclaré qu'il était prêt à négocier avec l'Occident, mais à condition que l'Occident accepte de négocier avec lui. Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse à Tripoli, le 10 novembre 1985.

Le casse-tête libyen

Le régime de Mouammar Kadhafi, après avoir déclaré qu'il était prêt à négocier avec l'Occident, a soudainement changé de position. Le chef libyen a déclaré qu'il était prêt à négocier avec l'Occident, mais à condition que l'Occident accepte de négocier avec lui. Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse à Tripoli, le 10 novembre 1985. Kadhafi a déclaré qu'il était prêt à négocier avec l'Occident, mais à condition que l'Occident accepte de négocier avec lui. Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse à Tripoli, le 10 novembre 1985.